UNITÉ PROLÉTARIENNE

Revue théorique de
l'Organisation marxiste-léniniste
du Canada EN LUTTE!

No. 16 (Vol. 3, No 4) avril-mai 1979

Le chauvinisme nous divise... La lutte contre le chauvinisme nous unira!

UNITÉ PROLÉTARIENNE

Revue théorique de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!

UNITÉ PROLÉTARIENNE est la revue théorique de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!. **UNITÉ PROLÉTARIENNE** paraît régulièrement à tous les deux mois, publiant des articles théoriques et d'analyse sur toutes les questions fondamentales du programme communiste et de la révolution canadienne.

"Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire"; cette affirmation de Lénine demeure aujourd'hui encore toute aussi juste dans les conditions de notre pays. Depuis la dégénérescence du Parti communiste canadien, devenu un parti révisionniste ayant totalement trahi les intérêts de la classe ouvrière, le prolétariat canadien s'est retrouvé sans programme révolutionnaire et sans son parti d'avant-garde marxiste-léniniste. Représentant les positions de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!, **UNITÉ PROLÉTARIENNE** a pour tâche d'intensifier la lutte idéologique sur toutes les questions de ligne politique et du programme communiste qui permettront de faire avancer la construction du Parti prolétarien canadien.

Le Parti prolétarien canadien, détachement d'avant-garde du prolétariat canadien ne pourra se créer que sur la base d'un programme véritablement marxiste-léniniste, un programme se démarquant résolument du révisionnisme et de toutes les formes d'opportunisme. C'est dans cette lutte qu'est engagée la revue **UNITÉ PROLÉTARIENNE** et elle invite ses lecteurs à contribuer à son développement en lui écrivant, en lui faisant parvenir leurs critiques, en diffusant la revue auprès de leurs camarades de travail et leurs amis et finalement en contribuant à la soutenir financièrement.

On peut contacter la rédaction d'**UNITÉ PROLÉTARIENNE** à l'adresse suivante: Revue **UNITÉ PROLÉTARIENNE, a/s 4933 De Grand Pré, Montréal, Québec, Canada.**

EN LUTTE!

Beauce .... C.P. 633, St-Georges Est, Qué.
Beauharnois .... C.P. 65, Beauharnois, Qué.
Drummondville .... C.P. 173, Drummondville, Qué.
Est du Québec .... C.P. 219, Pointe-au-Père, Qué.
Halifax .... C.. 7099, Halifax-Nord, N.-E.
Hull-Ottawa .... C.P. 1055, Succ. B. Hull, Qué.
Joliette .... C.P. 301, Joliette, J6E 3Z6, Qué.
Montréal .... 4933 de Grand Pré (514-844-0756), Montréal, Qué.
Québec .... 110 St-Vallier ouest (418-522-2186), Québec, Qué.
Regina .... C.P. 676, regina, Sask.
Rouyn-Noranda .... C.P. 441, Noranda, Qué.
St-Hyacinthe .... C.P. 717, St-Hyacinthe, Qué.
Saguenay—Lac St-Jean .... C.P. 424, Alma, Qué.
Sherbrooke .... C.P. 871, Sherbrooke, Qué.
St-Jérôme .... C.P. 591, St-Jérôme, Qué.
Sudbury .... P.O.Box1475,Station B, Sudbury, Ont.
Thetford-Mines .... C.P. 32, Thetford Mines, Qué.
Toronto .... 2749 Dundas ouest (416-763-4413), Toronto, Ont.
Trois-Rivières .... C.P. 1323, Trois-Rivières, Qué..
Vancouver .... 2542 rue Kingsway (604-438-3121), Vancouver, C.-B.
Victoriaville .... C.P. 797, Victoriaville, Qué.

Pour s'abonner ou correspondre, adressez-vous au journal:
a/s Librairie L'Etincelle, 4933 de Grand Pré, Montréal, Québec, Canada.

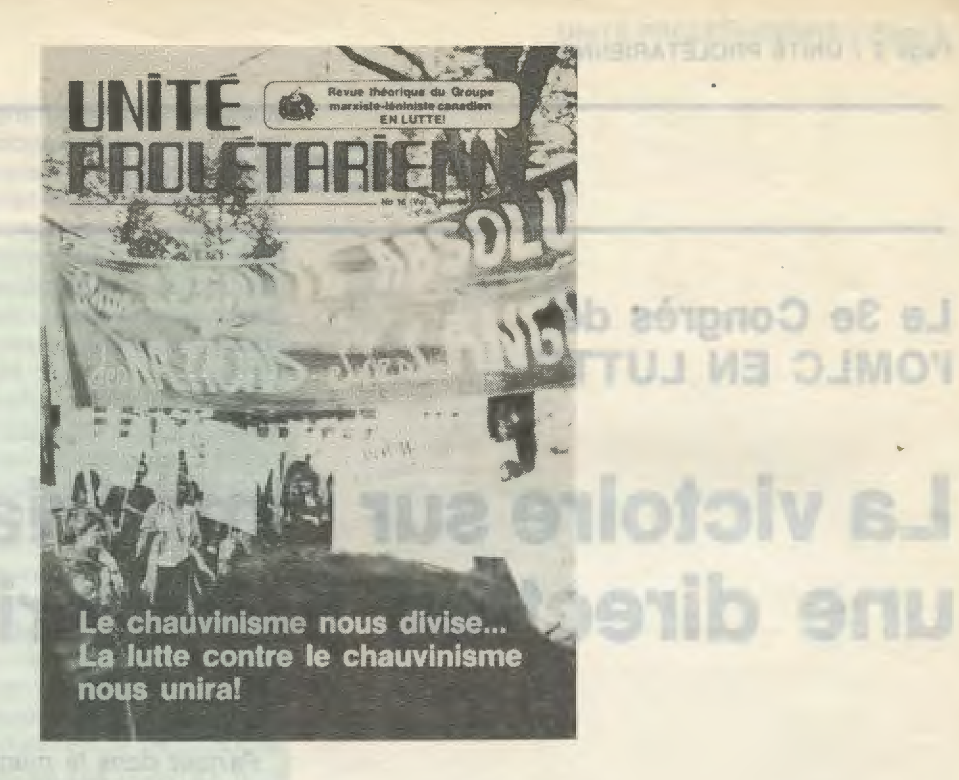


TABLE DES MATIÈRES

Première page: Chahut organisé lors d'une assemblée électorale en faveur du Parti conservateur à Montréal le 16 mai.

Editorial

Le 3e Congrès de l'OMLC EN LUTTE!

La victoire sur l'impérialisme exige une direction prolétarienne

Partout dans le monde, les masses laborieuses aspirent à une société débarrassée des injustices, de la pauvreté, des guerres, de l'oppression et de l'exploitation de l'homme par l'homme. Mais comment y parvenir? Comment assurer la victoire des classes exploitées sur celles qui tirent profit du travail, de la sueur et du sang de la grande majorité des habitants de la terre? Voilà la question qui se pose aux travailleurs de notre pays comme à ceux de tous les pays du monde.

Les réponses fournies aux travailleurs sont à cet égard multiples. Au Canada uniquement, le NPD, le Parti communiste canadien, la Ligue communiste (m.-l.) du Canada, la Ligue ouvrière révolutionnaire et plusieurs autres de moindre importance proposent tous un programme — ou une plate-forme — qui devrait assurer selon eux l'émancipation des travailleurs. Et le Canada n'est pas unique en son genre: car les ouvriers de presque tous les pays doivent faire face à une semblable ribambelle d'organisations ou de partis soi-disant socialistes. C'est dans ce contexte que s'est tenu récemment le 3e Congrès de l'OMLC EN LUTTE!, dont la décision majeure a justement été l'adoption de son **Programme**.

Une chose est certaine: c'est que la victoire sur le capitalisme ne saurait être acquise autrement que par l'action révolutionnaire des masses exploitées et opprimées **sous la direction du prolétariat**. *En effet, ce qui manque le plus pour assurer cette victoire, c'est bien cette direction prolétarienne — pas celle qui prétend l'être, mais celle qui l'est réellement — une direction capable d'orienter, de guider, d'organiser l'action révolutionnaire des masses au Canada et dans le monde. Or, c'est justement dans l'esprit d'assurer la construction de cette direction prolétarienne aux luttes des masses que le Congrès a adopté le* **Programme**. *C'est dans le même esprit qu'il a réaffirmé, par l'adoption du Rapport politique, la nécessité de redonner au prolétariat du Canada son parti d'avant-garde, son parti communiste. Et c'est aussi avec la conviction que la victoire du prolétariat au Canada est inséparable de celle du prolétariat international que le Congrès a adopté une résolution appelant à l'unité du mouvement communiste international, pour redonner au prolétariat sa direction à l'échelle internationale.*

* * *

Le Congrès s'est déroulé sous le signe de la lutte contre le révisionnisme, c'est-à-dire contre les programmes et solutions qui abandonnent le point de vue marxiste-léniniste et cherchent à concilier les intérêts du prolétariat et des masses laborieuses d'une part avec ceux de la bourgeoisie et de l'impérialisme d'autre part. Des ouvriers peuvent ne pas être convaincus de la supériorité du marxisme-léninisme; ils peuvent même s'appuyer sur des exemples de revers comme en URSS, en Chine, à Cuba, et dont la bourgeoisie fausse les enseignements, pour en conclure rapidement à l'échec du marxisme-léninisme. Mais il reste une chose que les ouvriers ne peuvent pas oublier: c'est qu'ils connaissent chaque jour le chômage et la hausse des prix; c'est qu'ils résistent chaque jour et depuis longtemps à la répression, à la brutalité policière, aux assassinats sur les chantiers et dans les usines; c'est qu'ils apprennent chaque jour que leurs frères des autres pays vivent dans ces mêmes conditions et souvent même pires dans plusieurs pays, entre autres à cause de leurs propres patrons; c'est que devant tout cela, leurs luttes passées et actuelles ont connu des victoires importantes, mais aussi des revers, et qu'ils ne peuvent donc se contenter de recommencer à chaque fois qu'un parti se présente avec sa "nouvelle" solution ou sa "nouvelle" théorie. La lutte du prolétariat est vieille de plus d'un siècle et on doit comprendre les raisons de ses victoires et de ses échecs, au Canada comme dans le monde. Le **Programme** *proposé par EN LUTTE! au prolétariat est à cet égard une réponse qu'on ne peut plus ignorer.*

Le **Programme** *indique clairement que la mission de la classe ouvrière est de réaliser le communisme, de libérer l'humanité entière des chaînes de l'exploitation capitaliste. Et cette tâche exige la défaite de l'impérialisme à l'échelle du monde; elle requiert que soit instaurée la dictature du prolétariat dans tous les pays. Cela ne signifie pas qu'EN LUTTE! appelle à une "révolution mondiale" à la manière trotskyste. Bien au contraire, toute stratégie révolutionnaire qui ne prend pas en considération les caractères particuliers des divers pays où elle se développe est condamnée à l'échec. Car ce sont les masses qui font la révolution et elles la font toujours dans le cadre précis des conditions sociales et économiques dans lesquelles elles se trouvent.*

C'est pourquoi, par exemple, le **Programme** *d'EN LUTTE! accorde une place centrale à la résolution de l'oppression dont sont victimes les nations et minorités nationales vivant en divers points du territoire canadien. Selon les sociaux-démocrates du NPD, pour combattre l'oppression nationale des Québécois, des Autochtones, des Acadiens, des minorités francophones et autres, il faudrait... nier l'oppression nationale. C'est là en effet le fondement du programme chauvin de ce parti qui, feignant de reconnaître la justesse des revendications démocratiques des nations et minorités nationales opprimées, prétend y apporter une solution non pas par la lutte pour unir le prolétariat du pays sur la base de la reconnaissance effective de l'égalité absolue des langues et des nations entre elles, mais par celle pour entraîner le prolétariat à la remorque d'un projet de restructuration du capitalisme baptisé "nouvelle stratégie industrielle". Car, voyez-vous, il suffit d'obtenir le plein emploi (sous le capitalisme!) en créant une solide industrie canadienne pour que du même coup disparaisse l'oppression nationale; c'est à croire que le capitalisme aurait changé de nature, lui qui depuis plus de 150 ans a* **déjà** *fait la preuve dans le monde entier qu'il ne peut se développer autrement que par la domination des nations op-*

pressives sur les nations opprimées, que par la discrimination, les privilèges accordés à une langue aux dépens d'une autre, la négation du droit des nations à décider de leur propre sort, etc. Or, l'oppression nationale ne peut être éliminée vraiment que si les masses laborieuses s'unissent au-delà des barrières nationales pour renverser ce qui en est la cause: la domination du pouvoir bourgeois et impérialiste. Mais l'unité repose sur l'égalité complète, à commencer par l'égalité absolue des langues et des nations. Le **Programme** *du prolétariat reconnaît pleinement cette égalité; il lutte contre toute forme de discrimination à l'égard des nations et minorités nationales et défend entièrement le droit des nations à disposer d'elles-mêmes.*

Le **Programme** *d'EN LUTTE! tient aussi compte du fait que la souveraineté politique du Canada est sérieusement menacée par des puissances plus grandes, à commencer par les USA. Autant les communistes s'opposent aux visées impérialistes de "leur" bourgeoisie, autant ils doivent être vigilants face aux activités hégémoniques menées à l'encontre de leur pays; agir autrement, c'est laisser libre cours au développement des superpuissances, c'est permettre leur renforcement, c'est affaiblir le camp de la révolution. Mais en agissant de la sorte, le* **Programme** *se démarque en même temps des solutions que le Parti communiste canadien ou la Ligue communiste prétendent offrir au prolétariat sur ce terrain. Pour ces deux-là, défendre la souveraineté politique du pays veut dire collaborer avec l'ennemi principal du prolétariat, la bourgeoisie canadienne; selon le PCC, c'est pour en finir avec l'intervention de l'impérialisme américain dans notre pays, tandis que selon la Ligue, c'est pour contrer le danger que représente l'URSS impérialiste pour le monde entier, y compris pour le Canada, qu'il faudrait chercher à unir le prolétariat et la bourgeoisie canadienne dans la défense de la souveraineté menacée. Dans leur bouche, la lutte contre l'impérialisme est ainsi ramenée, comme elle l'a trop souvent été dans l'histoire du mouvement ouvrier, à la seule lutte contre telle ou telle puissance impérialiste ou expansionniste. Or, cette voie aussi a fait la preuve qu'elle ne servait pas les intérêts du prolétariat. Car en définitive, il n'est pas possible de s'appuyer sur un impérialisme pour en combattre un autre, de concilier avec l'impérialisme canadien pour combattre l'impérialisme étranger au Canada.*

Les trois années d'efforts, d'étude, de débats, d'enquête et de lutte que l'OMLC EN LUTTE! a consacrées à la rédaction de son **Programme**, *qui est d'abord et avant tout le programme du prolétariat du Canada dans sa lutte pour le socialisme, auront donc été très productives. C'est en effet dans la réalisation de la tâche de doter la classe ouvrière du Canada de son programme révolutionnaire que nous avons pu approfondir notre critique du révisionnisme, commencer à en comprendre les origines et entreprendre de le démasquer sur une base de principes. Car le révisionnisme demeure l'ennemi à abattre dans le mouvement ouvrier. Avec les tempêtes révolutionnaires qui font rage dans divers pays, avec celles encore plus considérables que la crise aiguë qui secoue actuellement le monde impérialiste pourrait bientôt entraîner, le devoir des communistes est tout tracé: offrir une direction révolutionnaire au prolétariat et aux masses laborieuses. Et pour cela, une tâche s'impose: démasquer les programmes et solutions révisionnistes qui remettent en question ce fait établi depuis le début du siècle que l'émancipation des travailleurs ne peut*

être victorieuse que par la révolution prolétarienne, la destruction du pouvoir bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat.

* * *

Le prolétariat du Canada, comme celui de beaucoup d'autres pays, est maintenant privé depuis plus de 30 ans de son parti d'avant-garde. Cela en particulier explique le poids des idées révisionnistes, des idées réformistes et nationalistes sur le mouvement ouvrier canadien. Malgré ces conditions défavorables où les nouveaux communistes canadiens ont dû apprendre par eux-mêmes, le marxisme-léninisme a franchi des pas de géant depuis que divers petits groupes se sont donné pour tâche d'en appliquer les enseignements à la lutte pour le socialisme dans notre pays.

EN LUTTE! a joué un rôle de premier plan dans cette lutte. N'est-ce pas notre Organisation qui a donné une puissante impulsion à la lutte pour une unité de principes des communistes? N'est-ce pas notre Organisation qui a mené la lutte contre l'opportunisme sur des bases marxistes-léninistes claires? N'est-ce pas notre Organisation qui, depuis deux ans, a placé la question de l'unité du prolétariat et de la résistance à la montée de la réaction en tête de la tactique de la période actuelle?

Nous croyons pouvoir répondre oui à toutes ces questions et, ce faisant, nous affirmons qu'EN LUTTE! a joué un rôle d'avant-garde dans la lutte pour la reconstruction du parti prolétarien sur les bases inébranlables du marxisme-léninisme.

L'Organisation marxiste-léniniste dotée d'un véritable **Programme** *communiste et implantée à l'échelle du Canada que nous préconisions en décembre 1974 existe dorénavant: elle s'appelle l'***Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!**. *Et c'est dans le renforcement de* **cette** *organisation que nous parviendrons à une situation propice à la création du parti d'avant-garde du prolétariat au Canada.*

Ce n'est donc pas un hasard si notre point de vue est repris par un nombre croissant d'ouvriers à travers le pays et ce, dans beaucoup d'assemblées de luttes et de grèves ouvrières importantes. L'OMLC EN LUTTE! est en voie de devenir une force réelle au sein du mouvement ouvrier canadien.

Dans ces conditions, nous demanderont certains, pourquoi n'avez-vous pas créé le parti? D'autres l'ont fait ou s'apprêtent à le faire avec bien moins de raisons que cela! Nous rejetons la théorie du "Créons le parti vite". Le **Rapport politique** *adopté par le 3e Congrès précise justement que la création du parti ne servira les intérêts du prolétariat canadien que s'il est possible à celui-ci de reconnaître le parti que nous créerons comme autre chose que le cinquième ou le dixième groupuscule à se présenter devant lui en disant: "Suivez-nous, nous sommes le parti. Croyez-le ou non, c'est nous qui le disons." Précisément, depuis quelque 20 ans et plus au Canada, on en a vu une dizaine sinon une vingtaine de ces "partis" créés avec empressement, soi-disant pour servir les intérêts du prolétariat ou encore parce qu'il fallait une alternative aux partis qui avaient trahi le prolétariat et sombré dans la collaboration avec la bourgeoisie et son Etat de dictature. D'ici quelques mois, paraît-il, un autre s'ajoutera à la liste, celui de la prétendue Ligue communiste... en dépit du fait qu'on apprend à peine la parution non pas du programme, mais bien du projet de programme que cette organisation entend proposer au prolétariat. Décidément, s'il fallait prendre la chose au sérieux, la "toute-puissante" Ligue aurait des capacités d'influencer le prolétariat en si peu de temps que la "pauvre" bourgeoisie ca-*

nadienne en mourrait d'envie elle-même... à moins que les intérêts de celle-ci en Chine lui commandent de laisser aux révisionnistes pro-chinois de la Ligue la place que mérite leur collaboration à ses côtés. Du NPD au parti de la Ligue donc, en passant par la revitalisation du PCC et du PCC(m.-l.), on a affaire fondamentalement à un même abandon de la lutte pour le socialisme.

Or, faute d'une victoire décisive contre le révisionnisme dans le mouvement ouvrier, contre le nationalisme et la social-démocratie en particulier, la création du parti risque fort d'apporter encore davantage de confusion. Le parti du prolétariat n'est pas n'importe quel parti; ce n'est surtout pas le nouveau-né tout pur et tout blanc qui proclame bien haut être le seul à s'être débarrassé des formes les plus récentes du révisionnisme. Le parti du prolétariat doit être en mesure de devenir rapidement la direction politique et organisationnelle de la lutte du prolétariat et des masses laborieuses pour conquérir le pouvoir politique, établir la dictature sur les exploiteurs et la démocratie prolétarienne et procéder ainsi à l'élimination complète du capitalisme.

C'est en ce sens que le **Rapport politique** *adopté au 3e Congrès met l'accent sur la poursuite et l'intensification de la lutte pour faire pénétrer le* **Programme** *communiste dans la classe ouvrière dans le but précis d'y ébranler la domination des idées révisionnistes et social-démocrates et ce, afin que les éléments d'avant-garde du prolétariat s'engagent consciemment et en grand nombre dans l'édification du parti de la révolution prolétarienne.*

Il y a au Canada une raison supplémentaire pour ne pas se précipiter à déclarer le parti d'avant-garde du prolétariat. Et c'est l'inégalité considérable de la pénétration du marxisme-léninisme au Québec et au Canada anglais. Créer un parti qui apparaîtrait inévitablement dans les conditions présentes comme "l'affaire des Québécois" ne servirait pas la cause de l'unité du prolétariat. Les leçons de l'histoire du PCC révisionniste sont convaincantes à cet égard: pour de nombreux travailleurs canadiens, et encore plus québécois, ce parti est longtemps apparu comme l'organisation des immigrés communistes et cela, dans une certaine mesure, était fondé. On connaît la suite, la scission des Québécois dans les années 40 et le reste.

Aucun motif sérieux ne justifie d'ailleurs l'affirmation que le parti devrait être créé maintenant. Ceux qui pensent qu'il faut un parti pour mener la lutte contre le révisionnisme — c'est ce que le PCC(m.-l.) donnait comme explication de sa création en 1970 — n'ont qu'à regarder ce qui est advenu de dizaines de partis créés à travers le monde dans les années 60, soi-disant pour contrer le révisionnisme moderne, et qui ne sont que des officines de Pékin se chamaillant avec les officines de Moscou.

Le parti d'avant-garde du prolétariat n'est pas un parti bourgeois, et cela concerne aussi sa vie interne, son organisation propre qui est toute orientée vers l'objectif de servir le prolétariat et les masses laborieuses en agissant comme dirigeant suprême de sa lutte pour le socialisme. Cela exige l'application rigoureuse du centralisme démocratique comme condition indispensable à la victoire du marxisme-léninisme sur toutes les déviations qui se présentent dans la vie d'un parti ou d'une organisation. C'est dans cette perspective que le 3e Congrès a modifié certains aspects des **Statuts** *de notre Organisation avec le souci premier d'y assurer la plus grande démocratie tout en maintenant le caractère centralisé indispensable à son unité d'action. Une meilleure connaissance des erreurs qui ont conduit tant de partis à la déchéance révisionniste jusqu'ici*

devra nous permettre de poursuivre dans cette direction et de mieux nous armer contre le révisionnisme, non seulement au niveau de la ligne politique et du programme, mais aussi sur le terrain de la vie interne et des formes organisationnelles.

Bref, le parti du prolétariat doit être capable de réaliser l'unité du prolétariat des diverses régions, des diverses nations et minorités nationales, des divers secteurs économiques, des divers syndicats, unité nécessaire pour assurer la victoire sur le capitalisme et l'impérialisme. C'est de ce parti dont le prolétariat a besoin et il ne saurait se le donner sans le fonder sur un programme débarrassé de toute trace du révisionnisme, sans qu'il soit composé des leaders ouvriers communistes les plus dévoués à travers le pays tout entier, sans que sa vie interne permette sa plus grande unité d'action comme dirigeant de la lutte du prolétariat.

* * *

"Les intérêts fondamentaux du prolétariat sont les mêmes partout dans le monde. La révolution socialiste au Canada est ainsi une partie inséparable de la révolution prolétarienne mondiale. C'est d'abord en s'engageant dans la lutte pour le socialisme au Canada que la classe ouvrière de notre pays contribuera à l'avènement du communisme. Celui-ci ne sera possible que dans un monde totalement débarrassé de la domination impérialiste, de l'exploitation capitaliste et de l'idéologie bourgeoise".

Cette affirmation contenue dans l'article 6 du **Programme** *met en lumière la caractéristique fondamentale de la lutte du prolétariat, le fait qu'il s'agit d'une lutte internationale, même si elle doit prendre en considération les aspects particuliers de chaque pays où elle se développe. Le caractère international de la lutte du prolétariat trouve son fondement dans la nature même du capitalisme parvenu à son stade suprême, l'impérialisme. Le système capitaliste ne pouvait pas se développer autrement qu'en portant à l'échelle internationale l'exploitation capitaliste et, par voie de conséquence, la domination des grandes puissances sur les petites et l'oppression des peuples jusqu'à la barbarie, les guerres et le génocide lorsque nécessaire pour ses intérêts. On ne peut donc affirmer lutter contre l'impérialisme jusqu'à sa défaite totale sans prendre en considération la nécessité de l'éliminer à l'échelle du monde. C'est pour cette raison que le Congrès s'est prononcé clairement sur la nécessité de redonner au prolétariat sa direction à l'échelle internationale.*

Nous vivons bien à l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne tel que Lénine l'avait déjà établi au début du siècle. Mais le prolétariat ne saurait parvenir à la défaite de l'impérialisme et de l'exploitation capitaliste dans le monde s'il ne possède pas sa direction politique et organisationnelle à l'échelle internationale, la seule en mesure d'entraîner les masses révolutionnaires du monde entier dans la voie de la révolution prolétarienne mondiale. Depuis la dissolution de l'Internationale communiste (ou Komintern) en 1943, dissolution qui est survenue dans une période où plusieurs partis communistes allaient abandonner la voie de la révolution prolétarienne dans leur pays et sombrer par la suite dans le révisionnisme; depuis ce temps, cette direction internationale de la lutte du prolétariat est absente.

On aurait tort d'accorder peu d'importance à cette absence lorsqu'on examine les difficultés rencontrées par la suite par le mouvement communiste international pour refaire son unité sur les bases inébranlables du marxisme-léninisme. Que ce

soit à l'égard de la lutte contre le révisionnisme titiste (celui de Tito en Yougoslavie qui dès 1948 rejetait la portée universelle de la dictature du prolétariat, voie tracée par la révolution victorieuse d'Octobre 1917 en Russie), que ce soit à l'égard de la lutte contre le révisionnisme khrouchtchévien qui dominait dès le milieu des années 50 en URSS, que ce soit dans la lutte plus récente contre la théorie révisionniste des trois mondes et contre les dirigeants révisionnistes qui ont pris le pouvoir en Chine; à travers tous ces moments importants de la lutte contre ceux qui abandonnent les intérêts du prolétariat, le mouvement communiste international n'est pas parvenu jusqu'ici à reconstruire son unité politique et organisationnelle sur des bases solides. Les scissions provoquées par les révisionnistes depuis plus de 30 ans ont donné lieu à une grande confusion dans les rangs du prolétariat international et des communistes eux-mêmes, sans compter la confusion semée par cette secte particulière que sont les trotskystes et dont le discours et la pratique en apparence internationaliste en a amené plusieurs, par réaction, à sous-estimer les exigences que posent aux communistes une juste application de l'internationalisme prolétarien.

C'est là qu'il faut voir la portée d'une décision prise à notre 3e Congrès. Celui-ci a en effet décidé d'adresser un appel à tous les partis et organisations communistes du monde à entreprendre dès maintenant la lutte pour leur propre unification politique et organisationnelle, car il est acquis depuis l'apparition du mouvement communiste au XIXe siècle que le prolétariat de tous les pays doit s'unir dans la lutte afin de présenter un bloc solide face à l'impérialisme et à la réaction.

Cette décision est une application conséquente du **Programme** *à cet égard. Elle sert directement les intérêts du prolétariat au Canada et dans le monde. En effet, si la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie et l'impérialisme a essentiellement un caractère international, il en découle l'exigence de renouer complètement avec l'internationalisme prolétarien. Et ce, non seulement par le soutien mutuel entre le prolétariat et les communistes des divers pays, mais également par l'unification sur un programme communiste et au sein d'une même organisation de l'avant-garde du prolétariat à l'échelle internationale. Pour EN LUTTE!, il s'agit là d'une question de principe qui n'a pas été considérée de façon suffisamment importante jusqu'ici et qui a entraîné la persistance de positions nationalistes parmi les communistes dans plusieurs pays.*

* * *

Tous les documents issus du 3e Congrès de l'OMLC EN LUTTE! seront reproduits dans le prochain numéro de notre revue **UNITÉ PROLÉTARIENNE**. *Ce numéro spécial comprendra en particulier le* **Rapport politique**, *le* **Programme**, *les* **Statuts** *ainsi que l'appel à l'unité du mouvement communiste international. Les communistes et ouvriers de notre pays, ainsi que ceux de plusieurs pays du monde, auront donc la possibilité de connaître précisément les réponses fournies par EN LUTTE! à toutes les questions les plus importantes que pose le développement de la lutte révolutionnaire du prolétariat, au Canada et dans le monde, dans un contexte où la crise générale de l'impérialisme ne cesse de s'aggraver et où les luttes révolutionnaires du prolétariat et des peuples ne cessent de s'accentuer.*

La réponse que fournit le **Programme** *adopté au 3e Congrès est à cet égard de première importance; car elle fournit une direction politique aux luttes du prolétariat et des masses labo-*

rieuses, une direction dont on ne saurait se passer pour assurer la victoire des classes exploitées dans notre pays et contribuer à cette même victoire partout dans le monde. EN LUTTE! est convaincu de la justesse fondamentale de cette réponse. Cela est déjà une victoire. De plus en plus d'ouvriers de notre pays le sont aussi. Mais il n'en demeure pas moins qu'une importante fraction du prolétariat de notre pays doit aussi en acquérir la conviction. C'est en ce sens que nos efforts vont être dirigés dans les prochaines années. Et c'est dans ce but que nous invitons tous ceux et celles qui acceptent de poser le problème de la voie par laquelle le prolétariat et les masses laborieuses parviendront à éliminer le joug capitaliste et impérialiste à lire et à juger le **Programme** *que nous proposons, à le diffuser, à organiser des débats à l'occasion desquels les ouvriers eux-mêmes pourront juger des diverses solutions qui leur sont proposées.*

C'est ainsi que se construira une direction prolétarienne authentique, condition essentielle pour que la lutte du prolétariat parvienne à une société débarrassée de toute exploitation de l'homme par l'homme, une société d'abondance, de justice et de liberté: la société communiste.

"Le prolétariat a aujourd'hui son programme révolutionnaire"

C'est dans ce contexte, après l'adoption définitive du Programme de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!, que paraît ce présent numéro. L'adoption de ce programme représente l'aboutissement de près de trois ans d'efforts, efforts auxquels la revue UNITÉ PROLÉTARIENNE a consacré le meilleur de ses énergies depuis sa création. Mais l'adoption du programme constitue en même temps le début d'une nouvelle période où des tâches encore plus importantes et plus décisives nous attendent. Il n'est pas suffisant en effet d'avoir un programme juste, encore faut-il que de plus en plus d'ouvriers dans notre pays en partagent les objectifs, encore faut-il qu'il devienne un guide véritable dans les luttes de la classe ouvrière canadienne. Voilà résumées succinctement les tâches qui nous attendent: travailler à appliquer le programme communiste aux multiples aspects de la lutte de classes, ce qui nécessite en premier lieu de rendre compte de la façon la plus complète des décisions du IIIe Congrès d'EN LUTTE!.

C'est cette tâche que nous amorçons dans le présent numéro par la publication d'abord d'un éditorial qui rend compte des principales décisions du 3e Congrès d'EN LUTTE!. De même, notre article commentant le dernier livre d'Enver Hoxha, **L'impérialisme et la révolution**, reflète aussi les principales positions adoptées par le congrès sur la façon dont nous devons envisager aujourd'hui la lutte contre le révisionnisme et en particulier la critique des positions de Mao Zedong. Afin de donner aussi à nos lecteurs un point de vue historique sur la lutte qu'ont menée par le passé les communistes contre le révisionnisme et pour réaliser leur unité, nous publions une chronologie sommaire des organisations internationales du prolétariat ainsi que certains documents peu connus sur la dissolution du Komintern.

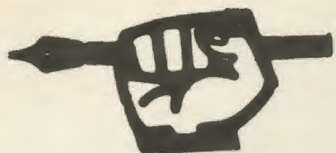
Au moment même où le cirque électoral de la dernière campagne a donné lieu de la part de tous les politiciens bourgeois sans exception aux déclarations les plus chauvines sur le droit à l'autodétermination de la nation québécoise, nous publions un dossier qui rend compte des principales formes de chauvinisme développées dans le mouvement ouvrier au Canada anglais. Ce dossier est en même temps un chef d'accusation contre le réformisme qui est souvent à la base soit de positions carrément chauvines, soit de l'abandon pur et simple de la lutte contre le chauvinisme de grande nation dans les rangs du prolétariat. Face à ces positions réactionnaires, la brève chronologie des revendications des peuples autochtones que nous présentons permettra de jeter un premier coup d'oeil rapide sur les luttes et les revendications de ces peuples dont la lutte n'a cessé de se développer dans les dernières années.

La politique de crise de la bourgeoisie, son attaque en règle contre les droits démocratiques du prolétariat trouvent aussi leur source dans les fondements de la crise économique du capitalisme. C'est pour mieux comprendre l'orientation actuelle de cette politique que nous examinons les théories économiques mises de l'avant par deux économistes bourgeois, Friedman et Keynes. C'est en même temps pour montrer au prolétariat les erreurs légalistes qui le guettent dans sa lutte que nous avons reproduit un document du Parti communiste canadien datant d'une période qui en bien des points ressemble à la conjoncture actuelle, les années 30-40.

Enfin, nous poursuivons dans ce numéro l'article paru dans le no 15 sur l'Iran, en abordant cette fois les différents programmes de classe qui s'affrontent en Iran.

Nos lecteurs voudront bien noter que le prochain numéro d'UNITÉ PROLÉTARIENNE, sera un numéro double (no 17-18) contenant les documents du 3e Congrès de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!

La rédaction d'UNITÉ PROLÉTARIENNE



Correspondance

Le 22 janvier de cette année marquait le 88e anniversaire d'un révolutionnaire communiste italien, Antonio Gramsci. A l'occasion de cet événement, un lecteur d'UNITÉ PROLÉTARIENNE nous a fait parvenir l'article suivant. Nous sommes heureux de le publier dans ces pages afin de rappeler la vie d'un communiste qui a consacré sa vie à la cause révolutionnaire et qui a joué à son époque un rôle important dans la lutte contre le réformisme social-démocrate et pour la construction de la Troisième Internationale communiste.

En souvenir de la vie d'Antonio Gramsci (1891-1937)

"Dire la vérité, trouver ensemble la vérité, voilà un geste communiste et révolutionnaire."

- Gramsci 21 juin 1919

Le 22 janvier marque le 88e anniversaire de naissance du grand communiste italien Antonio Gramsci. Né dans une petite ville de Sardaigne, région particulièrement exploitée et économiquement opprimée de l'Italie, Gramsci devint bossu dès son enfance à cause d'une chute et du rachitisme dont il était probablement atteint. Malgré cette faiblesse, Gramsci — le quatrième d'une famille de sept enfants — commence à travailler dix heures par jour, six jours et demi par semaine, alors qu'il n'est âgé que de onze ans. En étudiant par lui-même, il termine ses études et va à l'Université de Turin en 1911. Là, faisant preuve du courage et de la persévérance qui marquèrent sa vie entière, il poursuit ses études malgré la pauvreté, la maladie et une solitude extrême. Comme il écrivit plus tard à sa soeur: "Un par un, j'ai laissé se couper chaque lien qui m'unissait au monde et aux hommes... Pour peut-être deux ans, je n'ai ni ri ni pleuré une seule fois... mais je n'ai jamais fait de mal à personne qu'à moi-même."

A partir de 1914, Gramsci s'est mis à écrire pour **Il Grido del Popolo** ("Le cri du peuple"), hebdomadaire du Parti socialiste, et deux ans plus tard, il a une chronique régulière dans **Avanti!**. Un peu après, il devient rédacteur de l'édition locale de Turin d'**Avanti!**. Quelqu'un qui connaissait Gramsci à cette époque écrivit: "il avait ce grand don de savoir parler à tout le monde". C'était sans doute parce qu'il savait écouter et apprendre des travailleurs qui venaient dans les bureaux d'**Avanti!** pour lui poser des questions sur toutes sortes de sujets. Suite à la révolution bolchévique, Gramsci publie dans **Avanti!** un important article intitulé "La Révolution contre le Capital", article dans lequel il soutient la thèse de Lénine selon laquelle la direction d'un parti révolutionnaire ouvrier peut conduire au socialisme même dans des pays où le capitalisme n'a pas atteint son plein développement.

Le 1er mai 1919, Gramsci et d'autres révolutionnaires de Turin, parmi lesquels Palmiro Togliatti, commencèrent à publier un hebdomadaire nommé **L'Ordine Nuovo** ("Nouvel ordre"). Son objectif principal est de travailler au développement d'une réplique des conseils ouvriers (soviets) russes. Ces conseils d'usines ("consigli di fabbrica") se multiplient rapidement dans les usines FIAT et ailleurs à Turin: à la fin de 1919, 150,000 ouvriers de Turin se sont organisés dans de tels conseils d'usines.

Le 29 mars 1920, une grève sur le tas éclate dans une succursale de FIAT. C'est ce qu'attendaient les capitalistes: leur intention était d'essayer de détruire le mouvement ouvrier avant que celui-ci ne les détruise. En quelques jours, FIAT déclare un lock-out à son complexe de Turin. Le 13 avril, une grève générale est déclarée par la Chambre du travail de Turin: elle durera 11 jours et impliquera 500,000 ouvriers. Cette grève générale échoue toutefois, parce que les capitalistes étaient à ce moment mieux préparés que les ouvriers pour un affrontement. En plus, la grève est confinée à la région de Turin parce que le Parti socialiste ne la soutient pas à l'échelle nationale. Pour la classe ouvrière italienne, le coût de cet échec est très élevé. Comme le dit Gramsci en mai 1920: "La présente phase de la lutte de classe... est la phase qui précède soit la conquête du pouvoir politique par le prolétariat révolutionnaire... ou une réaction énorme de la part des capitalistes et de la caste gouvernante. Toute forme de violence sera utilisée pour soumettre le prolétariat industriel et agricole."

Pendant ce temps, le Parti communiste italien est en voie de formation. A l'intérieur du Parti socialiste (fondé en 1892), il y a trois tendances majeures. La première est du type réformiste et opportuniste de la Deuxième Internationale et est dirigée par Filipo Turati. En mai 1920, dans **La maladie infantile du communisme, le gauchisme** (Appendice III), Lénine appelle à ce que "Turati lui-même et ses défenseurs, complices et inspirateurs bourgeois" soient expulsés du Parti socialiste et que le parti "devienne un Parti communiste aussi bien par son nom que par son oeuvre". Dans le chapitre VI, Lénine fait ressortir que l'opportunisme "sans moëlle épinière" du parti permet et "jusqu'à un certain point justifie" l'apparition du gauchisme. La deuxième tendance dans le Parti socialiste est celle dite de **Comunista astensionistas** (les "communistes-boycottistes") dirigée par Amadeo Bordiga; ils refusent de participer à toute élection par principe. Dans **La maladie infantile...** (appendice IV), Lénine critique Bordiga; selon lui, c'est enfantin et "fuir sa propre ombre" que d'affirmer comme le font les gauchistes sectaires que le boycottage de toute forme de parlementarisme permet de combattre avec succès le réformisme, non seulement au sein des intellectuels progressistes et d'autres groupes des classes moyennes, mais aussi chez les travailleurs eux-mêmes.

Lors d'une rencontre du Deuxième Congrès du Komintern (le 30 juillet 1920), Lénine soutient clairement le troisième courant principal au sein du socialisme italien, la position antiréformiste et antidogmatique de Gramsci, même si le groupe Gramsci/**L'Ordine Nuovo** n'avait que peu d'influence sur la direction nationale du Parti. Lénine dit: "... le Deuxième Congrès de la Troisième Internationale considère comme substantiellement correctes les critiques à l'endroit du Parti socialiste et les propositions pratiques soumises au Congrès national du Parti socialiste italien par la section du parti de Turin dans l'**Ordine Nuovo** du 8 mai 1920. Elles correspondent pleinement aux principes fondamentaux de la Troisième Internationale."

Malheureusement, comme Togliatti devait l'écrire trente-cinq ans plus tard, chez Gramsci "le sérieux intellectuel et une répugnance pour toute forme de démagogie se combinaient... à une grande modestie personnelle qui l'empêcha d'assumer immédiatement la direction comme il aurait dû le faire". A cause de la faiblesse relative de la fraction Gramsci, le Parti communiste italien est formé en janvier 1921 avec l'appui d'environ seulement un tiers des ex-membres du Parti socialiste, même si seulement une minorité des deux tiers restants appuyait le réformisme de Turati. Le nouveau Parti communiste est au début dominé par les sectaires de gauche de Bordiga qui sont à la fois mieux organisés et plus nombreux que les antidogmatiques dirigés par Gramsci. Bordiga, même s'il est un honnête homme et un travailleur très capable, est aussi un dirigiste convaincu que le grand danger immédiat pour la classe ouvrière italienne et le Parti communiste ne vient pas du mouvement fasciste de Mussolini, mais de la "contamination" par le réformisme libéral bourgeois. Quand Bordiga s'opposera à la ligne de "front uni" du Komintern (adoptée lors du Troisième Congrès en 1921), plus de 85% des membres du Parti communiste italien le suivront.

En mai 1922, Gramsci quitte l'Italie pour l'URSS où il demeure jusqu'en novembre 1923 à cause d'une grave maladie. C'est pendant ce temps qu'il rencontre Giulia Schucht qui deviendra la mère de ses deux fils. Gramsci demeure très impliqué dans les décisions relatives à la prochaine direction et aux politiques du Parti communiste italien. Quand, avec le très influent appui du Comité exécutif du Komintern, on lui offre de remplacer Bordiga comme dirigeant, Gramsci répond qu'étant donné le soutien accordé — par erreur toutefois — à la ligne de Bordiga par la majorité des membres, on ne pouvait déplacer celui-ci sans une lutte idéologique intense pour briser l'hégémonie de la ligne ultra-gauchiste sur les membres du parti. Gramsci croit fermement que la force d'un parti communiste provient de la compréhension marxiste et créatrice et de l'engagement révolutionnaire de ses membres, et non de l'adoption ou l'imposition de "solutions" — fussent-elles justes — par en haut.

Quand Gramsci retourne en Italie en mai 1924, il hérite de la direction du Parti communiste, à cause de l'arrestation de Bordiga plus d'un an auparavant, suite à la "marche sur Rome" de Mussolini (mai 1922) et au coup d'Etat approuvé par la monarchie et le Capital italiens. A cette époque, Gramsci écrit: "En 1919-1920, nous avons fait des erreurs graves pour lesquelles nous payons maintenant. Nous n'avons pas créé de fractions, ni tenté d'en organiser à travers l'Italie, de peur d'être traités d'**arrivistes** et de carriéristes. Nous n'avons pas voulu donner aux conseils d'usines de Turin le genre de direction autonome qui aurait été capable d'exercer une influence énorme à travers le pays parce que nous avions peur d'une scission dans les syndicats et d'être expulsés trop tôt du Parti socialiste. Nous devrions, ou du moins je devrais, admettre publiquement ces erreurs dont les répercussions sont loin d'être légères."

Un problème majeur résultant de la prudence excessive du groupe **L'Ordine Nuovo** en 1919-1920 a été la persistance du sectarisme de gauche à l'intérieur du Parti communiste; même après l'arrestation de Bordiga, la majorité du parti adhère à cette ligne. Le travail de Gramsci, dès lors, est de lutter contre l'ultra-gauchisme en réorganisant le parti sur une base clandestine et en tentant de mettre sur pied un front uni antifasciste avec tous les groupements antifascistes, principalement le Parti socialiste, qui — Gramsci devait le reconnaître — avait toujours le soutien de la majorité de la classe ouvrière italienne. Ses politiques ont un certain succès: entre avril 1924 et avril 1925, le membership du Parti communiste triple, partiellement parce qu'une fraction de gauche du Parti socialiste est persuadée de rejoindre les communistes. Vers la fin de 1925, la majorité des membres du Parti sont convaincus qu'ils doivent abandonner l'ultra-gauchisme s'ils veulent survivre et remplir leur devoir historique.

En janvier 1926, au Troisième Congrès du Parti communiste italien, Gramsci présente ses "Thèses de Lyon". Elles font l'analyse rigoureuse de la nature du capitalisme italien ainsi que du mouvement ouvrier et combattent la ligne ultra-gauchiste, selon laquelle "l'histoire leur donnerait raison", en expliquant clairement que le fascisme a pu prendre le pouvoir en 1922 grâce aux erreurs commises par les communistes avant et après la formation du parti. Le parti peut diriger les ouvriers et être reconnu par eux comme "leur" parti, disait Gramsci, non pas par quelque sorte "d'imposition autoritaire externe" (avant ou après la révolution), ni en se "proclamant" dirigeant des ouvriers, mais "seulement suite à son action parmi les masses".

Le 31 octobre 1926, tous les partis d'opposition sont mis hors-la-loi et une semaine plus tard, Gramsci est arrêté. Le tribunal qui le juge est sommé par le procureur du gouvernement "de faire cesser de fonctionner ce cerveau pour vingt ans". Gramsci est donc condamné à vingt ans quatre mois et cinq jours de réclusion sur la base de six accusations de trahison. Mais son grand esprit ne cessera pas de fonctionner: transporté d'une prison à l'autre dans des wagons à bestiaux, enchaîné de façon à ce qu'il ne puisse s'asseoir ni se lever, il écrit dans ses premières **lettere dal carcere** ("lettres de prison") qu'il avait l'intention d'étudier l'allemand et le russe (et plus tard l'anglais, l'espagnol et le portugais) et de faire des recherches historiques. Il essaie de cultiver des fleurs sur la fenêtre de sa cellule et est presque obsédé par le désir de ne pas gaspiller une seconde du temps qu'il a à sa disposition. Refusant de renoncer aux droits acquis, même si on aurait pu le traiter calomnieusement d'opportuniste, Gramsci demande et obtient les livres et le matériel d'écriture auquel il a droit en prison sous la loi bourgeoise. Ceci lui permet, pendant les onze dernières années de sa vie, de faire des contributions majeures au marxisme (qu'il appelle "philosophie de la **praxis**, la **praxis** étant l'unité dialectique de la théorie de la pratique) que l'on peut retrouver dans ses **Quaderni del Carcere** ("Carnets de prison").

Les **Carnets de Prison** de Gramsci (contenant 2,848 pages d'écriture serrée) montrent la grandeur et la profondeur de son intérêt et de ses connaissances. Commençant par traduire divers ouvrages allemands et russes en italien — dont des extraits du **Manifeste communiste**, de **Travail salarié et capital** et les **Thèses sur Feuerbach** — , Gramsci se met ensuite à traduire des histoires pour ses enfants, dont il n'a pas vu le plus jeune (né en septembre 1926). Il écrit ensuite sur plusieurs sujets d'ordre culturel incluant l'**Inferno** de Dante, la signification des pièces de Luigi Pirandello et le "pragmatisme" du philosophe américain William James. Traitant d'histoire et de politique, il examine **Le Prince** de Machiavel et critique le marxisme mécaniste contenu dans **Matérialisme historique** de Nicholas Boukharine. Gramsci s'intéresse particulièrement au rôle des intellectuels (au sens large du terme) tant dans la société capitaliste que socialiste à cause de leur position clé dans le développement et la diffusion de la culture. Il reconnait la nécessité d'une révolution autant culturelle que politique et économique et soutient que l'idéologie prolétarienne doit gagner "l'hégémonie" au niveau culturel avant la conquête du pouvoir d'Etat. Cette idée mérite une attention particulière suite à l'échec de la tentative chinoise de révolution culturelle pour empêcher les révisionnistes de prendre le pouvoir. Il est particulièrement vital pour nous qui vivons dans des sociétés capitalistes développées — où l'existence des mass media a renforcé l'hégémonie des classes dirigeantes et même des idées fascistes — de reconnaître la nécessité de lutter de façon importante sur le front culturel.

La prison ne pourra détériorer l'intelligence de Gramsci pas plus qu'elle ne pourra détruire son esprit, même si au cours des premières années de son emprisonnement, il souffre d'une douloureuse maladie de peau et que le fonctionnement de son système digestif est aggravé par la perte de toutes ses dents. Le 19 décembre 1929, il écrit: "Mon état d'esprit synthétise ces deux sentiments (pessimisme et optimisme) et va au-delà d'eux. Je suis intellectuellement pessimiste et optimiste du point de vue de la volonté. Dans toute situation, j'envisage le pire dénouement pour mettre en jeu toutes mes réserves de volonté et surmonter l'obstacle. Je n'ai jamais eu aucune illusion et je n'ai jamais été désillusionné. Je me suis armé volontairement d'une patience sans limites, non pas une patience passive ou inerte, mais une patience vivifiée par la persévérance..."

En 1932-33, alors que visiblement la tuberculose devait entraîner sa mort, Gramsci refuse l'offre d'un pardon en affirmant que l'accepter équivaudrait à un suicide moral. A la fin de 1932, on le transfère de la prison de Turi di Bari, où il était depuis 1928, vers une clinique à Formia où il est constamment sous garde. Récupérant légèrement après avril 1934, Gramsci écrit ses deux derniers **Carnets**. Même s'il garde toute sa lucidité jusqu'à la fin, en août 1935, il devient trop malade pour écrire. Le 27 avril 1937, suite à une crise d'apoplexie, il meurt. Martyr de la lutte pour l'élimination de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'exemple courageux de Gramsci peut nous inspirer, même 40 ans après sa mort. Une fois, il a remarqué de façon pessimiste que "l'histoire est un maître, mais n'a pas d'élèves". Prouvons qu'il avait tort en utilisant ses idées sur le fascisme, les problèmes du gauchisme et la nécessité de la lutte sur le front culturel. Apprenons autant des erreurs que des succès des camarades qui sont passés avant nous.

Trois appels réformistes pour détourner le prolétariat anglophone de la lutte contre le chauvinisme

La bourgeoisie appele "ça" la "crise de la Confédération", ou mieux encore la "crise de l'unité canadienne". "Ça", ce sont les empêcheurs de tourner en rond, ces Québécois, ces Inuit, ces Dènès, ces Acadiens et combien d'autres encore, soumis à l'oppression nationale depuis les premiers jours de la Confédération canadienne, et même, pour certains, depuis l'arrivée du premier colon européen en terre d'Amérique.

Ce n'est pas tant de cette soi-disant "crise de la Confédération" dont nous voulons parler dans le dossier qui suit, que de ses répercussions au sein même du mouvement ouvrier au Canada anglais. Pourquoi au Canada anglais? Parce que c'est là que le chauvinisme, propagé et alimenté par la bourgeoisie, agit comme un poison pour détruire l'unité de la classe ouvrière et freiner son combat contre la bourgeoisie.

Le chauvinisme, ou nationalisme de grande nation, c'est cette idéologie réactionnaire qui propage et justifie les privilèges d'une nation et la discrimination envers les autres nations et minorités nationales. Depuis quelques années au Canada, des luttes de grande envergure, comme la mobilisation contre le gel des salaires, la grève des postiers, etc., ont forcé pour ainsi dire l'unité d'action entre les ouvriers du Québec et ceux du reste du Canada. Ainsi, les proclamations ouvertement racistes contre les ouvriers du Québec sont de plus en plus rejetées par les travailleurs anglophones. C'est là un acquis important du mouvement ouvrier, mais encore bien loin de la rupture complète avec le chauvinisme sous toutes ses formes.

Car il existe aussi dans le mouvement ouvrier des forces politiques qui prétendent du bout des lèvres s'opposer au chauvinisme. Il y en a de toutes les couleurs. Pour certains, tel le NPD, l'oppression nationale du Québec, ça n'existe tout simplement pas. Pour d'autres, comme le PCC, la solution c'est de réécrire une nouvelle constitution bourgeoise pour le Canada. Pour d'autres enfin, qui se présentent comme des sociaux-démocrates "de gauche", ce qu'il faut c'est se débarrasser de la question embarrassante du Québec en faisant campagne pour le oui référendaire du PQ. Mais, qu'il s'agisse de réaménager la constitution bourgeoise du Canada, ou de la réécrire, ou de l'associer avec sa copie conforme au Québec, tous s'entendent pour dire que pour mettre fin à l'oppression nationale, il suffirait de moderniser et de réformer le capitalisme en collaborant, bien entendu, avec la bourgeoisie.

Nous voulons dans ce dossier montrer que le point de vue communiste sur l'égalité absolue des langues et des nations est tout autre, car il identifie la cause de l'oppression nationale, à savoir la bourgeoisie et le capitalisme. Voilà pourquoi la véritable rupture avec le chauvinisme, indispensable pour réaliser l'unité du prolétariat, ne peut se réaliser que par la rupture avec le réformisme. Car, la lutte contre l'oppression nationale dans notre pays ne pourra être victorieuse que si elle s'inscrit dans le combat pour la révolution socialiste.

Inversement, l'appel à la révolution prolétarienne au Canada restera un mot creux tant et aussi longtemps que la classe ouvrière, en particulier au Canada anglais, n'aura pas pris en charge, et dans ses propres rangs d'abord, la lutte pour extirper le chauvinisme et mettre fin à l'oppression nationale.

Le chauvinisme nous divise... La lutte contre le chauvinisme nous unira!



"Plus nous renforçons la langue de la minorité au Canada, et plus s'approfondit la division au Canada".
(James Richardson, ex-ministre de la Défense)

"One Canada, one nation", tel a été et tel est encore le mot d'ordre préféré de la bourgeoisie canadienne, qui s'est constituée comme bourgeoisie monopoliste en foulant aux pieds les droits nationaux des peuples autochtones, acadiens et québécois. Car, pour cette bourgeoisie impérialiste, l'unité du Canada, c'est-à-dire l'unité de la classe qui détient le pouvoir d'Etat au Canada, passe par l'affirmation de la suprématie de la nation anglophone majoritaire. Du même coup, le maintien et le renforcement du pouvoir bourgeois sur tout le territoire canadien passe par une politique systématique de discrimination et d'excitation nationales en vue de dresser les uns contre les autres les peuples des nations et minorités nationales du Canada.

Un pays construit dans le mépris des droits nationaux

Quand les puissances coloniales française et britannique ont planté leur drapeau en terre canadienne, c'était pour assurer la puissance de leur empire respectif et pour l'imposer sur tous les continents. Pour les colonisateurs, les peuples autochtones ce n'était rien d'autre, bien sûr, que des "sauvages" dont il fallait piller les richesses en échange de quelques miroirs et de quelques bouteilles d'alcool frelaté. Mais, le capitalisme naissant avait un appétit vorace. Il lui fallait un marché captif et un territoire sur lequel il aurait tous les droits. Disputant à la France ses colonies, l'Angleterre prend possession de la Nouvelle-France. A l'oppression et à la dépossession des populations autochtones, s'ajoute dorénavant l'oppression de la nation québécoise en formation. Au chauvinisme européen s'ajoute le chauvinisme anglo-saxon.

Les marchands et les capitalistes établis dans les colonies de l'Amérique du Nord britannique ont eu tôt fait de vouloir constituer pour eux-mêmes un marché qui ne soit plus uniquement orienté en fonction du pillage de la puissance colonialiste anglaise. Prenant la direction du mouvement populaire contre la domination de l'empire britannique, les capitalistes réussissent à établir un Etat autonome: le Canada.

Les capitalistes anglophones qui partagent de par leur origine les privilèges issus de la colonisation britannique, ont alors repris et consolidé leurs privilèges nationaux. Faisant d'une pierre deux coups, la bourgeoisie anglophone reprendra le drapeau du chauvinisme national pour unir sous sa domination l'ensemble du marché canadien et pour diviser, à la manière des anciens colonisateurs, les "Anglais" contre les "Français" et les "Blancs" contre les "Sauvages", Amérindiens et Métis compris.

La bourgeoisie canadienne prend possession à travers tout le pays des territoires occupés par les Autochtones. Des traités frauduleux achèvent ce que l'assassinat collectif avait commencé. Prenant son chemin de fer d'Est en Ouest afin d'établir un marché national unique, la classe capitaliste construit son "One Canada, one nation" dans le mépris le plus total des droits nationaux des populations qui ont eu le malheur de ne pas être nées de souche britannique.

Devant le risque de l'établissement d'une nation métis autonome alliée aux peuples amérindiens, l'Etat noiera dans le sang la colère des Métis de l'Ouest. Louis Riel, francophone et Métis, est pendu à la potence de la Confédération. Depuis lors, de l'interdiction des écoles francophones au Manitoba, à la crise de la conscription des années 14-18, puis des années 40, jusqu'à la crise des Gens de l'air au Québec, en passant par les attaques physiques et la propagande raciste contre les travailleurs immigrés, partout, toujours, c'est le même chauvinisme, les mêmes privilèges nationaux et la même discrimination. C'est toujours aussi la même

logique, celle de l'excitation des passions nationales et raciales pour empêcher que s'unisse le prolétariat multinational canadien contre la bourgeoisie.

Diviser les ouvriers des diverses nationalités par la **discrimination** envers les uns et les **privilèges** pour les autres, **unifier** la classe capitaliste en imposant l'hégémonie des grands bourgeois de la nation dominante, consacrée "nation canadienne", telle a été et telle est encore la politique de la bourgeoisie au Canada.

D'ailleurs, cette politique d'oppression des nations et des minorités nationales est si intimement liée au projet de classe des capitalistes au Canada, que même les bourgeois du Québec ont appliqué avec zèle cette règle d'or de l'impérialisme: l'oppression nationale.

Invoquant à son tour "l'unité nationale", excitant les passions nationales contre les "Anglais" et les Autochtones, le PQ veut jouer lui aussi le même jeu que les bourgeois anglophones. Car, ce que veut la bourgeoisie nationaliste au Québec, c'est renégocier sa place au sein de la bourgeoisie canadienne, en mettant dans la balance son propre contrôle du marché québécois. Et, au-delà de cette bataille de bandits se disputant le butin, ce qui compte avant tout pour les capitalistes du Canada anglais comme du Québec, c'est d'engager la classe ouvrière à se serrer la ceinture et à collaborer avec la bourgeoisie afin de disputer aux autres impérialistes le contrôle du marché mondial.

En un mot, la politique d'oppression et d'excitation nationales est indissolublement liée à l'histoire de la bourgeoisie canadienne et à sa transformation en bourgeoisie impérialiste. C'est pourquoi, le maintien et la consolidation du pouvoir de la bourgeoisie monopoliste canadienne, pouvoir qui s'est construit dans l'oppression nationale, exige le maintien et même le renforcement de l'oppression nationale. La conséquence inévitable de cette constatation, c'est qu'il n'y a aujourd'hui au Canada aucune solution durable à l'oppression nationale qui soit compatible avec l'existence de l'impérialisme canadien.

Contre la division nationale, l'unité dans la lutte contre la bourgeoisie canadienne

La politique d'oppression nationale et d'excitation nationale aura des conséquences très graves pour la lutte de la classe ouvrière du Canada. Car, c'est en bonne partie à cause de l'influence du chauvinisme et de sa contrepartie, le nationalisme étroit, parmi les ouvriers eux-mêmes, que des luttes pourtant très nombreuses et déterminées sont demeurées isolées. Que l'on pense à la résistance armée des Métis et à la grève générale de Winnipeg en 1919. Que l'on pense à la désobéissance civile et aux manifestations contre la conscription au Québec. Que l'on pense à l'occupation par les Autochtones du parc Anicinabe près de Kénora en Ontario et à la révolte des Amérindiens de Cache Creek en Colombie-Britannique. Ce ne sont là que quelques exemples de mobilisation de masse et même de conflits armés qui, s'ils avaient été soutenus largement et repris par toute la classe ouvrière canadienne auraient constitué des menaces d'autant plus sérieuses au pouvoir de la bourgeoisie au Canada.

événements, la division engendrée par l'oppression nationale n'a cessé d'agir comme un cancer au sein même du mouvement ouvrier au Canada. Quand on pense que tout récemment encore la direction néodémocrate de la Fédération des travailleurs de l'Ontario, afin de maintenir intactes les privilèges de la nation canadienne-anglaise, réussissait à faire battre une résolution d'appui au droit à l'autodétermination de la nation québécoise, on peut avoir une idée du travail de sape des agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. Car, en propageant ainsi le chauvinisme de grande nation, les boss syndicaux ne font rien d'autre que de semer la scission, encourageant ainsi les ouvriers canadiens-anglais et québécois à se jeter dans les bras des bourgeois de leur nation respective. Voilà comment se conjuguent la division nationale dans les rangs ouvriers et l'union nationale avec la bourgeoisie.

Tant et aussi longtemps que la classe ouvrière au Canada et les ouvriers anglophones n'auront pas entrepris de lutter farouchement contre la politique d'oppression nationale de la bourgeoisie canadienne et contre les traîtres chauvins infiltrés dans le mouvement ouvrier, la lutte contre la bourgeoisie canadienne ne pourra jamais être menée avec conséquence. Car, jamais les ouvriers du Canada ne pourront s'unir contre la bourgeoisie sur une base d'inégalité et de discrimination nationales. Plus encore, la classe ouvrière multinationale du Canada ne pourra construire son unité que si est reprise à l'intérieur de tout le mouvement ouvrier la lutte **active** et sans compromis contre toute forme de privilège national, quel qu'il soit. Or, qu'est-ce que cela veut dire si ce n'est que cette unité des ouvriers est impossible si elle ne se dresse pas résolument dans la lutte contre la bourgeoisie et le capitalisme qui sont la cause et la source même de l'oppression nationale?

"Egalité absolue des langues et des nations; abolition de toute forme de discrimination à l'égard des nations, des minorités nationales et des immigrés; droit à l'autodétermination pour les nations opprimées, y compris le droit de former un Etat indépendant." (1)

En inscrivant cette revendication **immédiate** dans le **Programme pour la révolution prolétarienne au Canada**, les communistes engagent la classe ouvrière au Canada à lutter **immédiatement** contre toute forme de discrimination nationale et à

---

1. *Programme pour la révolution prolétarienne*, **programme de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!, publié sous forme de supplément au journal EN LUTTE!, no 155 (vol. 6, no 37), 24 avril 79**

mettre en pratique dès maintenant dans ses propres rangs l'égalité absolue des langues et des nations.

En même temps et de façon indissoluble, le programme communiste appelle les ouvriers à lutter sans compromis contre la bourgeoisie et pour la renverser. Car, la lutte **immédiate** pour l'égalité absolue des langues et des nations ne pourra être menée **à terme** sans la victoire du socialisme, sans le renversement de la bourgeoisie qui engendre l'oppression nationale comme elle respire! Ainsi, d'arme bourgeoise de division du prolétariat, la question nationale au Canada deviendra une arme d'unité aux mains du prolétariat en lutte contre la bourgeoisie.

Du chauvinisme ouvertement réactionnaire au chauvinisme réformiste

Certes non ! La bourgeoisie canadienne n'est pas engagée dans la voie du repentir en ce qui concerne l'oppression nationale. L'actualité politique des dernières années aura vu en effet tous les chauvins accourir pour éteindre le feu de la "crise de la Confédération", chacun avec son seau de "solutions" pour reservir la vieille soupe réchauffée du chauvinisme canadien-anglais.

Pour les fascistes et les ultra-chauvins comme l'ex-ministre Richardson de la "Défense nationale", la "solution", c'est un Québec bilingue dans un Canada unilingue anglais. Car, pour sauver l'unité de la "nation canadienne", il nous faut une "langue nationale": l'anglais.

"Mais n'allons pas commettre l'erreur de croire que pour obtenir l'unité, il nous faudrait encourager l'usage d'une langue minoritaire (...). Nous ne croyons pas que le français soit, ou puisse être, une langue nationale égalitaire (...) plus nous renforçons la langue de la minorité au Canada, et plus s'approfondit la division au Canada." (²).

Quant à Trudeau, grand défenseur de l'occupation armée d'un éventuel Québec sécessionniste, sa solution, c'est la "loi des langues officielles" (sans parler bien entendu de la Loi des mesures de guerre, déjà proclamée en octobre 70) afin que l'Etat central soit capable de parler "au nom de tous les Canadiens", au nom de la "nation canadienne" toute entière. C'est ainsi que durant la dernière campagne électorale, Trudeau déclarait aux Québécois qu'ils devaient rejeter le "nationalisme pessimiste" du PQ. Enfourchant à sa manière le cheval du nationalisme canadien-français, Trudeau devait lancer son cri de ralliement: "On n'est pas pour laisser le Canada aux Anglais"! Voilà donc comment le démagogue Trudeau arrive à combiner la "lutte contre les Anglais" avec la négation chauvine du droit à l'autodétermination de la nation québécoise:

"Si vous commencez à parler de deux nations, vous commencez à parler de deux Etats et ce n'est pas comme cela que nous voulons les choses (...) Il n'y a pas davantage un problème du Québec qu'il n'y a un problème du Manitoba ou un problème de la Colombie-Britannique. Ce qu'il y a, c'est un problème général de relations fédérales provinciales et un problème général de relations entre anglophones et francophones." (³)

Mais la chanson "outaouaise" du chauvinisme canadien-anglais serait incomplète si on n'y ajoutait pas la dernière vocalise du nouveau premier ministre du Canada, Joe Clark du Parti conservateur, un des pires artisans depuis la Confédération du mépris de la nation québécoise. Clark, voyant pendant la dernière campagne électorale que ses pirouettes électorales ne trompaient personne au Québec, a donc décidé de jouer à fond de train la carte du mépris de la nation québécoise. *"Le Québec ne peut pas, par un vote, se retirer du Canada"* (⁴). Voilà comment s'exprime la bourgeoisie canadienne pour qui le Québec est une nation enchaînée et qui doit le rester à tout prix. Clark devait aussi déclarer à cette occasion qu'il refuserait même de négocier avec le Québec, quel que soit le mandat que le peuple du Québec pourrait accorder au gouvernement!

Voilà donc, dessiné à grands traits, le portrait de la propagande chauvine des ténors de l'"unité canadienne". Mais aujourd'hui, alors que la nécessité de l'unité de la classe ouvrière canadienne contre les mesures de crise de la bourgeoisie a amené plusieurs syndicats et groupes de travailleurs au Canada anglais à reconnaître les droits nationaux du Québec, ces grands appels chauvins sont de plus en plus rejetés par les ouvriers combatifs. Ainsi, sur cette question de l'oppression nationale du Québec, comme sur les questions sociales, les ouvriers canadiens s'engagent dans la remise en question de la ligne bourgeoise de collaboration de classes.

C'est pourquoi, auprès d'eux, le point de vue de la bourgeoisie doit se présenter en salopettes d'ouvriers. Il doit revêtir toute la garde-robe de la social-démocratie et du révisionnisme, du Nouveau parti démocratique (NPD) de Ed Broadbent, en passant par le Parti "communiste" canadien (PCC), jusqu'aux tenants de l'appui, critique ou pas, au oui référendaire du PQ sur la "souveraineté-association".

En fait, bien loin d'engager la classe ouvrière canadienne dans la lutte sans compromis contre le chauvinisme et l'oppression nationale, ces réformistes tentent plutôt de saboter la lutte conséquente contre cette oppression. Car leurs prétendues solutions, dites de "gauche", socialistes, démocratiques, anti-impérialistes, et quoi encore, ont toutes ceci en commun qu'elles écartent justement la solution véritable à l'oppression nationale, c'est-à-dire le renversement de la bourgeoisie. Conciliant avec la bourgeoisie, les réformistes ne peuvent faire autrement que de concilier avec les pires chauvins, et les pires nationalistes, quand ce n'est pas carrément de les appuyer. Ceux-là qui se présentent comme les défenseurs des ouvriers n'aboutissent finalement qu'à une chose: saper l'unité des ouvriers au profit de la collaboration de classe avec la bourgeoisie.

---

2. Winnipeg Free Press, 21 janvier 1978, p. 8, (notre traduction)
3. Canadian News Fact, 1968, p. 73, (notre traduction)
4. Le Devoir, 17 avril 1979

Le NPD à la défense de Pierre Elliott Trudeau



"L'union parfaite: moi et le NPD" (Dennis McDermott (à droite) président du CTC serrant la main à Ed Broadbent, chef du NPD)

"L'union parfaite: moi et le NPD"! Voilà ce qu'on pouvait lire sur un large macaron arboré par McDermott, président du CTC lors d'une conférence de presse qu'il tenait en mars 79. L'objet de cette conférence de presse? Appuyer inconditionnellement le NPD à l'occasion de la dernière campagne électorale fédérale. McDermott déclarait alors aux journalistes qu'il n'exigeait rien d'autre du NPD que de former *"un bon gouvernement et de conduire l'économie de manière intelligente". "Nous n'avons posé aucune condition à notre appui au NPD."* (5)

Et qu'est-ce qu'a défendu notre tandem "ouvrier" sur le droit à l'autodétermination de la nation québécoise?

— *"Mais oui, mais oui, c'est aux Québécois de décider de leur avenir, c'est ce que dit le NPD".*
— *"Alors, vous seriez prêt à négocier avec un Québec qui aurait dit oui au référendum?"*
— *"Ça dépend de la question"!* (6)

Ce n'est là qu'un petit échantillon de comment Ed Broadbent et son ami McDermott luttent contre le chauvinisme...

De toute façon, *"Trudeau, Clark et Broadbent, nous sommes tous fédéralistes. Insister là-dessus est une perte de temps pour camoufler le véritable enjeu du gouvernement Trudeau en matière économique".* (7)

Inutile d'insister plus longtemps en effet, Broadbent ne se distingue en rien de l'état-major bourgeois au Canada. Car, pour Broadbent, comme pour Trudeau et Clark, l'oppression nationale du Québec ça n'existe pas. Ce qui existe c'est la nation des capitalistes canadiens et leur soif de "performance économique", c'est-à-dire de profit. Or, ce profit exige l'unité du marché canadien. Voilà pourquoi Broadbent, représentant de l'aristocratie ouvrière et des boss syndicaux du CTC au parlement bourgeois, s'est empressé d'appuyer chaudement le "bon projet de loi" (8) C-9 visant à opposer un référendum canadien au référendum sur l'avenir constitutionnel du Québec.

"Il est certain, pour moi comme pout tout autre député j'en suis persuadé, que nous n'en serions pas à discuter un texte autorisant le gouvernement fédéral à mettre au référendum des questions constitutionnelles si la possibilité n'existait pas déjà qu'une province, le Québec, ne pose des gestes qui conduiraient à l'éclatement du pays et à l'indépendance de cette province." (9)

Il est certain en effet que pour tous ces "honorables" députés, la nécessité de donner une caution législative à l'interdiction de la sécession du Québec est la réponse directe des oppresseurs chauvins à la volonté du peuple québécois de décider librement de son avenir politique.

"Je ne vois pas comment un parti démocratique se souciant un tant soit peu du sort de la nation puisse, dans la perspective possible d'un référendum injuste, ne pas donner son appui à ce bill." (10)

"A mon avis, le gouvernement présente un bill qui donnera le dernier mot au peuple canadien démocratiquement." (11)

Voilà comment pour Ed Broadbent, le peuple canadien va "démocratiquement" décider du sort de la nation québécoise! Et pour être bien sûr que les "honorables" députés comprennent bien que "l'honorable" chef du NPD comprend bien la même chose qu'eux quand il parle de "démocratie", Ed Broadbent ajoute:

"Je crois comprendre — et je serais surpris que d'autres comprennent différemment — que si la question posée aux électeurs de la province de Québec l'est de manière injuste — ce qui reste bien sûr une possibilité puisque le Parti québécois est un parti politique, tout comme mon parti, comme les partis conservateur cu libéral — ni plus ni moins la question posée à l'électorat sera truquée"! (12)

La solution du NPD: "une direction politique créatrice à l'échelle nationale"

Le NPD est un parti bourgeois chauvin qui non seulement nie l'oppression nationale du Québec, mais encore en est un agent actif. Mais ce chauvinisme ouvert, le NPD doit jus-

5. Idem, 29 mars 1979
6. La Presse, 25 avril 1979
7. Le Devoir, 24 avril 1979
8. Débats de la Chambre des communes, compte rendu officiel, mardi 12 décembre 1978, p. 2045
9. Idem, p. 2043
10. Idem, p. 2045
11. Idem, p. 2044
12. Idem, p. 2044

tement le cacher s'il ne veut pas que son étiquette "démocratique" fonde comme neige au soleil. Voilà pourquoi le NPD va se poser en sauveur de la "nation" en promettant un bon gouvernement et une "direction politique créatrice".

"La source principale de la présente crise n'est pas d'ordre constitutionnel. Il faut plutôt considérer que cette crise est la conséquence de l'incapacité de la direction politique fédérale de satisfaire les besoins culturels et économiques de tous les Canadiens. Elle résulte de l'échec d'une économie non planifiée et de ses dirigeants complaisants qui ont été incapables de satisfaire les besoins culturels et économiques de la majorité qui veut demeurer canadienne. L'avenir du pays dépend maintenant d'une direction politique créatrice à l'échelle nationale" ([13])

Pour le NPD, l'oppression nationale du Québec, ça n'existe pas. Car, voyez-vous, le problème c'est simplement qu'il manquerait au Canada une *"direction politique créatrice capable de satisfaire les besoins économiques et culturels de tous les Canadiens" ([14])*. En effet, *"cette crise a été engendrée par le manque de leadership du gouvernement fédéral et l'absence d'un sentiment puissant du destin national" ([15])*. Aussi peut-on comprendre que ces vaillants défenseurs *"d'un sentiment puissant du destin national"*, considèrent que *"des phrases telles "deux nations", "statut particulier", "égalité-association" ont souvent été des obstacles plutôt qu'un levier pour parvenir à une entente." ([16])*

Et c'est aussi, il va sans dire, pour défendre avec ses amis financiers le grand "destin national" du Canada impérialiste, que *"le NPD participera à part entière au front commun des fédéralistes au Québec en se joignant au Conseil de l'unité canadienne, que parraine M. Louis Desmarais, ancien président de la Canada Steamship Lines." ([17])*

Voilà finalement le sens du projet politique du NPD sur la question nationale comme sur toutes les autres questions: associer l'aristocratie ouvrière à un projet de relance de l'impérialisme canadien. Et c'est pour faire avaler ce projet à la classe ouvrière canadienne que le NPD fait appel au "sentiment puissant du destin national" du Canada impérialiste. Derrière un vocabulaire pseudo-démocratique et pro-ouvrier, le programme du NPD n'est que la reprise des projets les plus impérialistes de la bourgeoisie canadienne. Car, que signifie en fait pour le NPD sa "direction politique créatrice"?

"Cela signifie un gouvernement fédéral engagé dans des programmes nationaux (il s'agit ici bien sûr de la "nation canadienne", NDLR) visant l'égalité culturelle et économique, de même que l'indépendance politique pour le Canada." ([18])

Concrètement, cela veut dire *"une planification nationale et une stratégie d'investissement pour assurer la priorité du développement économique" ([19])*. Cela veut dire le "plein emploi", une refonte du système de taxation, une décentralisation administrative vers les provinces et les municipalités à l'intérieur d'un pouvoir fédéral renforcé, etc. Mais de quel "plein emploi" peut-il s'agir, alors que sous le capitalisme, surtout en période de crise, le chômage est un phénomène inévitable? Quant à la "planification nationale", le NPD nous en dévoile lui-même la véritable nature: "stratégie d'investissement". Qu'est-ce à dire si ce n'est l'établissement par l'Etat de cartels monopolistes visant à orienter le grand capital vers les secteurs les plus rentables, les plus susceptibles de renforcer la place du Canada dans le marché impérialiste mondial. La voilà l'indépendance du Canada dont nous parle le NPD.

En fait, tout ce programme du NPD n'est en rien différent du projet du Parti libéral de Trudeau, si ce n'est que le NPD, pour se faire du capital politique dans le mouvement syndical, veut aller plus vite, veut fournir un "leadership plus agressif" que Trudeau. Or, la preuve est faite, partout où le NPD a pris le pouvoir dans les provinces, il s'est révélé aussi anti-ouvrier encore que les autres partis bourgeois, car justement sa seule monnaie d'échange pour se montrer, devant le Capital, "meilleur gouvernement" que les libéraux, conservateurs ou créditistes, c'est de démontrer qu'il est capable, lui, de tenir en laisse le mouvement ouvrier.

Par rapport à la question de l'oppression des nations, et des minorités nationales au Canada, le NPD, sous couvert d'"ouverture", est en réalité un des porteurs les plus dangereux du chauvinisme de grande nation, car il s'appuie directement sur les boss syndicaux, agents de la collaboration de classe et de la division de la classe ouvrière multinationale du Canada.

Et si cela est vrai pour le Québec, ce l'est encore davantage face aux peuples autochtones. C'est ainsi que le NPD ne s'oppose à Trudeau que parce qu'il pratique une *"politique indienne inefficace et inadaptée" ([20])*. Aussi propose-t-il une *"politique de développement du Nord visant en priorité le bien-être des Autochtones" ([21])*. Et si on regarde de quel "bien-être" il s'agit, on s'apercevra qu'il ne s'agit que de bonbons économiques et culturels qui n'ont d'autre objectif que d'aplanir les obstacles à la pénétration du grand capital impérialiste dans le Grand Nord, tout en niant les droits nationaux des peuples autochtones.

Ainsi, le NPD propose une péréquation "des coûts de subsistance et des services et affirme que les transports seront considérés comme l'élément essentiel de développement" ([22]). Enfin, ce parti bourgeois nous promet solennellement qu'un gouvernement néo-démocrate *"continuera la mise en valeur du Grand Nord, en respectant et en tenant compte des cimetières et des sites historiques des Autochtones" ([23])*... Voilà ce que le NPD entend quand il parle des *"droits des Autochtones sur les terres et leur utilisation" ([24])*: la sauvegarde des cimetières!

---

13. *Congrès du NPD 1977*, p. 34, (notre traduction)
14. Idem
15. *Congrès du NPD 1965*, p. 163.
16. *Congrès du NPD 1971*, p. 167,
17. Le Devoir, 10 janvier 1976
16. *Congrès du NPD 1977*, p. 24, (notre traduction)
19. Idem
20. *Congrès du NPD 1969*, p. 155.
21. *Congrès du NPD 1967*, p. 101
22. Idem
23. Idem, p. 158
24. Idem

Le PCC: pour un "impérialisme démocratique"



William Kashtan

On sait qu'au Québec le NPD n'a jamais réussi à faire élire aucun député, et ce n'est pas l'appui massif de la FTQ qui y a changé quelque chose. Car, les idées social-démocrates pourtant bien présentes dans le mouvement syndical au Québec, ne peuvent s'accomoder du chauvinisme du NPD et doivent aller nicher dans le lit du nationalisme québécois. Pour ce qui est du Canada anglais, la nature essentiellement bourgeoise et impérialiste du programme du NPD et le chauvinisme ouvert de ses principaux dirigeants sont de plus en plus reconnus, à tout le moins parmi les éléments combatifs de la classe ouvrière. C'est dans ce contexte que s'agite un autre joker du jeu de cartes des illusions réformistes de la bourgeoisie canadienne: le Parti "communiste" canadien (PCC), propagandiste officiel du capitalisme monopoliste d'Etat tel qu'il s'est constitué dans l'URSS social-impérialiste et de Khrouchtchev et Brejnev.

Ainsi, alors que le NPD se présente comme un "nouveau parti démocratique" face aux "vieux partis", le PCC se présente lui comme un parti "vraiment démocratique" face au NPD qualifié d'"opportuniste". Et tout en s'époumonnant à appeler le NPD à s'allier à lui dans un "parti fédéré de masse", le PCC révisionniste tente de récupérer les travailleurs déçus du NPD pour leur offrir quant au fond le même programme de "modernisation" de l'impérialisme canadien.

La solution du PCC: "une nouvelle constitution démocratique"

"Pour une solution démocratique à la crise de la Confédération". C'est par ce titre que le PCC présente sa "solution" à l'oppression nationale du Québec. Apparemment en effet, elle semble bien "démocratique" la "solution" du PCC:

> *"La seule fondation solide pour un Canada uni passe par la reconnaissance de la nation canadienne-française et de son droit à l'autodétermination, jusqu'à et y compris le droit à la sécession. Elle passe par l'établissement d'un Etat bi-national basé sur une association volontaire et égale des deux nations — canadienne-française et canadienne-anglaise — ainsi que par l'adoption d'une nouvelle constitution élaborée ici même au Canada garantissant les droits linguistiques et culturels des deux nations."* (25)

Eh bien oui! Il suffisait seulement d'y penser: changeons la Constitution et fini l'oppression nationale!

On serait tenté de croire à première vue qu'il s'agit peut-être là d'une crise aiguë de naïveté. Naïveté d'abord parce que cette belle "constitution démocratique" dans un pays où la bourgeoisie a fait de l'oppression nationale son pain quotidien, ce n'est pas par une quelconque *"assemblée constituante formée de représentants du Canada anglais et du Canada français"* (26) qu'on risque de l'obtenir. Ensuite, et c'est le plus important, parce que la proclamation **formelle** des droits en régime capitaliste, fut-elle la plus "pure" possible, n'a jamais empêché et n'empêchera jamais la bourgeoisie de réduire **en pratique** ces droits à des chiffons de papier. Les "droits de l'homme" de Carter, à ce que nous sachions, n'ont jamais empêché l'impérialisme américain de fomenter des coups d'Etat et de maintenir la terreur comme en Iran, jusqu'à ce que le peuple en arme ne renverse la "troisième armée du monde". La déclaration d'Helsinky n'a pas non plus empêché les fascistes de Moscou d'interner les opposants politiques dans des hôpitaux psychiatriques pour cause de "folie"... Affirmer comme le fait le PCC que pour mettre fin à l'oppression nationale au Canada, il ne serait pas nécessaire de renverser la bourgeoisie et qu'il suffirait de réécrire la Constitution de l'Etat bourgeois canadien, c'est un mensonge grossier.

Certes, on pourrait mettre ça sur le compte de la naïveté... si l'on voulait prendre nos lecteurs pour des naïfs. Mais, faut-il le rappeler, le PCC n'est pas né d'hier. Ce parti a d'ailleurs un tel respect pour la démocratie des capitalistes qu'il est même allé jusqu'à changer son nom et son programme à l'époque de la Deuxième Guerre mondiale afin de se montrer respectueux de l'ordre bourgeois et de se faire reconnaître comme parti légal et accrédité auprès de la bourgeoisie. C'est ce même PCC qui a défendu la restauration du capitalisme en Union soviétique, car il fallait bien, voyez-vous, rétablir la "démocratie" des

---

25. **Guy Desautels, William Kashtan, Bruce Magnuson, Hervé Fuyet, Samuel Walsh,** *Pour le droit à l'autodétermination du Québec, plaidoyer marxiste,* **Editions Nouvelles Frontières, Montréal 1978, p. 99**
26. **Idem, p. 98**

tsars de Moscou malmenés par le prolétariat à l'époque de Lénine et de Staline. C'est ce même PCC aussi qui a défendu comme la prunelle de ses yeux la Constitution bourgeoise et l'armée constitutionnelle du Chili à l'époque d'Allende. Et c'est ce même PCC qui appelle aujourd'hui les "patriotes" canadiens à s'unir pour sauver la Confédération! En un mot, la "naïveté" du PCC n'a rien de la blancheur de l'insouciance et tout des mains tachées de sang des traîtres et des saboteurs de la révolution socialiste.

D'ailleurs, si on y regarde de près, on s'apercevra que derrière la constitution démocratique du PCC, ce qui se cache en réalité c'est un projet politique en tout point conforme, pour l'essentiel, à celui du NPD.

"Elle (la nouvelle constitution, NDLR) devra comprendre des mesures pour éliminer les disparités régionales, la discrimination et l'inégalité. Elle devra procurer à chaque citoyen le droit à un emploi rémunérateur, à des prix stables et à un niveau de vie s'améliorant sans cesse; elle devra assurer une redistribution du revenu national en faveur des travailleurs qui produisent la richesse (...). Elle devra inclure des clauses pour le droit à la santé, à l'éducation, au logement et au travail. Elle devra garantir l'égalité complète pour les peuples autochtones (...)". [27]

Et tout cela, par une nouvelle constitution bourgeoise dans un Canada impérialiste! Nous voilà donc passés de la "direction politique créatrice" version NPD, à la "nouvelle constitution démocratique" du PCC comme solution *"pour sauver l'unité canadienne"* [28]. Changer la constitution et voilà, miracle!, l'enfer impérialiste transformé en paradis impérialiste: plus de chômage, plus de disparités régionales, plus de discrimination, fini l'inégalité, fini l'inflation, toutes choses finalement absolument incompatibles avec l'existence même du système capitaliste. Or, voilà que le PCC nous offre sa "nouvelle constitution démocratique" avec, en plus, le capitalisme en prime, histoire sans doute de permettre aux bourgeois eux-mêmes de bénéficier des fruits de l'évolution pacifique vers le socialisme...

C'est ce que le PCC appelle *"mettre le Canada sur la route de l'unité démocratique et des réformes progressistes et éventuellement d'une société libre de l'exploitation de l'homme par l'homme dans un Canada socialiste."* [29]

Avec de telles "promesses", on comprend mieux pourquoi le secrétaire général du PCC, Kashtan, aime tant lancer des fleurs à Joe Morris qui, lorsqu'il était président du CTC, déclarait:

"Pour que les droits des Québécois puissent être réellement garantis, il peut s'avérer nécessaire de renégocier les termes de la Confédération afin de refléter les nouvelles réalités." [30]

Que les masses travailleuses du Québec cessent donc de gémir! Car, voilà maintenant que l'as chauvin Jos Morris va mettre fin à l'oppression nationale et garantir les droits des Québécois en renégociant les termes d'une Constitution basée sur le mépris du droit à l'autodétermination de la nation québécoise. Comme "nouvelles réalités", c'est toute une trouvaille! Flairant la possibilité de remplacer le NPD à la tête de l'aristocratie ouvrière, Kashtan y va donc de son petit boniment:

"Ces remarques de M. Morris indiquent une certaine compréhension de la nature de la crise et font certainement contraste avec les remarques des dirigeants du NPD." [31]

Interpréter, renégocier, ou réécrire la Constitution bourgeoise du Canada impérialiste, en voilà en effet tout un contraste: celui qui sépare un parti bourgeois d'un autre parti bourgeois!

Et si Broadbent du NPD aime bien faire appel au *"sentiment puissant du destin national"* et à la *"planification nationale"* en vue d'assurer l'*"indépendance politique et économique du Canada"* [32], le PCC n'hésite pas à enfourcher ce même "patriotisme" en se présentant comme *"le vrai défenseur des droits nationaux du peuple canadien-français à l'intérieur d'un Canada vraiment uni"* [33] *"prérequis à un Canada vraiment indépendant"* [34]. Tout cela, est-il besoin de le préciser, dans un Canada qui ne sera pas, non mais là vraiment pas, socialiste! Quoique, éventuellement, peut-être...

Poursuivant son envolée "patriotique" le PCC s'exclame: *"Voilà pourquoi tous les patriotes canadiens doivent s'unir autour de l'exigence d'une solution démocratique à la crise de la Confédération"* [35]! Car, le Canada est menacé...

"La présente situation critique est utilisée par diverses forces réactionnaires pour affaiblir le Canada à l'intérieur aussi bien que sur le plan international." [36].

En effet, *"la séparation affaiblirait l'indépendance canadienne et favoriserait objectivement l'impérialisme US"* [37]. Sans compter que la politique de décentralisation prônée par les autres partis *"affaiblirait l'autorité centrale"* [38], ce qui, présume-t-on, devrait nous attrister...

Mais justement, avant de verser trop de larmes, il faudrait peut-être se demander de quelle autorité centrale et de quelle indépendance il peut bien s'agir là, si ce n'est de celles de l'impérialisme canadien, notre **ennemi principal**! Aussi, bien loin d'utiliser le terrain de l'oppression nationale et de l'hégémonisme des superpuissances — bien sûr pour le PCC, porte-parole de l'URSS, il ne saurait en être question — pour attaquer la bourgeoisie canadienne et préparer activement et maintenant la révolution socialiste, le PCC s'empresse d'offrir à la bourgeoisie une *"alternative démocratique aux politiques de crise des monopoles."* [39]

Voilà donc que s'éclaire notre lanterne car la *"nouvelle constitution démocratique"* reconnaissant *"la nation canadienne-française et son*

---

27. Idem, p. 59
28. Idem, p. 59
29. Idem, p. 59
30. Idem, p. 32
31. Idem, p. 32
32. Idem, p. 34
33. Idem, p. 102
34. Idem, p. 99
35. Idem, p. 100
36. Idem, p. 95
37. Idem, p. 95
38. Idem, p. 97
39. Idem, p. 99

droit à l'autodétermination, jusqu'à et y compris le droit de sécession" (*[40]*) se dévoile maintenant comme un leurre grossier s'inscrivant dans la supercherie révisionniste du replâtrage de l'impérialisme en crise. Car l'alternative à l'impérialisme et à ses crises, ce n'est pas de remplacer les dites "politiques de crise des monopoles" par un illusoire programme *"de politiques démocratiques, de politiques en faveur de la paix, de l'indépendance et du progrès social"* (*[41]*). Non! L'impérialisme n'est pas une politique. La crise n'est pas une politique et les monopoles ne sont pas une exagération antidémocratique de l'impérialisme. L'impérialisme, c'est la forme actuelle du développement inévitable du capitalisme. Et l'impérialisme, c'est les monopoles; c'est la réaction sur toute la ligne; c'est la guerre et c'est la crise. L'impérialisme, c'est aussi l'oppression nationale sans cesse renforcée et l'hégémonisme des grandes puissances. Voilà pourquoi il n'y a qu'une alternative à l'impérialisme: la révolution prolétarienne.

C'est là et uniquement là que réside la démocratie pour la classe ouvrière et pour les peuples opprimés.

Toute la supercherie du PCC consiste à isoler la lutte contre l'oppression nationale et pour l'égalité absolue des langues et des nations de la lutte contre la bourgeoisie et l'Etat capitalistes, qui sont à la source de cette oppression. Voilà pourquoi, tout en proclamant hypocritement sa foi dans le "démocratisme", le PCC ne trouve rien de mieux à faire que d'appeler le prolétariat à appuyer ceux-là même qui sont responsables de l'oppression nationale.

Ainsi, le NPD, ce parti chauvin et vendu à l'impérialisme, devient sous la plume du PCC une composante à part entière de son "parti fédéré de masse", devant mener à un prétendu *"gouvernement anti-impérialiste et antimonopoliste"* (*[42]*). Ainsi, le PQ, ce parti complètement dévoué au projet de constitution d'une bourgeoisie monopoliste "authentiquement" québécoise, devient sous la plume du PCC un simple *"parti petit-bourgeois nationaliste"* (*[43]*). Qui plus est, un parti qui ne serait pas, paraît-il, *"directement aux ordres des monopoles"* (*[44]*). Voilà pourquoi le Parti communiste du Québec, façade nationaliste du PCC au Québec, propose à la classe ouvrière de faire *"l'unité avec la gauche du PQ"*. (*[45]*)

Le "démocratisme" du PCC se révèle donc pour ce qu'il est, une façade, un leurre pour entraîner le prolétariat à appuyer la bourgeoisie et à abandonner la révolution socialiste au profit d'une prétendue réforme démocratique de l'Etat bourgeois. Allié aux chauvins et aux nationalistes, NPD et PQ en tête, le PCC dévoile qu'il n'entend aucunement dans les faits combattre le chauvinisme.

La "solution" des sociaux-démocrates "de gauche":

Indépendance du Québec, délivre-nous de la question nationale



Notre tableau des positions de la social-démocratie anglophone sur la question du Québec serait incomplet si on devait en rester aux défenseurs de l'"unité canadienne". Car, il se trouve tout un courant, en dehors du PCC révisionniste, qui se prétend "à gauche" et critique face au NPD, courant qui a troqué l'appui à Trudeau pour celui, plus ou moins critique, à René Lévesque et à la "souveraineté-association".

Bien sûr, il faut compter dans ce courant toutes les sectes trotskystes dont nous avons eu l'occasion à maintes reprises de critiquer le nationalisme "radical". Ce courant agit au sein du mouvement ouvrier au Québec en vue de doubler le PQ sur le terrain même du nationalisme bourgeois. Car, pour les trotskystes, le mouvement nationaliste québécois est révolutionnaire pourvu, bien sûr, que la petite bourgeoisie radicale, dont ils sont les représentants, en prenne la direction. Pour les trotskystes, qui en cela rejoignent le PCC et les sociaux-démocrates "de gauche", le problème vient de l'"inconséquence" du PQ et de ses compromis avec les monopoles canadiens ou américains. Voilà pourquoi ils se présentent eux-mêmes comme les seuls défenseurs de la "libération nationale" du peuple québécois et appellent à former la "république des travailleurs du Québec".

En fait, le rôle objectif des sectes trotskystes est de fournir une caution "de gauche" aux mots d'ordre du nationalisme bourgeois et à la direction effective du PQ. C'est donc un soutien de fait, si ce n'est de paroles, à la constitution d'une fraction monopoliste "authen-

---

40. Idem, p. 99
41. Idem, p. 100
42. Idem, p. 29
43. Idem, p. 93
44. Idem, p. 93
45. Idem, p. 63

tiquement" québécoise qui veut s'appuyer sur l'Etat au Québec pour négocier la part qui lui revient dans la course aux marchés au Canada et dáns le monde. Mais, si la position des groupes trotskystes dans les provinces anglophones se fait l'écho de celle des trotskystes québécois, il existe aussi au Canada anglais, et parmi certains milieux anglophones du Québec, divers groupes et individus qui, se revendiquant de la social-démocratie, se posent en fraction "de gauche" et critique face au NPD. Parmi eux d'ailleurs plusieurs sont issus du Waffle, fraction "de gauche" organisée au sein du NPD et qui en fut exclue. La revue **Canadian Dimension**, publiée à Winnipeg depuis au-delà de 10 ans, est un porte-parole représentatif de cette tendance.

Récemment, c'est-à-dire en mars dernier, **Canadian Dimension** publiait un numéro consacré à la question du référendum du PQ sur la "souveraineté-association". On y a droit à deux articles qui se présentent comme une polémique sur la "gauche et le référendum". L'objet du litige? Etre derrière, ou au-delà du PQ!

D'un côté, on retrouve Henry Milner, un anglophone du Québec activement engagé dans un comité anglophone pour le oui référendaire. Son argument "massue": le PQ, ce n'est pas "le mieux", mais c'est bon...

"Je suis convaincu que l'indépendance politique pour le Québec est en soi désirable et que la seule expression réelle et actuelle du mouvement vers l'indépendance du Québec — la "souveraineté-association" du Parti québécois — est parfaitement légitime et, dans les circonstances, progressiste." (46)

En d'autres mots, *"il est manifestement absurde de conclure làdessus, bien que l'indépendance du Québec sous une direction prolétarienne soit une chose désirable, que l'indépendance du Québec sous une direction péquiste serait inacceptable. Parce qu'on ne peut voir nulle part à l'horizon d'autre organisation susceptible de diriger la lutte" (47).*

C'est là une logique implacable, en autant bien sûr qu'on veuille se placer sur les positions "conséquentes" du nationalisme bourgeois...

De l'autre côté du débat, en autant qu'il faille absolument y trouver deux côtés, on retrouve Fred Gudmundson et Cy Gonick qui, pris en sandwich entre Trudeau et Lévesque, essaient d'éclaircir ce qu'ils appellent une "non-stratégie floue" ("-fuzzy non-strategy").

D'abord, nos "hommes de gauche" nous révèlent avec une assurance pour le moins déconcertante, surtout lorsque la chose est vue du Québec, ce qui apparaîtrait selon eux comme des évidences et même des axiomes.

Premièrement, *"les aspects théoriques du débat ont révélé comment l'histoire du Québec conduit inexorablement à une des deux conclusions: l'établissement du Québec comme une nation ou la tentative futile, comme en Irlande, d'écraser tous ceux qui appellent à l'indépendance." (48)*

Deuxièmement, *"à part le fait que les socialistes doivent toujours supporter le principe de l'autodétermination nationale, cela nous apparaît comme un axiome que l'indépendance pour le Québec va aider à construire un mouvement socialiste au Canada anglais." (49)*

Ces "évidences" étant données, nos sociaux-démocrates "de gauche" en concluent qu'il faut certes appuyer le oui référendaire mais *"en allant au-delà du PQ" (50)*, c'est-à-dire en amenant le débat sur le *"terrain des luttes à mener dans le nouvel Etat" (51)*. Mais, au-delà des "subtilités" de tactique, ce qui est surtout significatif dans cette "polémique" entre Milner d'un côté et Gudmudson et Gonick de l'autre, ce sont les points communs. C'est ainsi qu'on a droit à un curieux mélange de positions nationalistes sur un vieux fonc chauvin. Car, si les trotskystes nous présentent l'indépendance du Québec comme un acte anticolonial et révolutionnaire, les sociaux-démocrates "de gauche" la voient plutôt comme un... bon débarras!

En effet, nous dit Milner, *"les ouvriers dans les Etats bi ou multinationaux ont bien moins de chances de développer leur conscience de classe ou même seulement de supporter des partis "travaillistes" sociaux-démocrates — que dans les Etats à nation unique" (52)*. A preuve, nous dit Milner: le *"misérable échec de la social-démocratie au Québec" (53)*. Si Milner veut ici parler du "-misérable échec" du NPD au Québec, il vient en effet de prouver que le chauvinisme n'est pas populaire au Québec. Toute une découverte! Evidemment, il n'est pas venu à l'esprit de notre social-démocrate que la relative faiblesse de la social-démocratie au Québec — et aussi la relative force du mouvement marxiste-léniniste — ne s'explique pas par l'absence de "conscience socialiste" au Québec, mais bien plutôt parce que, dans les nations opprimées comme le Québec, la présence et l'influence de l'aristocratie ouvrière, base de classe de la social-démocratie, est aussi relativement moins importante. Elle s'explique aussi surtout par les points de vue ouvertement véhiculés par le NPD et les erreurs importantes qui ont miné les positions du PCC historiquement sur la question du Québec.

On devinera facilement la suite de l'argumentation de Milner: puisque la coexistence de plusieurs nations dans un Etat est en soi un obstacle à la conscience de classe, alors le nationalisme bourgeois et le PQ sont progressistes, car ils vont délivrer "la gauche" de cet obstacle. Donc, puisque *"faire obstacle à l'indépendance entrave effectivement le développement de la conscience socialiste" (54)*, alors vive René Lévesque!

Quant à Gudmundson et Gonick,

(*) En effet, le PCC n'a pas reconnu le droit à l'autodétermination du Québec durant une longue période de temps avant la Deuxième Guerre mondiale au moment de laquelle il devait sombrer dans le révisionnisme. Sont travail fut aussi marqué par de très grandes faiblesses et manifesta le peu d'intérêt du PCC à travailler au sein de la nation québécoise.

46. Henry Milner, *Quebec Sovereignty and the Canadian Left*, in Canadian Dimension, vol. 13, no 6, p. 32, (notre traduction)
47. Idem, p. 34, (notre traduction)
48. Fed Gudmunston, Cy Gonick, *A Referendum Strategy for the Left*, in Canadian Dimension, vol. 13, no 6, p. 38, (notre traduction)
49. Idem, p. 39, (notre traduction)
50. Idem, p. 40, (notre traduction)
51. Idem, p. 40, (notre traduction)
52. Henry Milner, ouv. cité, p. 34
53. Idem, p. 34
54. Idem, p. 34

dont l'article consiste à invoquer toutes sortes de considérations tactiques pour éviter cette implacable conclusion si ouvertement réactionnaire, ils ne font rien d'autre que reprendre à leur compte les mêmes postulats de base déjà défendus par Milner:

"En se débarrassant de la question de l'unité nationale, la politique dans ce pays va se polariser selon une ligne gauche-droite. La politique ethnique va céder le pas au conflit de classe." (55)

Au fond, ces gens-là méprisent totalement la réalité de l'oppression nationale du peuple québécois, sans parler bien sûr des peuples autochtones et des multiples minorités nationales du pays. Au fond, ils rejoignent tout à fait le PCC qui n'a, lui aussi, d'autre souhait que de se débarrasser de la question nationale par une quelconque réformette constitutionnelle afin d'unifier le pays autour de son projet réactionnaire de restructuration de l'Etat bourgeois et de l'impérialisme canadien. C'est aussi finalement le même point de vue que défend le NPD qui veut se débarrasser de la question du Québec en promettant une "direction politique créatrice capable de satisfaire les besoins économiques et culturels de tous les Canadiens". Qu'il s'agisse de sauver la Constitution bourgeoise au Canada, qu'il s'agisse de la réécrire, ou de l'associer avec sa copie conforme au Québec, toute la dite "gauche" anglophone, social-démocrate et révisionniste, s'entend à merveille pour saboter la lutte des masses contre l'oppression nationale et sa source profonde: le capitalisme et l'impérialisme.

Travailleurs anglophones, travailleurs du Canada

Contre la bourgeoisie, défendons l'égalité absolue des langues et des nations

Dis-moi quelle est ta position sur la question nationale et je te dirai quelle classe tu sers! Cette paraphrase d'un proverbe bien connu n'est pas si éloignée qu'on pense du débat actuel. Car, la question nationale, malgré les appels passionnés à l'unité de la "nation" de la part des nationalistes et des chauvins, n'est jamais, quelle que soit la classe impliquée, qu'un terrain de lutte pour faire triompher les intérêts sociaux spécifiques de cette classe. Aussi, malgré leurs apparentes divergences, le NPD, le PCC, Canadian Dimension, etc., se servent tous à leur manière de la question du Québec pour mousser leur projet de réforme du capitalisme et de renforcement de l'Etat bourgeois. Tous font miroiter une "solution" à la question nationale qui a pour but de saper la lutte des masses populaires contre la bourgeoisie et l'impérialisme. Tous finalement, qu'ils soient ouvertement chauvins, ouvertement nationalistes, ou quelque part entre les deux, tentent de désamorcer l'impact révolutionnaire que recèle l'aspiration des masses pour une véritable égalité nationale. Le réformisme, en ce qui a trait à l'oppression des nations et minorités nationales au Canada, est donc tout à fait conséquent avec le réformisme en matière sociale qui caractérise ces courants bourgeois infiltrés dans le mouvement ouvrier. Leur programme est donc sur toute la ligne un programme de sabotage: sabotage de la révolution socialiste, sabotage de la lutte pour l'égalité nationale au profit d'un renforcement de l'impérialisme, d'une restructuration de l'Etat bourgeois et d'un réaménagement de l'oppression et de la discrimination nationale. Car, le renforcement de l'impérialisme, sous couvert d'"amélioration" et de "démocratie", ne peut pas mener ailleurs qu'au renforcement, sous une forme ou sous une autre, de la discrimination. L'URSS social-impérialiste, la Grande-Bretagne et Israël anciennement social-démocrates sont d'ailleurs là pour en témoigner.

La question de l'oppression nationale dans notre pays, ce n'est pas qu'une simple question de droits dont il suffirait de s'occuper une fois par année dans le point "divers" de l'ordre du jour des congrès syndicaux. Car, c'est là finalement la forme la plus subtile du chauvinisme propagé dans le mouvement ouvrier. Le chauvinisme, la division et l'excitation nationales ont toujours constitué un aspect central de la politique de la bourgeoisie canadienne pour tromper la classe ouvrière et la soumettre aux diktats des exploiteurs. Or, le chauvinisme, ce n'est pas simplement la négation ouverte des droits et la défense des privilèges nationaux telles que propagées par les Richardson, Trudeau et Clark, etc. Le chauvinisme, c'est aussi le silence et la passivité face à des privilèges dont jouit effectivement la nation canadienne-anglaise majoritaire.

Or, quel est l'effet pratique du chauvinisme, si ce n'est la division et

---

55. Fred Gudmunston, Cy Gonick, ouv. cité, p. 39

la scission sur des bases nationales de la classe ouvrière canadienne? Quel est-il donc, si ce n'est la collaboration avec la bourgeoisie? Pour le prolétariat anglophone, il s'agit de collaborer avec l'Etat bourgeois pour sauver la Confédération. Pour le prolétariat québécois, il s'agit de s'unir "entre Québécois" contre les Anglais. C'est aussi la même chose qui se produit maintenant chez les peuples autochtones, qui se voient offrir de s'unir pour constituer des compagnies autochtones financées par les banques et l'Etat bourgeois.

Ce dont il faut prendre conscience finalement c'est que la lutte contre l'oppression nationale est au Canada une question centrale de la révolution socialiste elle-même. A cet égard, une responsabilité décisive repose sur les épaules du prolétariat anglophone qui doit prouver aux travailleurs des nations et minorités opprimées qu'il entend défendre sans compromis l'égalité absolue des langues et des nations.

Concrètement, cela veut dire s'engager dans la lutte active contre toute forme de discrimination à l'égard des nations, minorités nationales et des immigrés. Cela veut dire défendre le droit à l'autodétermination des nations, c'est-à-dire le droit de la population des nations opprimées de choisir librement le statut politique de leur nation. Ainsi, prouvera-t-on concrètement que la seule force politique au Canada capable de mettre fin à l'oppression nationale c'est le prolétariat, car seul le prolétariat a un intérêt fondamental et immédiat à *"la démocratie conséquente,* **c'est-à-dire socialiste."** (56)

Pour la classe ouvrière, le mot d'ordre d'unité est bien autre chose qu'un appel hypocrite pour camoufler l'inégalité et l'oppression. Au contraire, c'est un appel à combattre activement l'oppression. C'est un appel au combat pour la libération. Voilà pourquoi le mot d'ordre d'égalité absolue des langues et des nations n'a aucun sens en dehors de la lutte pour renverser la bourgeoisie, pour détruire son Etat et sa constitution afin d'établir le pouvoir du prolétariat, la société socialiste. Voilà pourquoi les réformistes et les révisionnistes comme le NPD, le PCC et les sociaux-démocrates de gauche, qui prétendent lutter contre l'oppression nationale en conciliant avec la bourgeoisie, ne sont rien d'autre que des saboteurs de la révolution et de la lutte contre l'oppression nationale, saboteurs de l'unité révolutionnaire de la classe ouvrière contre la bourgeoisie. Jamais la lutte contre le chauvinisme et pour la révolution socialiste ne pourra triompher si la classe ouvrière de notre pays n'arrive pas à se débarrasser de ceux qui veulent la désarmer dans la lutte contre la bourgeoisie.

Tout autre est le programme communiste qui adopte, sur la question nationale comme sur toutes les questions, une position qui défend sans compromis tous les opprimés, et qui engage à la lutte à finir contre les oppresseurs et le système social sur lequel ils s'appuient. Sur la question nationale, notre mot d'ordre est clair: égalité absolue des langues et des nations, droit à l'autodétermination des nations jusqu'à et y compris la sécession. Mais ce mot d'ordre, ce n'est pas une quelconque promesse électorale en vue d'une nouvelle constitution bourgeoise. Au contraire, c'est un appel à renverser la bourgeoisie sur ce terrain comme sur tous les autres.

Voilà ce qui s'appelle lutter, lutter **véritablement** contre l'oppression nationale. Voilà ce qui s'appelle aussi lutter pour le socialisme, préparer **aujourd'hui** la révolution prolétarienne sur le terrain même de la question nationale. Car, la solution véritable à l'oppression nationale ne réside pas ailleurs que dans le renversement de la bourgeoisie, qui seule a intérêt à dresser les unes contre les autres, non seulement les diverses nationalités du Canada, mais aussi qui a intérêt à dresser les travailleurs du Canada, ou d'un futur Québec "souverain-associé", contre ceux des autres nations, pays et continents. Cela, les millions de morts sur les champs de bataille des guerres impérialistes sont là pour nous le rappeler.

"La proclamation de droits égaux pour toutes les nations est devenue un instrument de duperie aux mains de la bourgeoisie; pour nous, elle sera une vérité qui facilitera et accélérera le passage de toutes les nations dans notre camp." (Lénine) (57)

---

56. **Lénine,** *Une caricature du marxisme et à propos de l'"économisme impérialiste"*, **Oeuvres complètes, Editions de Moscou, 1959, tome 23, p. 82**

57. **Lénine,** *Réponse à P. Kievski (I. Piatakov)*, **Oeuvres complètes, Editions de Moscou, 1959, tome 23, p. 26**



La crise révolutionnaire en Iran

La shah est tombé. Les derniers fils qui tenaient encore debout la marionnette Bakhtiar ont été coupés par le peuple en armes. Mais la révolution est loin d'être terminée pour autant. La bourgeoisie nationale avec Bazargan à sa tête a troqué apparemment sa revendication de monarchie constitutionnelle pour celle de république islamique. Mais derrière ce mariage de raison se cache une importante lutte de coulisses entre fractions bourgeoises. Et les schémas simplistes de la presse occidentale en prennent pour leur rhume.

Poursuivant sa propagande sur la lutte entre le gouvernement civil "éclairé" du Front national et les forces du fanatisme religieux islamique, la grande presse capitaliste n'arrive qu'à une chose: semer la plus grande confusion possible dans les masses. Prenant le relais, les politiciens et les éditorialistes, au Canada comme dans les autres pays impérialistes, en profitent pour dénigrer la révolution et la lutte des masses: "Au moins avec le shah, l'ordre régnait alors qu'aujourd'hui c'est l'anarchie et le retour au Moyen Age". Voilà comment la bourgeoisie tente de cacher au prolétariat et aux peuples du monde la véritable signification de la lutte en Iran, à savoir que la révolution prolétarienne est bel et bien à l'ordre du jour et que rien ne pourra l'endiguer.

Ebranlé par l'assaut des masses iraniennes, l'impérialisme essaie aujourd'hui d'organiser la contre-révolution en s'appuyant sur les manoeuvres de la bourgeoisie nationale qui tente de désarmer les masses et d'arrêter la révolution à mi-chemin. Car, tandis que les journaux rapportent avec insistance ce qu'ils appellent des batailles entre ayatollahs, entre fractions islamiques rivales, et entre ethnies pratiquant des religions différentes, ce qui se déroule en réalité en Iran, c'est une lutte profonde entre deux camps et entre deux classes: le camp de la révolution dirigé par la classe ouvrière et le camp de la réaction et de l'impérialisme.

UNITÉ PROLÉTARIENNE no 15 publiait la première partie d'une entrevue que nous avons réalisée avec des camarades iraniens juste à la veille du renversement du régime Bakhtiar. Dans cette première partie, nous nous sommes surtout arrêtés aux fondements économiques de la crise révolutionnaire en Iran.

Dans cette deuxième partie de l'entrevue avec nos camarades iraniens, nous abordons les aspects plus proprement politiques de la lutte du peuple iranien et en particulier trois questions centrales: le rôle traditionnellement conciliateur de la bourgeoisie nationale iranienne, la place de l'appareil religieux islamique et enfin, le développement et les positions du mouvement marxiste-léniniste iranien.

Le Front national, antichambre de la contre-révolution

La presse occidentale s'efforce, depuis les tout débuts de la crise révolutionnaire en Iran, de réduire le mouvement de masse à deux choses: d'une part l'opposition dite religieuse avec Khomeiny à sa tête et, d'autre part, l'opposition civile représentée par le Front national dont sont issus Bakhtiar, la marionnette du shah, Sanjabi, ministre démissionnaire du gouvernement Bazargan, et Bazargan lui-même. Mais quel est-il au juste ce front national? C'est la question que nous avons posée à nos camarades iraniens.

"La plupart des dirigeants actuels du Front national sont les mêmes dirigeants qui étaient actifs dans les années 50 à l'époque de Mossadegh. C'est de là qu'ils tirent leur influence politique alors qu'en fait, organisationnellement, le Front national est très faible en Iran. D'une certaine façon, le Front national, c'est un peu une création de la presse occidentale qui s'est efforcée d'en faire le dirigeant de la lutte du peuple.

Ce Front national, ça fait trois fois qu'il apparaît de façon majeure en Iran. La première fois, c'était à l'époque de Mossadegh, c'est-à-dire avant 1953. La seconde, c'était en 1963 et la troisième bien sûr, c'est maintenant.

La lutte pour le pouvoir

Avant le coup d'Etat en 1953, le Front national était dirigé par Mossadegh. Bien sûr le Front était composé de bien des tendances, y compris un courant religieux. A ce moment-là, le Front était réformiste et anti-anglais. On ne peut pas dire qu'il était anti-impérialiste mais plutôt anti-anglais. Il était spécifiquement préoccupé par la question du pétrole et non par la présence en général de l'impérialisme en Iran. Le Front voulait nationaliser le pétrole et allait pour cela, à certains moments, jusqu'à demander l'aide des Etats-Unis.

Le Parti Tudeh existait aussi à ce moment. Nous considérons qu'à cette époque, ce parti était une organisation de la petite bourgeoisie. Il était, en tous cas la direction, principalement réformiste. Certes, il arrivait aussi que le Parti Tudeh mette à l'ordre du jour la lecture de textes marxistes. Et il avait une grande sympathie pour Staline et l'Union soviétique. En fait, dans cette période, le Parti Tudeh soutenait l'appel de l'Internationale pour la lutte antifasciste, et il lutta effectivement contre le fascisme en Iran.

Le Parti Tudeh organisa massivement la classe ouvrière. Il fut un temps où le parti comprenait 800,000 ouvriers. Il avait sa propre organisation clandestine à l'intérieur de l'armée et son influence a même pu atteindre les cadres supérieurs de l'armée. Et cette organisation du Parti Tudeh au sein de l'armée était une organisation révolutionnaire, dirigée par un révolutionnaire qui d'ailleurs dénonça plus tard le Parti Tudeh. Mais évidemment, cette dénonciation n'est pas allée jusqu'à adopter un point de vue marxiste et n'a pas mis de l'avant la création d'un parti communiste.

A l'époque, les marxistes au sein du Parti Tudeh commettaient une erreur sur la nature de ce parti. Ils pensaient, surtout à cause de l'appel à la lutte antifasciste, que ce parti unique devait être le parti de plusieurs classes. C'est pour ça qu'ils ont appelé ce parti, le Parti "Tudeh". Tudeh veut dire "masses". C'était un parti des masses et les marxistes à l'époque ne voyaient pas la nécessité de l'indépendance des communistes à l'intérieur des organisations de masse".

Cette révélation sur les erreurs des marxistes de l'époque à l'intérieur du Parti Tudeh est très significative car elle correspond aux erreurs qui auront marqué plusieurs partis de l'Internationale communiste. Certains d'entre eux iront jusqu'à se dissoudre plus ou moins dans un front antifasciste. On comprendra aussi que les erreurs des marxistes au sein du Parti Tudeh auront des conséquences très importantes sur l'attitude du Parti Tudeh face au Front national.

Comme nous le disaient nos camarades iraniens:

"Nous devons examiner l'action du Parti Tudeh parce qu'il existait dès la première époque du Front national et qu'il a effectivement commis des erreurs face au Front national. A certains moments, il a commis des erreurs gauchistes alors que le parti s'est mis à dénoncer Mossadegh et le Front national. Or, durant cette période, le Front national était à l'avant-garde du mouvement anti-impérialiste. Le Parti Tudeh aurait dû l'appuyer en tant qu'organisation nationaliste. A un autre moment au contraire, peu avant le coup d'Etat de 53, le Parti Tudeh a fait des erreurs de droite en affirmant que, quoique dise Mossadegh, il serait conséquent avec ses paroles.

Donc, ces deux organisations, le Front national et le Parti Tudeh, se sont toujours affrontées, mais dans le camp du réformisme. La ligne prolétarienne à cette époque existait parmi certains éléments ou cellules du Parti Tudeh, et non en tant qu'organisation séparée au sein des forces de la révolution.

Puis, arrive le coup d'Etat et l'effritement du Front national. Il faudra attendre 1963 pour que renaisse ce que nous appelons en Iran le second Front national. A ce moment-là également, le Front national représentait l'aile réformiste du mouvement alors que Khomeiny, qui ne faisait pas partie du Front, prenait une position révolutionnaire. Le Front national appelait aux réformes alors que Khomeiny appelait au renversement du shah. C'est de là d'ailleurs que vient le prestige de Khomeiny qui fut expulsé d'Iran en 1963.

Et aujourd'hui on assiste à un troisième Front national avec toujours les mêmes leaders, comme par exemple Sanjabi qui fut ministre sous le gouvernement Mossadegh."

Le nouveau mouvement révolutionnaire en Iran

Le Front national, l'organisation de la bourgeoisie nationale en Iran, a toujours fondamentalement pris une position réformiste face à l'impérialisme. Cela tient, comme nous l'avons vu dans **UNITÉ PROLÉTARIENNE** no 15, à la faiblesse historique de la bourgeoisie nationale

en Iran. Cela tient aussi, ajouterions-nous, à la nature même de la bourgeoisie des pays coloniaux et dépendants. A l'époque de l'impérialisme en effet, ces bourgeoisies ne peuvent développer, comme si elles étaient au 19e siècle, un capitalisme autonome et indépendant des fils nombreux du capital financier et de l'impérialisme mondial. Seul le mouvement de masse a empêché jusqu'ici le Front national de se réconcilier officiellement avec l'impérialisme, Etats-Unis en tête. C'est également l'existence du mouvement de masse, y compris la révolte des nationalités opprimées, les manifestations des femmes, la vigueur des comités ouvriers dans les usines, et à travers tout cela le développement du jeune mouvement marxiste-léniniste, qui explique l'acuité des rivalités au sein même de la bourgeoisie nationale.

La révolution iranienne est donc loin d'être terminée et, plus que jamais, sa victoire repose sur une direction prolétarienne conséquente, unie fermement autour d'un parti communiste authentique capable de rallier à lui les larges masses et en particulier la paysannerie. C'est à construire cette direction que se consacre aujourd'hui le jeune mouvement marxiste-léniniste iranien. Quelle est l'histoire de ce mouvement et quelles sont les principaux points de vue qui s'y affrontent? C'est à ces questions qu'ont tenté de répondre nos camarades iraniens.

"La naissance du Parti communiste en Iran remonte à l'époque de Lénine. A ce moment-là, en 1920, le Parti communiste avait même des liens étroits avec Lénine. Le parti était membre du Komintern, ce qui ne l'empêchait pas d'être traversé par une ligne déviationniste. En particulier, ce parti a commis des erreurs au moment où le père du shah prenait le pouvoir. Un des congrès du Parti est même allé jusqu'à dire que le shah représentait la bourgeoisie nationale et devait être soutenu. Cette position devait aboutir à la défaite du parti. Bien sûr, le parti a corrigé son analyse au congrès suivant, mais il était trop tard... Le shah n'ayant pas été combattu fermement, il a pris le pouvoir pour lancer aussitôt une campagne d'élimination des communistes.

Après ces événements, le Parti communiste a connu un déclin et la majorité des communistes ont été emprisonnés. La plupart d'entre eux auront été exécutés au moment où le shah actuel — le fils de l'autre — prendra le pouvoir, lors de la Deuxième Guerre mondiale. A cette époque, l'Iran avait un gouvernement central faible. L'armée rouge soviétique était au Nord de l'Iran, ce qui laissait le terrain libre à beaucoup de mouvements de libération. La majorité des prisonniers politiques seront libérés et les communistes sortiront de prison. Et alors que le Parti communiste n'existe plus en tant qu'organisation, la plupart de ces anciens communistes s'engagent dans la création du Parti Tudeh. Donc, le Parti Tudeh a été principalement organisé par



Une jeune étudiante iranienne tient une affiche, on peut y lire: "Pour la libération de femmes; pour une société libérée; le 8 mars 1979 fête internationale des femmes."

ces anciens communistes qui sortaient de prison avec en plus, bien sûr, quelques bourgeois libéraux. Sa direction a toujours été réformiste et libérale".

On connaît la suite de l'histoire. Le Front national dirigé par Mossadegh va prendre le pouvoir et entreprendre quelques réformes timides qui seront totalement incapables de résoudre les graves problèmes économiques et sociaux du pays, problèmes accentués par le boycottage des puissances impérialistes. C'est alors que la CIA fomente son coup d'Etat. Le sinistre régime du shah Pahlavi venait de commencer par l'écrasement dans le sang de milliers de travailleurs. L'opposition est décapitée. La direction du Parti Tudeh quitte le pays. Il faudra finalement attendre 1963 pour qu'apparaisse un nouveau mouvement communiste en Iran, mouvement qui, en Iran comme dans bien d'autres pays, subira l'influence d'idées étrangères au socialisme, en particulier de la ligne guévariste.

"Plusieurs jeunes marxistes en avaient assez du réformisme, de participer à une organisation ou à un parti mais sans faire la révolution. A ce moment-là la révolution cubaine avait une très grande influence en Iran. En même temps, la répression du régime et les difficultés à organiser les ouvriers, tout cela contribuait de façon importante à répandre la ligne de guérilla".

On sait que les années 60 ont marqué la grande rupture avec le révisionnisme soviétique. Quelle a été l'influence de cette polémique dans la création d'un nouveau courant révolutionnaire en Iran?

"A l'intérieur de l'Iran, cette influence a été assez faible. Mais à l'extérieur de l'Iran, il y a eu la création de **l'Organisation révolutionnaire du Parti Tudeh (ORPT)***. Cette organisation a été formée par des dissidents du Parti Tudeh qui dénoncèrent Khrouchtchev en disant que Mao avait raison. Ce sont aussi d'anciens dirigeants du Tudeh qui constituèrent le groupe* **Toufan***.*

Il y a également une troisième organisation marxiste qui a été formée à l'extérieur de l'Iran au début des années 70, **l'Organisation des révolutionnaires communistes d'Iran***. Les militants de cette organisation n'avaient aucun lien avec le Parti Tudeh. C'était une nouvelle génération. Il y a trois ans, cette organisation s'est fusionnée avec une autre, créant ainsi* **l'Union des communistes iraniens (UCI)***.*

Combattant l'économisme de **l'ORPT***,* **l'UCI** *a aussi entrepris dès les débuts de démasquer la ligne de* **l'ORPT** *sur la "théorie des trois mondes" à l'époque où cette organisation ne pouvait rien dire sur l'Iran sans faire appel à cette théorie et la supposée "indépendance" du shah. Ayant remporté beaucoup de succès dans la construction des organisations étudiantes à l'extérieur du pays,* **l'UCI** *a transféré ses cadres en Iran pour ainsi constituer un grand nombre de cellules.*

A l'intérieur du pays, après 1963 qui marque une nouvelle période révolutionnaire, **l'Organisation des fédayine du peuple** *a été créée au début des années 70. Les guérilleros fédayine se sont constitués principalement sur la base d'une ligne guévariste et castriste. Pour eux, tous ceux qui ne s'engageaient pas dans la lutte armée étaient des opportunistes et voulaient sauver leur peau. Ils ont inventé la théorie des deux "absolus", des deux "atmosphères": d'une part le peuple qui se considère comme absolument faible et, d'autre part, le régime qui se considère absolument puissant. Aussi, disaient-ils qu'il fallait briser cette atmosphère par des actions héroïques. Ils ont exécuté quelques généraux, posé des bombes ici et là, etc.*

Comme ils étaient organisés en petites cellules, ils n'ont jamais mené de lutte idéologique franche entre eux. Aussi, chacun pouvait avoir sa propre ligne. Certains ont pris une position ferme contre le révisionnisme et d'autres pas. La conciliation avec le révisionnisme et l'Union soviétique a donc toujours été une caractéristique de cette tendance.

Les **Mojahedeen marxistes** *ont aussi été marqués par des déviations guévaristes, tout en ayant une position beaucoup plus claire sur le révisionnisme khrouchtchévien. Et, il y a environ deux ans, ils ont fait une autocritique profonde de leur ligne castriste".*

Edifier le parti dans la lutte contre le révisionnisme

Après ce tableau général des forces se réclamant du marxisme-léninisme en Iran, nous avons discuté avec nos camarades iraniens de quelques-unes des principales questions politiques auxquelles sont confrontés les ouvriers et leur avant-garde marxiste-léniniste en Iran. D'abord, concernant la nature de la société iranienne; il y a eu pendant longtemps de grands débats à savoir s'il fallait considérer l'Iran comme une semi-colonie ou comme un pays capitaliste dépendant. D'après nos camarades, toute cette polémique a pris finalement une allure un peu intellectuelle, dans la mesure où il manque encore beaucoup d'analyses concrètes et dans la mesure où ce qui importe d'abord, au-delà des définitions, c'est de tracer la voie de la révolution en Iran, en distinguant clairement les classes.

En fait, une partie de ce débat concerne l'évaluation de la dite révolution blanche. Certains, par exemple les Fedayine, considèrent que la révolution blanche a liquidé les rapports féodaux en Iran. Or, s'il y a eu effectivement des changements sociaux en Iran depuis les 20 dernières années, en particulier un accroissement quantitatif de la classe ouvrière, selon nos camarades, la structure sociale n'a pas comme telle été bouleversée. Comme nous l'indiquaient nos camarades, il n'y a pas de contradiction antagonique entre le système féodal et la domination impérialiste, et à cet égard on aurait tort de penser que l'impérialisme ait pu revêtir un caractère progressiste en Iran, en supprimant les rapports féodaux. D'ailleurs, comme nous le disaient nos amis iraniens, le shah était lui-même le plus grand des féodaux.

Par ailleurs, il demeure un débat très important dans le mouvement communiste iranien et c'est celui de l'attitude par rapport à la bourgeoisie libérale.

"La position de droite défend que la bourgeoisie libérale est révolutionnaire et qu'elle doit être soutenue. Certains disent qu'il faut se rallier sous sa bannière. Il y a aussi une déviation de gauche qui qualifie cette bourgeoisie de réactionnaire. C'est le cas par exemple des **Mojahedeen**, *il y a deux ans.*

*D'un autre côté, ceux qui, par exemple l'***UCI***, disent que l'Iran est un pays semi-colonial et semi-féodal, considèrent qu'il y a une bourgeoisie nationale qui ne participe pas au pouvoir d'Etat. Cette bourgeoisie a donc des exigences démocratiques qui peuvent être soutenues. La majorité de ces bourgeois peut et va participer à la révolution démocratique. Il ne s'agit donc pas de les précipiter du côté des réactionnaires. Par conséquent, de ce point de vue, nous devons développer une double attitude face à ces bourgeois libéraux. D'un côté on doit les dénoncer en montrant aux masses que ce sont des conciliateurs. Mais, en même temps, s'ils ont des revendications démocratiques, qu'ils se tiennent debout pour les défendre et qu'ils participent à la lutte, nous ne devons pas les écarter. Nous devons nous unir avec tous ceux qui peuvent être unis à une certaine étape, tout en mettant les masses en garde pour qu'elles ne leur laissent pas la direction.*

*Au contraire, des groupes comme l'***ORPT** *laissent la direction à la bourgeoisie libérale et critiquent ceux qui dénoncent le Front national, car ce serait là saboter le "front uni". Voilà la tendance de droite.*

*Les mêmes tendances réapparaissent en ce qui concerne l'attitude face à Khomeiny. L'***ORPT** *dénonce quiconque critique Khomeiny. L'***UIC***, dans ses tracts, affirme qu'elle respecte Khomeiny, car il soutient la lutte, mais en même temps, dans ses derniers tracts, l'***UCI** *critique l'anticommunisme de Khomeiny. (*)*

*Au niveau de l'analyse générale, il y a donc finalement deux lignes. L'***UCI***, par exemple, considère que la contradiction principale de la société iranienne oppose le peuple d'un côté aux réactionnaires de l'autre. Du côté des réactionnaires, il y a la bourgeoisie compradore, les féodaux et l'impérialisme. Parmi le peuple, il y a quatre classes: les ouvriers, les paysans, la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale. Maintenant, dans le camp du peuple, l'***UCI** *affirme aussi qu'il y a deux camps distincts, formant ainsi une contradiction interne. D'un côté, il y a les ouvriers, les paysans pauvres et les couches inférieures de la petite bourgeoisie. De l'autre côté, on trouve les couches supérieures de la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale. Et l'***UCI** *affirme clairement que ces deux camps parmi le peuple ont deux stratégies, deux tactiques qui sont différentes.*

*L'***ORPT** *affirme pour sa part qu'il y a quatre classes révolutionnaires dans la société et elle ne fait aucune différence entre elles. Cela explique leur approche face à Khomeiny et au Front national."*

Ceux qui connaissent la Ligue prétendument communiste du Canada ne seront pas étonnés d'apprendre que la Ligue, championne de la "théorie des trois mondes" au Canada, appuie ouvertement l'**ORPT**. La ligue aussi ne cesse de qualifier Khomeiny de "patriote" sans l'ombre d'une critique. Et comme son maître révisionniste à Pékin, qui vient de donner son accord à la république islamique, la Ligue a appuyé le rétablissement de l'"ordre" en Iran, car c'est l'Union soviétique qui créerait le trouble, paraît-il. La Ligue soutient aussi une organisation étudiante qui s'appelle le **CIS**, et qui, à l'échelle du mouvement étudiant iranien, est le porte-parole de cette même ligne. Comme on le voit donc, la lutte de lignes qui se déroule en Iran est partie prenante du débat à l'échelle du mouvement communiste international entre le marxisme et le révisionnisme.

Enfin, abordant la question décisive de la construction du parti du prolétariat en Iran, les camarades iraniens nous présentent un tableau qui n'est pas sans rappeler également la situation au Canada.

"Toufan *a toujours été une orga-*

(*) Ces commentaires datent d'avant le renversement de Bakhtiar, alors que Khomeiny n'était pas au pouvoir. Cela ne semble pas par ailleurs avoir modifié la position de l'ORPT face à Khomeiny si on se fie aux positions de la Ligue communiste marxiste-léniniste du Canada qui ne cesse de vanter les mérites du "patriote" Khomeiny, et cela même quand Khomeiny désarme le peuple et s'oppose aux communistes iraniens.

nisation très sectaire. Un jour ils ont parlé de créer le parti. Ce qui voulait dire se proclamer eux-mêmes le parti. Pour eux, l'unité ça veut dire que les autres se joignent à eux. En fait, ils ne reconnaissent à peu près aucune autre organisation comme marxiste-léniniste. Il y a environ deux ans, il y a eu une scission à l'intérieur de **Toufan**. *Une section s'est appelée le* **Parti des ouvriers et des paysans d'Iran**, *et elle a dit des autres qu'ils étaient des opportunistes parce qu'ils voulaient travailler pour le parti sans le parti. L'autre section s'appelle encore* **Toufan**. *L'objet principal de la scission était donc la création du parti.*

Les **Fédayine** *de leur côté parlent beaucoup du parti. Ils se considèrent comme le centre des marxistes-léninistes au pays, et pensent que tous devraient les rallier. Sauf qu'ils ne proposent aucun programme. Pour eux, ce qui compte principalement, c'est l'accord avec la lutte armée.*

A l'opposé, **l'Organisation des communistes révolutionnaires**, *et plus tard* **l'Union des communistes iraniens** *a toujours appelé à créer le parti en unifiant les marxistes-léninistes de différentes organisations autour d'une plate-forme prolétarienne. L'Union a mis de l'avant deux conditions principales pour la création du parti: l'unité des marxistes-léninistes et la liaison avec la classe ouvrière. L'***ORPT** *a aussi appelé à l'unité des marxistes-léninistes, mais encore là, sur la base de sa ligne économiste. L'***ORPT** *n'a jamais eu de programme spécifique pour unir les marxistes-léninistes.*

*En fait, aucune des organisations qui abordent la question de l'unité et de la création du parti ne considère l'***ORPT** *comme une organisation avec laquelle il faille s'unir. Toutes considèrent qu'il s'agit plutôt de mener la lutte pour isoler l'***ORPT**, *étant donné ses tendances de droite. Il y a en plus les liens connus de certains membres de cette organisation avec la SAVAK. Une prétendue organisation fut dirigée par un de leurs militants en Iran pendant deux ans. Par la suite, on a révélé que pendant ces deux années ce dirigeant était un agent de la SAVAK qui avait utilisé cette organisation basée en Iran pour avoir des liens avec les* **Fédayine** *et les* **Mojahedeen**, *afin de les livrer à la SAVAK.*

*Il n'y a donc finalement que l'***UCI** *qui a mené le combat pour le parti sur la base d'une lutte idéologique sur la façon même de créer le parti et sur la base d'une critique des lignes erronées. Par exemple, l'***UCI** *a entrepris la polémique avec les* **Mojahedeen**, *qui avaient à leur création une ligne très critiquable sur la question du parti. Ils apelaient à créer une sorte de front uni plutôt que le parti. Aussi, ils secondarisaient la question de l'unité idéologique des marxistes-léninistes. L'***UCI** *a mené une bonne polémique contre ces points de vue en indiquant que les communistes devaient d'abord s'unir eux-mêmes sur la base d'une ligne politique, et cela, bien sûr, sans négliger un instant d'appeler les masses à la lutte armée et à la mobilisation."*

Ce ne sont là bien sûr que quelques indications générales sur les différents points de vue qui s'affrontent actuellement dans le mouvement marxiste-léniniste iranien, dont beaucoup de textes, incidemment, ne se trouvent qu'en langue farsi (persan). Ce qui ressort cependant de l'entrevue, c'est que le mouvement marxiste-léniniste a connu un développement énorme en Iran depuis le début de la présente crise révolutionnaire. Plus encore, depuis le renversement du gouvernement Bakhtiar, l'élargissement de l'activité politique a permis qu'en l'espace de quelques mois à peine, le mouvement marxiste-léniniste iranien mobilise des foules de 100,000 personnes à Téhéran.

La lutte pour le parti, pour le triomphe d'une ligne communiste dans le mouvement ouvrier iranien est donc un des aspects centraux de la crise révolutionnaire en Iran. Car cette crise, loin de s'être atténuée avec la chute de Bakhtiar, devient toujours plus profonde, et la question de savoir qui, quelle classe, va finalement s'emparer du pouvoir d'Etat en Iran est loin d'être résolue. Aussi n'est-il pas étonnant que la lutte contre le révisionnisme devienne à son tour une question centrale au sein du mouvement ouvrier en Iran, comme à l'échelle mondiale. Car finalement, c'est le sort de la révolution qui en dépend.

En se soulevant victorieusement, les masses iraniennes ont balayé les théories de la conciliation des classes, y compris la sinistre "théorie des trois mondes" des révisionnistes chinois. Il reste encore à les dénoncer totalement et à rallier les masses au programme communiste, qui seul pourra libérer le peuple iranien de l'impérialisme et de la réaction.

Le mouvement religieux en Iran

Voilà une des questions que nous voulions éclaircir dans notre rencontre avec les camarades iraniens. Car, s'il fallait se fier à la presse occidentale, on devrait comprendre que les iraniens sont toujours rendus à la mosquée, tandis que Khomeiny, agissant à la manière d'un pape, donne ses directives au peuple qui les suit aveuglément. La réalité, on s'en doute, est bien différente.

D'abord, l'importance de la religion comme telle est bien moindre que la presse ne le laisse croire. Par exemple, dans les universités iraniennes, il y aurait moins de 10% des étudiants qui sont religieux. D'autre part, si dans le mouvement actuel certains ayatollah (dirigeants religieux, un peu comme les évêques dans la religion chrétienne — n.d.l.r.) comme Khomeiny et Taleghani ont une influence dans la population, d'autres au contraire ont été complètement écartés parce qu'ils prêchaient la collaboration avec le régime. La base de l'influence de certains leaders religieux est donc d'abord politique et non religieuse.

Pour comprendre comment des dirigeants religieux ont pu devenir des dirigeants politiques, il faut voir que Khomeiny a, pour ainsi dire, amorcé un nouveau chiisme (secte islamique majoritaire en Iran) en Iran. en défendant le point de vue selon lequel la religion devait être active en politique. En présentant certains prophètes comme des combattants de la liberté, Khomeiny a fait en sorte que certains ont pu trouver dans la religion un support idéologique pour la petite bourgeoisie et certains secteurs de la bourgeoisie. Ainsi, comme nous l'indiquait dans l'entrevue un de nos amis iraniens:

"Aujourd'hui, si on veut comprendre le mouvement religieux en Iran, je pense qu'on doit l'examiner d'un point de vue de classe. Parmi les religieux, vous allez trouver des réactionnaires dont certains sont au service de l'Etat. Il y a des réformistes parmi les religieux. Il y a aussi des démocrates dont certains peuvent être qualifiés de révolutionnaires.

"Ainsi, si vous allez dans les villages, les mollah (prêtres musulmans — n.d.l.r.) sont souvent les seules personnes qui peuvent lire et écrire, par exemple. Les gens viennent les voir pour écrire des lettres. Beaucoup d'entre eux sont progressistes, parce que ce sont des petits-bourgeois qui vivent parmi le peuple. On pourrait les appeler les intellectuels de la paysannerie. Mais, bien sûr, un certain nombre d'entre eux sont aussi, en même temps, les serviteurs des féodaux."

D'autre part, ce que l'entrevue nous a permis de comprendre, c'est que l'appareil religieux en tant que tel a été relativement tenu à l'abri de la répression fasciste du shah. Khomeiny, en particulier, en tant que responsable de la formation des mollah, a pu répandre sa propagande à travers tout le pays et ainsi gagner une influence considérable, et cela même après que le shah l'ait expulsé du pays.

"Il y a un centre religieux dans la ville sainte de Qom, près de Téhéran. C'est là que se trouve l'école théologique où sont formés les mollah. Durant les dernières années, Khomeiny a établi son influence dans cette école. Aussi, à chaque fois qu'il émettait un mot d'ordre, écrivait un pamphlet ou quoi que ce soit, les diplômés de l'école le répandaient à travers tout le pays. Les religieux avaient cette base d'organisation, contrairement aux communistes par exemple.

Donc, les mollah étaient envoyés par cette organisation dirigée par Khomeiny, et qui doit comprendre 6,000 personnes. Ils allaient dans les villes et les villages librement et officiellement, sans être persécutés, comme c'était le cas pour les communistes. Là ils avaient leurs mosquées. Les gens s'y rendaient et parlaient avec eux. Et les mosquées ne sont pas comme des églises chrétiennes. Les gens s'y rendent tous les jours pour parler avec les religieux. Les mosquées sont ouvertes toute la journée et tous les jours. En Iran, la mosquée est aussi un endroit de rencontre, un peu d'ailleurs comme les cafés."

Comme nous l'ont expliqué nos amis iraniens, il s'est développé sur la base de cet appareil religieux en Iran, des organisations proprement politiques. C'est le cas, en particulier, des **Mojahedeen**. D'ailleurs, "-mojahedeen" est un nom religieux qui veut dire "combattant".

"Quand cette organisation a été créée, il y a environ 8 ans, c'était une organisation religieuse. Il y avait là de véritables révolutionnaires qui croyaient à la collaboration avec les communistes. Et dans leurs écrits théoriques, ils disaient qu'ils acceptaient l'analyse marxiste-léniniste sur l'économie et sur l'histoire. Mais sur le plan philosophique, c'est autre chose. Ces **Mojahedeen** *ont joué un grand rôle pour révolutionnariser l'islam. Ils lisaient Mao, Lénine et le Coran, pensant y trouver des choses qui pouvaient avoir le même sens. Par exemple, un de leurs dirigeants parle de l'Etat exactement comme Lénine, mais, bien sûr, dans un vocabulaire religieux!*

Après 2 ou 3 ans, les **Mojahedeen** *se sont déclarés marxistes-léninistes. Ils se sont autocritiqués d'avoir pensé pouvoir concilier l'idéalisme et le marxisme et ils ont répudié l'islam. Sauf que tout le monde n'a pas accepté ce changement d'idéologie. Les* **Mojahedeen** *exécutèrent 2 ou 3 des leurs, dont un qu'ils soupçonnaient d'être un agent de la SAVAK, ce qui se serait avéré faux par la suite. Or, cet événement est actuellement un des prétextes principaux pour mousser l'anticommunisme. Par exemple, dans les manifestations, plusieurs arboraient les photos de ceux qui ont été exécutés en les considérant comme des martyrs. Et la propagande s'efforce de répandre que les communistes tuent le monde simplement à cause de leur religion. Depuis, les* **Mojahedeen** *se sont autocritiqués*

pour cette erreur, mais le tort était fait."

On doit donc aujourd'hui distinguer les **Mojahedeen marxistes**, ceux qui se sont rapprochés du marxisme-léninisme, de ceux, les **Mojahedeen musulmans**, qui forment aujourd'hui l'aile radicale du mouvement religieux.

"Il y a quelques mois, nous considérions que Khomeiny représentait la petite bourgeoisie radicale et les secteurs les plus radicaux des religieux. Mais maintenant il y a un autre secteur des musulmans qui est plus progressiste et révolutionnaire que Khomeiny, et ce sont les **Mojahedeen musulmans**. *Ils font de la propagande pour la lutte armée. Ils avancent que le combat n'est pas terminé et qu'on doit expulser totalement les impérialistes de l'Iran. Ce sont donc ces* **Mojahedeen musulmans** *qui représentent maintenant la fraction radicale de la petite bourgeoisie, alors que Khomeiny représente la petite bourgeoisie moyenne."*

Finalement, il existe tout un courant de droite à l'intérieur du mouvement religieux, dont le programme se réduit à demander l'application de la Constitution. Essentiellement, ce secteur réformiste du mouvement consacre tous ses efforts à contrôler le mouvement des masses et à les désarmer. Ils font de la propagande contre la violence et incitent les gens à rester chez eux tranquilles. Lors des manifestations, ils portent des brassards blancs et disposent à profusion de "walkie-talkie" pour contrôler la foule.

C'est ainsi que l'on peut schématiquement présenter le mouvement religieux en Iran, selon trois tendances plus ou moins polarisées, avec au centre Khomeiny et son programme vague à souhait.

"C'est là le problème avec Khomeiny. Par exemple, la république islamique; on ne peut voir nulle part une définition de ce que c'est. C'est juste un mot: république islamique, basée sur les lois du Coran. Qu'est-ce que ça va faire, cette république islamique? On en sait bien peu. Il a dit plusieurs fois que ce serait différent de l'Arabie saoudite, la Lybie, etc. Mais à quoi ça va ressembler? On ne le sait pas. C'est pourquoi il y a tant de monde dans les rues qui réclament la république islamique — parce que ça répond à leurs problèmes, c'est ce qu'ils pensent. Et c'est probablement pour ça que Khomeiny ne la définit pas. Car, aussitôt définie, il y a un secteur de la population qui va s'apercevoir que cette république islamique ne satisfait pas ses revendications."

A Téhéran le 5 novembre 1978: les masses en révolte renversent la statue du shah.

A propos de L'impérialisme et la révolution d'Enver Hoxha

La critique du révisionnisme moderne doit être menée à terme

Dans de nombreux pays à travers le monde, les marxistes-léninistes sont engagés dans une lutte résolue contre le révisionnisme moderne. Cette lutte est d'une grande portée historique, car la reconstruction d'authentiques partis communistes et d'un véritable mouvement communiste international dépend de son succès. Autrement dit, tout progrès réel dans la lutte révolutionnaire du prolétariat repose sur la victoire du marxisme-léninisme sur toutes les formes de révisionnisme (de déformation) que les opportunistes de toutes sortes tentent de faire subir à la théorie de la révolution prolétarienne.

Mais comment pourra-t-on savoir que le révisionnisme moderne — et ancien, car sur bien des points il ne se distingue guère l'un de l'autre — a été vaincu pour l'essentiel? Le test suprême de la victoire du marxisme-léninisme, c'est le rejet conscient et total par le prolétariat de toutes les solutions faussement qualifiées de marxistes-léninistes ou de prolétariennes, telles le révisionnisme khrouchtchévien, titiste ou chinois, telles l'eurocommunisme et la social-démocratie.

C'est aujourd'hui la tâche des communistes d'assurer cette victoire, par l'adoption d'une ligne et d'un programme qui se démarquent nettement du révisionnisme. Or, un tel résultat ne sera possible que par une analyse rigoureuse du mouvement communiste et de son action dans les années 30, 40 et 50, une analyse qui fasse apparaître aussi bien ses réussites que ses échecs. Tant que le mouvement communiste actuel n'aura pas une juste compréhension des facteurs qui ont conduit à la scission révisionniste des années 50, il ne lui sera pas possible de formuler le programme qui doit guider la lutte révolutionnaire du prolétariat et la conduire à la victoire.

Dans ce contexte, le livre d'Enver Hoxha intitulé L'impérialisme et la révolution, **récemment publié en plusieurs langues, revêt une grande importance. Il constitue en fait la première synthèse des principes marxistes-léninistes sur la révolution prolétarienne à paraître depuis la scission révisionniste des années 50. On peut être en désaccord avec certaines conclusions tirées par Enver Hoxha, mais on ne peut nier le fait que cet ouvrage pose en clair la nécessité de faire le point sur les acquis de la lutte contre le révisionnisme au cours des 20 dernières années.**

* * *

Personne ne peut plus nier aujourd'hui que le mouvement communiste a subi de terribles revers depuis la Deuxième Guerre mondiale. La victoire du révisionnisme dans le premier pays socialiste, l'URSS, constitue certes le plus important de tous. Car le parti de Lénine et de Staline, abandonnant le marxisme-léninisme, n'a pas seulement conduit l'URSS dans la voie du retour au capitalisme; il a fortement contribué à la dégénérescence des partis communistes du monde.

Au cours des années 60, il ne se trouvera que deux partis importants pour résister à la direction offerte par les révisionnistes khrouchtchéviens: ce sera le Parti communiste chinois (PCC) et le Parti du travail d'Albanie (PTA). C'est d'ailleurs dans le sillage de leur lutte que la grande majorité des groupes, organisations et partis marxistes-léninistes existant aujourd'hui sont nés.

Il est donc indéniable que, dès la fin des années 50 et tout au cours des années 60, le PTA et le PCC ont joué un rôle d'avant-garde dans la lutte contre le révisionnisme moderne, même s'il est devenu évident aujourd'hui qu'un grand nombre des organisations et partis qui ont adopté leur position — ou ont prétendu le faire — n'étaient marxistes-léninistes qu'en apparence.

La déchéance actuelle du PCC dans le révisionnisme, liée au fait que les forces marxistes-léninistes qui sont apparues dans le sillage de la lutte menée par le PCC et le PTA au cours des 20 dernières années, soient infestées d'éléments opportunistes et même contre-révolutionnaires, soulève à tout le moins la question des limites de la lutte contre le révisionnisme tout au cours de cette période.

C'est précisément le mérite de ce livre du camarade Hoxha d'entreprendre de lever le voile sur certains aspects du révisionnisme qui étaient demeurés inconnus ou ignorés de la grande majorité des communistes et du prolétariat jusqu'ici. Après avoir consacré la première partie de son ouvrage à l'analyse de la situation internationale et à la démonstration de la nécessité de la révolution prolétarienne — ce sur quoi nous reviendrons plus loin — Enver Hoxha s'attaque à la critique du révisionnisme chinois et à l'histoire de son développement. Tout en affirmant que son analyse demeure incomplète, il tire des conclusions qui ont, en revanche, toutes les apparences de positions définitives et indiscutables: Mao Zedong n'aurait jamais été un véritable marxiste-

La revue UNITÉ PROLÉTARIENNE a besoin de vos critiques

Un questionnaire sur la revue? Pourquoi? Tout simplement parce qu'une revue comme UNITÉ PROLÉTARIENNE ne peut se développer sans l'apport de ses lecteurs, sans nouer des liens étroits avec eux, sans connaître leurs critiques et leurs commentaires. Et la meilleure façon de nous faire connaître vos critiques c'est de les mettre par écrit et de les faire parvenir à la rédaction d'UNITÉ PROLÉTARIENNE.

Vos critiques, vos commentaires et suggestions, nous voulons les connaître, car nous croyons qu'ils peuvent servir à faire d'UNITÉ PROLÉTARIENNE une arme toujours plus tranchante entre les mains du prolétariat et des communistes de notre pays.

Qui doit répondre à ce questionnaire? Tous sans exception; ceux qui lisent la revue comme ceux qui la diffusent, ceux qui sont abonnés comme ceux qui aujourd'hui se procurent leur premier numéro, ceux qui ont des critiques négatives comme ceux qui ont des critiques positives à faire connaître... Tous, absolument tous.

Prenez 15 minutes de vos vacances et répondez au questionnaire, faites répondre vos amis à qui vous avez déjà distribué la revue, mettez le questionnaire à l'ordre du jour de votre cercle de lecteur et répondez-y collectivement. Bref, répondre au questionnaire ce n'est pas une question parmi d'autres, c'est un devoir pour tous ceux qui ont à coeur l'éducation communiste du prolétariat de notre pays.

Faites-nous parvenir vos réponses avant le 1er août

Le premier numéro d'automne de la revue rendra compte des réponses que nous aurons reçues et publiera également le point de vue de la rédaction.

Remplissez le questionnaire directement sur cette feuille, détachez les languettes, pliez en huit de façon à faire apparaître l'adresse, collez et postez sans timbre.

1. Quels articles avez-vous préféré dans la revue? Quels sont ceux que vous avez le moins aimé?

2. Le contenu de la revue est-il suffisamment lié à la conjoncture canadienne et internationale, en particulier depuis les derniers numéros?
   La revue a-t-elle suffisamment rendu compte des différents courants politiques actifs au Canada et en particulier au Canada anglais? Sinon comment devrait-elle le faire?

3. Comment avez-vous apprécié la série d'articles que nous avons publié sur le programme communiste? Par exemple ceux sur l'Etat bourgeois (no 9); sur le Canada impérialiste (no 10); sur les revendications immédiates du programme communiste (no 11); sur le prolétariat (no 12); sur la démocratie sous le socialisme (no 14). Ces articles vous ont-ils été utiles, ont-ils permis de clarifier des questions qui demeuraient sans réponse?

4. La revue a-t-elle suffisamment rendu compte de la lutte actuelle contre le révisionnisme dans le mouvement communiste international?
   Avez-vous apprécié les articles portant sur cette question comme ceux sur la théorie des trois mondes (no 10 et 12); sur les dirigeants actuels du Parti communiste chinois (no 12); sur le rétablissement du capitalisme en Chine (no 15)?
   La chronique **Le mouvement communiste international en marche** vous a-t-elle permis de mieux connaître les positions actuellement défendues dans le mouvement communiste? Avez-vous apprécié les présentations des textes?

5. Les éditoriaux ont-ils touché les questions les plus importantes selon vous? L'ont-ils fait correctement?

6. Portez-vous intérêt à la correspondance? les réponses de la rédaction vous ont-elles éclairées?

7. Trouvez-vous important que la revue fasse régulièrement la critique des principaux ouvrages politiques qui paraissent au Canada? Si oui, comment et quels ouvrages faudrait-il critiquer?

8. Y a-t-il des sujets et des questions qui, selon vous, devraient être abordés dans la revue ou que nous aurions dû traiter?
   Lesquelles?

9. Etes-vous d'accord avec le format actuel de la revue (8½x11)? Préférez-vous un autre format, lequel? Pourquoi?

10. Quelles critiques avez-vous à faire à la présentation de la revue (première page, présentation des articles, utilisation des photos et dessins)?

11. Que pensez-vous de la longueur des articles et de la longueur de la revue en général? Faut-il favoriser de plus courts articles?

12. Etes-vous d'accord avec une fréquence de parution à tous les deux mois? Pourquoi?

13. Lisez-vous la revue
    régulièrement?
    irrégulièrement?
    rarement?

14. Par où vous procurez-vous la revue?
    Par votre abonnement?
    Dans un stand à journaux, une librairie?
    Par un diffuseur ou aux librairies l'Etincelle ou The Spark?

15. L'étudiez-vous collectivement ou avez-vous l'occasion d'en discuter?

16. La diffusez-vous à vos amis, à votre lieu de travail? Si oui, où et en quelle occasion?

17. Seriez-vous intéressé à collaborer à la revue d'une manière ou d'une autre? (Par exemple en nous faisant parvenir de la documentation sur un sujet particulier, en nous envoyant une lettre sur la situation dans votre région, en faisant la critique d'un livre, etc.) Si oui, précisez (inclure vos nom et adresse).

détachez-ici

détachez-ici

#1

Réponses

Pliez-ici

Pliez-ici

Correspondances-réponse d'affaires

Se poste sans timbre au Canada



Le port sera payé par

Revue UNITÉ PROLÉTARIENNE
A/S Presses de l'Unité
4510 De La Roche
Montréal, P,Q. H2J 9Z9

léniniste et, sous sa direction, le PCC n'aurait pas non plus été un parti communiste.

Pour dire les choses comme elles sont, cette conclusion nous paraît à tout le moins brutale et assez difficile à endosser, même si elle s'appuie sur des faits indéniables et sur une argumentation articulée. Il est clair aujourd'hui que le PCC et Mao Zedong ont adopté sur certaines questions politiques et théoriques des points de vue qui s'éloignaient du marxisme-léninisme.

L'ouvrage d'Enver Hoxha en rapporte plusieurs, dont les plus importants concernent très certainement les rapports du prolétariat et de la paysannerie avec la bourgeoisie dans la période de l'édification socialiste. A la lumière des événements actuels, il devient évident que dès les années 50, le PCC a adopté une position conciliatrice à l'égard de la bourgeoisie; cette position a même été élevée au niveau d'une théorie dans l'ouvrage bien connu de Mao Zedong, intitulé **De la juste solution des contradictions au sein du peuple**, publié en 1957. Il est également clair, à la lumière principalement des événements qui ont entouré la Grande Révolution culturelle prolétarienne, que le PCC a connu des faiblesses importantes au niveau de sa vie interne; autrement dit, le PCC n'a pas toujours appliqué correctement le centralisme démocratique et la lutte pour le triomphe de la voie socialiste dans ses rangs en a été affectée.

Mais c'est une chose que d'affirmer que le PCC et Mao Zedong ont commis des erreurs, même graves; et c'est une autre chose que d'affirmer qu'ils ne furent jamais marxistes-léninistes. Quant à nous, nous ne sommes pas prêts à adopter cette dernière conclusion, qui signifie ni plus ni moins que le PCC n'a jamais été communiste, si ce n'est possiblement pendant les 15 premières années de son existence, c'est-à-dire jusqu'en 1935. L'histoire ne peut pas être ainsi balayée d'un simple trait de plume.

Ainsi le PCC a été admis dans les rangs du Komintern dès ses débuts et il y est demeuré jusqu'à la dissolution de celui-ci en 1943. Le PCC a été reconnu par tous les autres partis communistes jusqu'à la scission révisionniste khrouchtchévienne en 1956. Il a participé aux Conférences de Moscou en 1957 et en 1960; il y a même joué un rôle d'avant-garde dans la dénonciation de Khrouchtchev. Cela est une chose importante qui concerne directement la capacité du Komintern et des partis communistes de distinguer entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme. Cela est une question suffisamment grave pour qu'on ne s'aventure pas à la régler trop à la légère.

Mais il y a plus que cela. Il y a l'action même du PCC. C'est le PCC qui a dirigé la lutte de libération en Chine et l'a conduite à la victoire. C'est le PCC qui a donné sa direction à la lutte contre l'impérialisme et le fascisme japonais en Chine. C'est encore le PCC qui, après la défaite du Japon, a entrepris la lutte contre le parti de la bourgeoisie chinoise, alliée à l'impérialisme US, c'est-à-dire le Guomindang de Tchang Kai Tchek. Jusqu'à preuve du contraire, toutes ces luttes historiques et victorieuses ont été menées pour l'essentiel en conformité avec la ligne et le programme du Komintern. En passant, il n'est pas mauvais de rappeler que le Komintern avait un programme, adopté en 1928, que trop souvent on oublie de mentionner et auquel trop souvent on néglige de se référer quand il s'agit de faire le bilan des luttes passées des divers partis communistes.

En outre, quand il s'agit de faire la critique de l'action du PCC et celle de la ligne avancée par Mao Zedong, il faut prendre en considération qu'entre le début des années 50 jusqu'à la prise du pouvoir en Chine par le gang Houa-Deng, il s'est mené une lutte constante, au sein même du parti, entre la voie capitaliste et la voie socialiste. La Grande Révolution culturelle prolétarienne des années 60 et la lutte sur la question de la dictature du prolétariat au début des années 70 en ont été des manifestations certaines... quels qu'en aient été par ailleurs les résultats. Faut-il, par ailleurs, rappeler que cette situation n'était pas nouvelle au sein du mouvement communiste international et dans les rangs des partis qui le composaient. La lutte contre le révisionnisme s'est aussi menée en URSS et en Europe de l'Est, par exemple, dans les années 40 et 50; là aussi la voie capitaliste l'a finalement emporté... pour un temps encore indéterminé. Cela ne nous amène pas et ne doit pas nous amener à conclure que le Komintern est devenu révisionniste peu de temps après la mort de Lénine!

Finalement, il est reconnu par tous les marxistes-léninistes que le pouvoir est aujourd'hui détenu en Chine par des gens identifiés et combattus comme révisionnistes par Mao Zedong, entre autres, dès le début des années 50. Cela seul devrait suffire à éviter, dans l'analyse du Parti communiste chinois, de faire une identification trop étroite entre les erreurs du PCC et celles de Mao Zedong. Il est arrivé en effet à plus d'une occasion que le Parti communiste chinois adopte des positions combattues par Mao Zedong et toute analyse de la portée de l'oeuvre de ce révolutionnaire doit tenir compte de cette situation. Les gens qui sont aujourd'hui au pouvoir en Chine et qui, répétons-le, ont été combattus dès les années 50 comme révisionnistes, ont opéré de nombreux changements dans la politique intérieure et extérieure de la Chine, des changements qualitatifs à bien des égards et qui vont dans le sens de la voie capitaliste et pro-impérialiste. Cela n'est-il pas une indication que les révisionnistes ne détenaient pas le pouvoir antérieurement? C'est bien ce que nous pensons.

Ceci dit, il faut ajouter que nous pensons également que la victoire des révisionnistes en Chine n'est pas le fruit du hasard. Cela signifie que des erreurs ont été commises avant leur arrivée au pouvoir. Cela signifie que les partisans de la voie capitaliste étaient actifs au sein du Parti et de l'Etat en Chine avant 1976; cela signifie que la lutte contre ces partisans de la voie capitaliste n'a pas été menée avec succès. En conséquence, il faut identifier et critiquer les erreurs qui ont conduit à cette situation; cela fait partie de la lutte contre le révisionnisme, mais cela ne recouvre pas tous les aspects de cette lutte, loin de là.

Il ne fait pas de doute que le PCC a occupé une place particulière

dans le mouvement marxiste-léniniste. Pendant 20 ans, ce parti a été considéré comme le champion de la lutte contre le révisionnisme moderne par tous les marxistes-léninistes que nous connaissons, à commencer par notre propre Organisation et y inclus le PTA lui-même. En conséquence, le bilan de l'action de ce parti, l'analyse de sa ligne, la critique de son principal dirigeant Mao, revêtent une importance cruciale. Il s'agit d'une tâche immédiate à laquelle tous les marxistes-léninistes authentiques voudront honnêtement prendre une part active. Quand nous parlons ainsi, nous tenons à nous démarquer de ceux qui, comme le PCC(m.-l.), essaient de nous faire croire qu'ils n'ont jamais reconnu la "pensée mao tsé toung", alors qu'il n'y a pas 3 ans, ils criaient: "Mao est notre président"! Une fois de plus, nous tenons à attirer l'attention des communistes canadiens et étrangers sur les bizarreries de ce soi-disant parti. Nous tenons à leur dire que la cause du marxisme-léninisme ne profite pas à être "défendue" par des menteurs et des hypocrites, que les marxistes-léninistes n'ont pas intérêt à s'associer à ce genre de personnages douteux, qu'il n'y a pas lieu d'attendre 44 ans avant de se former une opinion sur le PCC(m.-l.), dont toute l'action et tous les écrits sont la preuve irréfutable qu'il s'agit là d'une racaille puante et détestable.

* * *

Cependant, nous persistons à croire que la question de Mao et du PCC demeure indissociable de la critique du révisionnisme moderne dans son ensemble. Nous persistons à croire qu'il ne suffit pas de faire, d'un côté, la critique de Khrouchtchev et, de l'autre, celle de Mao. Il ne suffit pas de faire , d'un côté, la critique de Browder et, de l'autre, celle de Tito. Cette voie ne peut pas conduire à une compréhension véritable du révisionnisme moderne, ni de ses sources; cette voie ne peut pas conduire à une victoire significative sur le révisionnisme.

Un exemple illustrera notre propos. Beaucoup de marxistes-léninistes sont de plus en plus d'accord pour affirmer que le PCC (chinois) avait dès les années 40 et 50 une conception erronée de la dictature du prolétariat. La "démocratie nouvelle" telle que l'avait définie Mao devait conduire le prolétariat à la collaboration de classe avec la bourgeoisie plutôt qu'à l'hégémonie de la classe ouvrière au sein de son alliance avec la paysannerie, et à la dictature sur la bourgeoisie. L'évolution présente de la situation en Chine est éclairante à cet égard.

On doit toutefois s'étonner que ce ne soit qu'aujourd'hui, en 1979, que nous ayons une conscience nette de ce problème. En effet, la "démocratie nouvelle" du PCC a beaucoup en commun avec les régimes de "démocratie populaire" mis en place dans divers pays de l'Europe de l'Est dès les années 40, avant même que le PCC ne prenne le pouvoir en Chine. Quelle que soit la position qu'on adopte sur la "démocratie nouvelle" en Chine, il est évident qu'on ne peut procéder à une analyse de cette position adoptée par le PCC sans en même temps faire la critique de la "démocratie populaire" telle qu'elle a été appliquée dans de nombreux pays de l'Europe de l'Est. Agir autrement ne conduirait qu'à camoufler certaines erreurs pour en mettre d'autres en valeur, et ainsi à fausser le sens d'une véritable critique du révisionnisme sur ce terrain.

On critique le PCC pour avoir accepté l'existence de partis bourgeois en Chine après la libération de 1949; on critique encore davantage Mao Zedong pour avoir affirmé que ces partis devaient exercer leur "-contrôle" sur le parti communiste. Là aussi on critique à juste titre une déviation grave à l'égard du marxisme-léninisme sur la dictature du prolétariat. Mais que faut-il penser alors de l'unification des partis communistes avec les partis "socialistes" issus de la IIe Internationale, dans certains pays de l'Europe de l'Est tout de suite après la Deuxième Guerre mondiale? N'était-ce pas là une autre forme de collaboration avec la bourgeoisie, avec des partis de la bourgeoisie? N'a-t-on pas là une des bases concrètes sur lesquelles le révisionnisme a trouvé à prendre appui par la suite?

On pourrait aligner d'autres exemples du même genre qui illustreraient que les erreurs commises par le PCC ou que les déviations qu'on trouve dans les ouvrages de Mao Zedong, ne sont pas uniques dans l'histoire du mouvement communiste international. Ce que nous venons de dire montre incidemment que certaines erreurs commises par le PCC après la dissolution du Komintern, l'avaient été par d'autres partis dans d'autres pays alors même que le Komintern existait toujours ou qu'il venait à peine d'être dissous. Ce que nous voulons démontrer ainsi, c'est que la critique du révisionnisme moderne restera insatisfaisante, incomplète, tant et aussi longtemps qu'elle sera réduite à critiquer certains individus et à en glorifier d'autres, à accabler certains dirigeants de toutes les erreurs et à en faire apparaître d'autres comme des héros moyenâgeux, "sans peur et sans reproche".

La révolution prolétarienne n'est justement pas une épopée où des chevaliers idéalisés affrontent de méchants hobereaux! Le marxisme-léninisme n'a rien à voir avec cette dichotomie où le blanc pur s'oppose irrémédiablement au noir le plus éclatant. Et ce n'est pas en présentant les choses ainsi que les communistes vont faire l'éducation du prolétariat. N'est-ce pas Staline lui-même qui disait que les véritables partis communistes se reconnaissent à leur capacité de critiquer leurs propres erreurs? Marx, Engels, Lénine et tous les grands dirigeants du prolétariat révolutionnaire n'ont jamais agi autrement: ils ont reconnu leurs erreurs et ils ont reconnu que la lutte pour le socialisme ne pouvait pas se développer sans erreur. Cela est particulièrement vrai aux époques où le prolétariat et les communistes sont placés devant des situations nouvelles où ils doivent appliquer pour la première fois les principes marxistes-léninistes afin d'avancer dans la voie du socialisme. Cela aussi illustre la nécessité d'examiner constamment l'action passée du mouvement ouvrier et du mouvement communiste afin d'en tirer des enseignements pour l'action actuelle.

Or, il arrive ceci qu'après bientôt 25 ans de lutte contre le ré-

visionnisme moderne, dont les racines remontent à tout le moins aux années 40 et même aux années 30, aucun bilan n'a encore été fait du Komintern, aucune analyse rigoureuse n'a été faite de son action pendant les 24 années de son existence, ni de sa dissolution en 1943.

On s'est d'abord contenté de défendre Staline contre Trotsky et ses autres détracteurs. Cela était tout à fait justifié, mais insuffisant. Aujourd'hui on s'attaque à la tâche de faire la critique de Mao et de nouveau cela fournit l'occasion de défendre Staline. Nous croyons que le temps est plus que venu d'abandonner ce genre d'opposition entre les leaders du mouvement ouvrier, où il s'agit de les comparer à Staline pour mesurer la profondeur de leur déchéance. La stagnation elle-même du mouvement communiste depuis plus de 25 ans devrait suffire à convaincre quiconque que cette méthode est sans issue.

* * *

Le prolétariat mondial est aujourd'hui riche d'une expérience de lutte politique qui remonte à la Commune de Paris en 1871. Depuis lors, la lutte du prolétariat a pris de multiples formes; elle a atteint des niveaux de développement divers; elle a connu de grandes victoires et subi des revers importants. Plus concrètement, les masses ouvrières ont expérimenté les luttes parlementaires, les luttes insurrectionnelles; dans certains pays, à commencer par l'URSS, le prolétariat s'est emparé du pouvoir d'Etat et a instauré la dictature du prolétariat. Ailleurs, le prolétariat a mené la lutte dans des pays de démocratie bourgeoise, dans des colonies, dans des pays sous domination étrangère. Il a mené la lutte en temps de paix et en temps de guerre; il a lutté sous le fascisme et il a lutté contre le fascisme. Il a conclu diverses alliances, avec la paysannerie dans la plupart des cas, et même avec la bourgeoisie nationale dans d'autres; il s'est même retrouvé impliqué dans une alliance de pays impérialistes et socialiste contre les pays de l'Axe fasciste pendant la Deuxième Guerre mondiale...

Toutes ces formes multiples de la lutte du prolétariat pour son émancipation sont d'une richesse inouïe par les enseignements qu'on peut en tirer, autant des victoires qu'elles ont produites que des défaites qu'elles ont connues. Mais ces leçons, encore faut-il se donner la peine de les dégager. Il faut analyser l'histoire sur la base des faits, sur la base des résultats obtenus, et à la lumière du matérialisme historique, à la lumière du marxisme-léninisme. C'est précisément le premier devoir des communistes de rendre au prolétariat les enseignements de sa lutte passée, afin que sa lutte présente fasse de réels pas en avant.

Les questions qui aujourd'hui confrontent le prolétariat ne sont pas nouvelles. La plupart se sont même présentées plus d'une fois depuis un siècle. Le prolétariat ne serait-il pas mieux armé pour fixer sa ligne de conduite s'il pouvait s'appuyer sur les leçons du passé? Cela est vrai de la question de la guerre, de celle de la lutte pour l'indépendance, de celle de la lutte anti-impérialiste, de celle de la lutte antifasciste; cela est vrai également des alliances de classes, de l'instauration de la dictature du prolétariat, de la démocratie prolétarienne, de la vie du parti, du centralisme démocratique et de combien d'autres questions d'importance pour le succès de la révolution prolétarienne.

D'ailleurs, l'histoire même du mouvement communiste est la démonstration que celui-ci a fait des progrès quand il s'est donné la peine de tirer les leçons de son action antérieure, de s'appuyer sur ses succès et d'éviter de répéter les erreurs passées. Lénine, à cet égard, fournit des leçons de matérialisme qu'il convient de remettre en valeur: il a su éviter l'idéalisme dans la critique des erreurs des autres communistes. Ainsi, les critiques extrêmement dures qu'il a formulées à l'égard de Plékhanov et de Kautsky, par exemple, ne l'ont jamais conduit à conclure que ces gens n'avaient jamais été marxistes; non, il a dit clairement qu'ils avaient été marxistes, mais qu'ils avaient dévié de la juste application du marxisme, qu'ils s'étaient enfoncés dans leurs erreurs. On pourrait multiplier les exemples de ce genre.

Or, la lutte contre le révisionnisme moderne s'est le plus souvent menée jusqu'ici dans des termes qui font une large place à l'idéalisme, à la métaphysique: on prononce des décrets au mépris de la réalité, parce qu'on réduit celle-ci aux seuls aspects qui servent la position qu'on défend. C'est ainsi qu'on a accordé tellement d'attention à la critique de Tito et de Khrouchtchev depuis les années 50 qu'on en a totalement oublié de faire le bilan de l'action du Komintern, des partis qui l'ont composé et, en particulier, du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) et de Staline qui a présidé à sa dissolution.

Depuis ce temps, le Komintern, le PCUS d'avant 1953 et Staline sont devenus des sujets tabous. Eh bien! Le Komintern a existé de 1919 à 1943; il avait un **programme** et des **statuts**; il a tenu plusieurs congrès dont le 7e en 1935 qui fut le dernier; il a adopté de nombreuses résolutions, y compris des résolutions relatives à la lutte menée par le PC chinois. Après la dissolution du Komintern, les partis communistes et ouvriers ont conservé des liens étroits; le Kominform a existé de 1948 à 1956; encore là, des décisions ont été prises, des gestes ont été posés; en particulier, le PCUS a généralement utilisé ses propres congrès pour faire connaître ses positions aux autres partis...

Tout cela fait partie de l'histoire du mouvement communiste, tout cela appartient à la classe ouvrière qui doit pouvoir y puiser les enseignements positifs et négatifs qui lui permettront de mieux orienter la poursuite de sa lutte pour le socialisme. Il n'appartient à personne, surtout pas aux communistes, de faire le "black-out" total sur près d'un demi-siècle d'histoire, surtout que les luttes ouvrières y ont été particulièrement importantes, nombreuses et remplies de leçons inestimables. Le silence des communistes sur cette période ne sert en fait que la bourgeoisie qui peut allègrement poursuivre sa propagande réactionnaire, avec le concours zélé des trotskystes, propagande qui consiste à réduire cette partie de l'histoire du mouvement ouvrier à celle d'une espèce de grande noirceur fasciste. Face aux déformations bourgeoises de l'histoire du mouvement ouvrier, du

mouvement communiste notamment, il ne s'agit pas de fournir des "contre-déformations" ou de garder le silence. Il s'agit de rétablir la vérité historique, certains héros dussent-ils y perdre quelques plumes. Ce qui importe bien davantage que les plumes des héros, c'est que le prolétariat y gagne dans sa capacité de lutter victorieusement pour le socialisme.

* * *

Comme le mentionne l'ouvrage du camarade Hoxha, la situation à laquelle le prolétariat et les communistes font face à travers le monde est très complexe. Comme le rappelle justement Hoxha également, le guide fondamental demeure aujourd'hui le même que Lénine a établi dans son ouvrage **L'impérialisme, stade suprême du capitalisme**, à savoir que nous vivons à l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne. On doit reconnaître le grand mérite d'Enver Hoxha de rappeler fort à propos ce principe essentiel dont l'abandon a été la raison de la déchéance de nombreux partis dans le révisionnisme tout au cours du siècle et jusqu'à tout récemment. Cependant, il ne suffit pas de réaffirmer un principe juste. Ce qui importe en pratique, c'est d'en déterminer l'application dans les conditions actuelles.

Il arrive effectivement que, dans les divers pays du monde où la lutte pour le socialisme est à l'ordre du jour, les conditions diffèrent grandement. On ne peut concevoir la lutte pour le socialisme exactement dans les mêmes termes dans un pays capitaliste avancé et dans un pays dominé où la grande majorité de la main-d'oeuvre se trouve encore employée dans l'agriculture. Cependant, dans un cas comme dans l'autre, la conclusion de Lénine s'applique toujours, à savoir que nous vivons à l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne. Or, il appert que cette conclusion de Lénine est souvent l'objet d'interprétations diverses qui en masquent le sens réel. Quand Lénine affirmait au début du siècle cette conclusion, il affirmait qu'à l'échelle du monde l'impérialisme était en voie d'établir sa domination, même dans les pays où le capitalisme était peu développé, d'une part, et il affirmait que dans cette situation, il appartenait au prolétariat mondial de prendre la direction des luttes révolutionnaires afin de les conduire à terme, c'est-à-dire au socialisme, d'autre part.

Il arrive encore aujourd'hui qu'on établisse des distinctions entre la révolution prolétarienne, d'une part, et d'autres types de révolution, telle la révolution de libération nationale, telle la révolution démocratique, telle la révolution anti-impérialiste ou antifasciste, d'autre part. C'est là une interprétation incorrecte du principe établi par Lénine. La révolution prolétarienne n'est pas la révolution socialiste. La révolution prolétarienne désigne une époque historique et elle s'applique à l'échelle du monde. Cette considération n'est pas sans effet pratique. Elle signifie concrètement qu'il appartient au prolétariat d'offrir une direction à tous les mouvements révolutionnaires à l'échelle du monde. Et cette direction, le prolétariat doit l'offrir même si dans certains pays et dans certaines régions du monde la révolution prolétarienne devra traverser des étapes démocratiques ou de libération nationale, qu'elle n'a pas à franchir dans les pays capitalistes avancés.

La question qui se pose alors, c'est celle de savoir comment le prolétariat international peut arriver à exercer une direction sur les différentes formes que prend la lutte du prolétariat et des peuples dans les diverses régions du monde. La réponse à cette question, Lénine l'a également apportée, s'appuyant sur les enseignements de Marx et d'Engels à cet égard. Cette réponse, c'est l'organisation internationale du prolétariat sur un programme qui définit les tâches du prolétariat dans les conditions actuelles de notre époque et les tâches particulières suivant les différents types d'économie et de rapports sociaux qui existent dans les diverses régions du monde.

Comme nous l'avons dit antérieurement, le prolétariat et les masses populaires rencontrent des situations fort diverses suivant les pays où ils mènent la lutte pour leur émancipation. Mais, dans tous les cas, le point de vue de la révolution prolétarienne doit triompher, autrement les mouvements révolutionnaires de divers types qui existent à l'heure actuelle sont condamnés à l'échec. Que ce soient les luttes antifascistes, que ce soient les luttes de libération nationale, que ce soient les luttes anti-impérialistes, l'expérience des 50 dernières années a fait amplement la preuve que sans une direction prolétarienne, ces luttes sont condamnées à tout simplement placer de nouvelles bourgeoisies au pouvoir, nouvelles bourgeoisies qui n'auront d'autre souci que de se lier le plus rapidement et le plus étroitement possible avec les forces impérialistes mondiales afin d'assurer leur propre développement, même si elles doivent par ailleurs en subir des conséquences négatives. Affirmer que nous vivons à l'époque de l'impérialisme, c'est précisément affirmer que le monde entier ne peut éviter de tomber sous le joug de l'impérialisme à moins de mener la lutte pour l'abolition du capitalisme jusqu'à son terme, car c'est la loi même du développement capitaliste de conduire au stade impérialiste. Et ce stade, il est atteint aujourd'hui et tout retour en arrière est impossible.

Les diverses situations auxquelles font face les masses laborieuses et le prolétariat dans les divers pays aujourd'hui ne sont pas des situations nouvelles dans la grande majorité des cas. Nous l'avons vu antérieurement, les masses laborieuses, les partis communistes ont déjà eu à affronter des situations de lutte contre le fascisme, de lutte parlementaire, de lutte de libération nationale. Pour pouvoir aujourd'hui appliquer correctement les enseignements du marxisme-léninisme aux situations diverses que le prolétariat rencontre dans les diverses régions du monde, les communistes doivent s'appuyer sur les leçons pratiques que les luttes menées antérieurement, dans des conditions comparables, permettent de tirer.

Encore une fois, nous sommes ramenés à la question de l'évaluation de la lutte des communistes et d'une façon plus générale, du prolétariat tout entier à l'époque où le Komintern existait et également

dans la période qui a suivi sa dissolution et qui a précisément été celle de la grande scission révisionniste moderne.

Alors que des marxistes-léninistes dans divers pays posent la question des étapes dans la lutte pour parvenir au socialisme, alors que certains posent des étapes de lutte antifasciste, anti-impérialiste et démocratique dans des pays capitalistes avant de parvenir à l'étape de la lutte pour la dictature du prolétariat, il est particulièrement important de faire une analyse concrète de l'application de semblables stratégies dans le passé. Voilà une première raison pour laquelle le bilan de l'action du Komintern et de l'action des communistes suite à sa dissolution est essentiel.

Par ailleurs, la nature même de la révolution prolétarienne qui est caractérisée essentiellement par le fait que c'est la révolution dirigée par le prolétariat à l'échelle mondiale, pose directement le problème de la nature des liens qui doivent unir les communistes à l'échelle du monde. Si on se réfère aux enseignements du marxisme-léninisme, depuis Marx et Engels jusqu'à Lénine et Staline dans la période qui a précédé la dissolution du Komintern, on constate une attitude permanente sur cette question. La révolution prolétarienne sera l'oeuvre des masses populaires dirigées par le prolétariat. Or, le prolétariat a essentiellement les mêmes intérêts à l'échelle du monde et c'est organisé à l'échelle internationale qu'il pourra véritablement assumer la direction des luttes révolutionnaires de notre époque et les conduire dans la voie du socialisme. Ce n'est qu'à partir de 1943 que les communistes ont rompu en pratique avec cette conception. La question se pose aujourd'hui de faire l'analyse de cette décision. Les résultats obtenus dans les divers pays et à l'échelle du monde en ce qui concerne la lutte pour le socialisme sont le principal terrain sur lequel cette analyse doit être faite. Il est indéniable que depuis la dissolution de l'Internationale, le nationalisme et le chauvinisme dans certains cas ont fait des ravages importants dans les rangs du prolétariat et même parmi les communistes, y compris au sein du nouveau mouvement marxiste-léniniste. Il serait incorrect de ne pas signaler la coexistence de ces deux facteurs, c'est-à-dire la dissolution de l'Internationale et la montée du nationalisme dans les rangs du mouvement communiste.

* * *

Le livre du camarade Hoxha demeure une importante contribution au débat de fond que les communistes doivent aujourd'hui mener à terme pour débusquer le révisionnisme dans tous ses retranchements. Il rappelle justement le principe fondamental formulé par Lénine, et sur lequel Staline et les communistes du Komintern ont basé leur action, à savoir que nous vivons à l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne.

Il fournit également une critique vivante de la déchéance dans laquelle les dirigeants révisionnistes du PCC sont tombés aujourd'hui. Il présente un dossier assez lourd sur les erreurs qui ont entravé l'action du PCC dans le passé et qui expliquent sa déchéance d'aujourd'hui.

Tout cela constitue, à nos yeux, d'importantes contributions à la lutte en cours contre le révisionnisme moderne. Cela ne fait pas le moindre doute.

Mais, les marxistes-léninistes ne peuvent pas s'arrêter là. L'examen des erreurs qui ont conduit au révisionnisme moderne, l'analyse de leur source doit être poussée plus loin, jusqu'au point où il sera possible d'établir la voie que le prolétariat doit adopter à l'échelle du monde et dans les divers pays pour pousser plus loin sa lutte pour le socialisme. Il s'agit ni plus ni moins, sur la base de l'expérience passée, sur la base de l'évaluation des acquis historiques de la lutte pour le socialisme, de formuler le programme de la révolution prolétarienne qui réponde aux conditions actuelles et qui tienne compte de l'expérience passée de cette lutte. Ce qui est important, ce qui est crucial pour l'avenir de la révolution, c'est que les communistes soient capables de fournir au prolétariat la voie de son émancipation. Et cela concerne toute la question du programme communiste pour la révolution prolétarienne, qui est à l'ordre du jour à l'échelle du monde.

En d'autres termes, la lutte contre le révisionnisme demeurera inachevée tant et aussi longtemps que les communistes n'auront pas clairement établi leur programme, tant qu'ils n'auront pas clairement établi comment celui-ci se démarque essentiellement des programmes révisionnistes, sociaux-démocrates, nationalistes bourgeois, etc. Telle est la tâche primordiale qui attend le mouvement communiste international à l'heure qu'il est. C'est sur cette base, et sur cette base seulement, que les communistes du monde pourront réaliser de nouveau leur unité combattante, une unité de principes, dans un véritable esprit d'internationalisme prolétarien. C'est d'ailleurs ce qu'ils ont fait au temps de Marx et d'Engels et au temps de Lénine et Staline... jusqu'à l'éclatement de leur unité à partir de la Deuxième Guerre mondiale, suite à laquelle le mouvement communiste a connu de si grandes défaites, dont il ne s'est pas encore complètement remis aujourd'hui.

Le moment est plus que venu de s'attaquer franchement et avec enthousiasme à cette situation afin de transformer les défaites récentes en victoires, en retrouvant les enseignements authentiques du marxisme-léninisme derrière toutes les déformations qu'on lui a fait subir au cours des 20 dernières années.

Cette tâche n'est pas de celles dont on peut se dérober. Elle concerne l'avenir de la révolution socialiste. Elle nous est commandée par les intérêts fondamentaux du prolétariat. Plus exactement, elle est une tâche qui repose sur les épaules de tous les communistes du monde à l'heure actuelle. Elle est une tâche devant laquelle personne n'est en droit de se dérober, sous prétexte que d'autres devraient s'y employer et répondre aux questions que pose l'action révolutionnaire aujourd'hui. C'est de la contribution de tous les communistes du monde, de tous les partis et organisations déjà existants et ceux qui seront créés dans les années à venir, que viendra cette évaluation de la lutte passée et cette application du marxisme-léninisme aux conditions actuelles.

Milton Friedman à la rescousse de la bourgeoisie canadienne

En février 1978, les premiers ministres provinciaux et M. Trudeau s'entendaient pour diriger leurs attaques principales contre les travailleurs du secteur public. Sept mois plus tard, au sommet international de Bonn, les dirigeants des principaux pays impérialistes occidentaux s'entendaient pour diriger une attaque générale contre leur peuple respectif, afin soi-disant, de lutter contre l'inflation et pour maintenir un niveau de croissance industrielle acceptable.

Deux conférences, l'une interprovinciale et l'autre internationale, dont M. Trudeau fait la synthèse dans un discours télévisé, fin août, à son retour de Bonn. Il présente alors aux Canadiens son "plan de relance économique", qui comprend des priorités économiques axées sur une cible principale: les conditions de travail des travailleurs du secteur public. Des coupures de $2 milliards dans les dépenses gouvernementales sont prévues afin de dégager des ressources pour "stimuler l'économie"; celles-ci vont se concrétiser par un gel des effectifs dans les services publics fédéraux et même une réduction du personnel.

Les discours sur la réduction du rôle de l'Etat dans l'économie sont repris actuellement par de plus en plus de bourgeois au pays, stigmatisés par les critiques du nouveau premier ministre Joe Clark qui a accusé le Parti libéral et l'ancien premier ministre Trudeau d'être mous face aux coupures nécessaires dans les services publics. Trudeau parlait-il de milliers de mises à pied chez les fonctionnaires fédéraux, Clark dénonce sa mollesse et nous promet maintenant 60,000 mises à pied. Et dans cette campagne réactionnaire contre les droits et les conditions de vie des employés des services publics et contre le peuple canadien en général, les théories d'un économiste bourgeois renommé, Milton Friedman, servent de justification idéologique aux gestes de l'Etat canadien.

Milton Friedman: le retour au capitalisme "sauvage"

Au moment où en Californie les "contribuables" adoptaient la proposition 13 qui réduit le pouvoir de taxation du gouvernement de cet Etat, ici au Canada quelques journaux mettaient en vedette un célèbre économiste bourgeois, Milton Friedman. Prix Nobel d'économie en 1977, Milton Friedman n'est pas le dernier venu dans le cercle des idéologues bourgeois; il est le chef de file du courant néo-classique appelé "l'école de Chicago", qui reprend les principes idéologiques du "laisser-faire", systématisés par les économistes des 18e et 19e siècles, Adam Smith, Malthus, Ricardo, et dont Marx a critiqué les thèses dans ses travaux sur l'économie politique. Membre de l'état-major du National Bureau of Economic Research, l'un des plus importants groupes de conseillers de l'Etat américain, il a été président de l'American Economic Association, et fait partie du groupe des consultants du Federal Reserve Board, l'institution qui régit le système monétaire américain. Il a conseillé le Parti républicain depuis 1956 et a joui de la confiance du président Nixon durant son règne à la Maison-Blanche. A la fin des années 40, il a été chargé de mission auprès de l'Organisation de coopération et de développement économique, dans le cadre du plan Marshall d'expansion de l'impérialisme américain en Europe.

Aujourd'hui, il est l'éminence grise sur le plan économique du régime fasciste de Pinochet, qui s'enlise de plus en plus dans une inflation, un chômage et une crise insoutenables. Mais que vient faire ce bandit diplômé dans les politiques de la bourgeoisie canadienne? Eh bien, dans ses travaux, Friedman a déjà systématisé le discours idéologique par lequel l'Etat justifie ses attaques actuelles contre les travailleurs du secteur public, les chômeurs, les assistés sociaux et d'autres. En fait, Friedman a restructuré dans ses publications la politique du "laisser-faire", qu'Adam Smith appelait au 18e siècle la "main invisible"; cette "main invisible" réfère à "l'équilibre naturel" amené par les forces du "marché libre", gage de l'harmonie économique; c'est l'idéologie du capitalisme concurrentiel des 18e et 19e siècles qui, dès la fin du 19e siècle, se transformait en capitalisme monopoliste, et qui aujourd'hui s'est développé par l'intervention croissante de l'Etat. Mais quelle est donc cette théorie de Friedman, qui l'a rendu si célèbre? Pour le savoir, nous reviendrons tout d'abord à son ouvrage le plus général, celui où il expose le plus "profondément" sa pensée, et dont le titre, à lui seul, est tout un programme: **Capitalisme et liberté**(1).

Critiquant un passage d'un discours de John F. Kennedy qui affirmait: *"Ne vous demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, demandez-vous ce que vous pouvez faire pour votre pays"*, le bonze de l'école de Chicago affirmait ce qui suit:

"L'homme libre ne se demandera pas ce que son pays peut faire pour lui, ni ce qu'il peut faire pour son pays. Il demandera plutôt "Que pouvons-nous faire, moi et mes compatriotes, à travers le gouvernement" afin de nous acquitter de nos responsabilités, afin d'atteindre nos buts et nos objectifs, et surtout de protéger notre liberté? Et cette question sera suivie d'une autre: comment pouvons-nous faire en sorte que le gouvernement que nous avons créé ne devienne pas un Frankenstein détruisant la liberté qu'il serait supposé protéger?" (2)

Le point de vue de Friedman est clair: le gouvernement est un monstre qui menace notre liberté. Il faut donc réduire son rôle et décentraliser ses pouvoirs.

"Premièrement, le champ d'action du gouvernement doit être limité. Sa fonction principale doit être de protéger notre liberté lorsqu'elle est

menacée par des ennemis extérieurs ou par nos propres concitoyens: de préserver la loi et l'ordre, de promouvoir les contrats privés, de développer des marchés compétitifs. (...)

Le deuxième principe fondamental est que le gouvernement doit être décentralisé. Si le gouvernement doit exercer son pouvoir, mieux vaut qu'il le fasse au niveau du comté qu'au niveau de l'Etat, mieux vaut qu'il le fasse au niveau de l'Etat qu'à Washington." (3)

Pour justifier une politique de coupure dans les services sociaux, le maintien de la loi et de l'ordre, le retour à la libre concurrence et la lutte contre les "ennemis extérieurs" et "intérieurs", Milton Friedman se présente comme un défenseur de la liberté. Mais de quelle liberté s'agit-il donc?

On en aura une idée plus claire en apprenant que pour Friedman l'histoire de l'humanité n'a été que tyrannie, servitude et misère; le 19e siècle et le début du 20e siècle en Occident ont constitué les seules exceptions privilégiées ("striking exceptions") à cette règle. Et la liberté politique qui aurait existé alors était liée au marché libre et au développement des institutions capitalistes.

Friedman fait l'apologie de l'essor du capitalisme du 19e siècle, que Marx a analysé magistralement dans **Le Capital**, et qui fut en fait l'histoire de la liberté pour la bourgeoisie naissante, liberté de marché, liberté d'exploiter la classe ouvrière, jusqu'au sang, liberté d'exploiter même le travail des enfants qui mouraient par centaines dans les usines du capital en pleine expansion. Mais, pour le prolétariat naissant, cette nouvelle "liberté", ce n'était que la liberté de vendre sa force de travail pour pouvoir à peine survivre, ce n'était que le passage à une nouvelle forme d'esclavage, l'esclavage salarié. Et au moment où la libre concurrence se transformait en son contraire, en capital monopoliste, les capitalistes exportaient avec leurs capitaux la même exploitation partout dans le monde. Cette histoire, M. Friedman a évidemment intérêt à l'oublier, lui qui vit du sang du peuple chilien...

Mais pour comprendre ce qui amène la bourgeoisie à se référer aujourd'hui à un économiste qui prône la réaction ouverte, sans déguisement, et le retour à la libre concurrence, il importe de revenir à la source de la faillite économique du capitalisme depuis la Deuxième Guerre mondiale. Car, si les principes de Friedman deviennent plus populaires de ce côté-ci de la frontière, c'est que devant l'exacerbation de la crise, la bourgeoisie canadienne doit opérer une rupture avec les principes économiques qui l'ont guidée depuis près de 40 ans, et que l'on retrouve dans les oeuvres d'un autre économiste bourgeois célèbre, John Maynard Keynes.

John Maynard Keynes et l'apologie du capitalisme monopoliste d'Etat

C'est en février 1936 que J. M. Keynes publiait son célèbre ouvrage **The General Theory of Employment, Interest and Money** (4), bible idéologique des tenants du capitalisme monopoliste d'Etat. L'économie capitaliste mondiale, à peine sortie du krach de 1929, était encore soumise aux mêmes contradictions qui l'avaient bouleversée entre 1929 et 1933; chaque bourgeoisie impérialiste tentait de se sortir du gouffre en intensifiant l'exploitation de "sa" classe ouvrière et en tentant de percer les marchés de ses concurrents, tout en élevant des tarifs élevés pour préserver son propre marché. En même temps, la militarisation des économies nationales préparait le passage de la guerre économique à la guerre militaire, tandis que se développait l'intervention croissante de l'Etat dans l'économie.

Keynes justifiait l'intervention croissante de l'Etat sur la base de l'analyse de la crise de 1929-33, et avançait l'idée que l'Etat devait pallier aux faiblesses du marché en période de récession en augmentant par ses dépenses la demande globale, ce qui créerait des emplois et diminuerait le chômage; en même temps, l'Etat devrait réduire les impôts pour que les gens aient plus d'argent à dépenser. Par sa politique monétaire, le gouvernement devait influencer les investissements des capitalistes en réduisant les taux d'intérêt, c'est-à-dire le coût des emprunts, et en augmentant la masse monétaire, il pouvait aussi stimuler la demande.

En période de boom économique, accompagné de pressions inflationnistes, l'Etat devait faire le contraire, c'est-à-dire diminuer ses dépenses, hausser les impôts, augmenter les taux d'intérêt et diminuer la masse monétaire; ainsi, les consommateurs auraient moins d'argent à dépenser, le coût plus élevé des emprunts découragerait certains investisseurs et la restriction de la masse monétaire diminuerait la demande en réduisant les moyens de circulation.

Ces techniques d'intervention de l'Etat sont liées à l'analyse que Keynes faisait de la crise capitaliste; pour lui les "déficiences" de la société bourgeoise sont dues non pas à la nature du capitalisme mais à la mentalité des hommes; aussi, les politiques monétaires et fiscales doivent-elles agir sur leur mentalité et encourager la demande en biens de consommation et moyens de production.

Keynes recommande aussi l'accroissement de la consommation parasitaire et du gaspillage des classes régnantes, l'augmentation des dépenses militaires et des autres dépenses improductives de l'Etat. C'est de cette façon, pense-t-il, que les crises de "sous-consommation" (selon son approche) peuvent être résolues. Or, comme nous le rappelle justement le **Manuel d'économie politique**:

"La théorie de Keynes n'est pas fondée. L'insuffisance de la demande en objets de consommation est due non point à une mythique "tendance des hommes à l'épargne", mais à l'appauvrissement des travailleurs. Les mesures proposées par Keynes soi-disant pour assurer le plein emploi de la populaiton — inflation, augmentation des dépenses improductives pour la préparation et la conduite des guerres — conduisent en réalité à un nouvel abaissement du niveau de vie des travailleurs, à la contraction du marché et à l'extension du chômage." (5)

Cette analyse dégage les sources de la faillite des principes keynésiens qui amènent les bourgeoisies impérialistes à les remettre aujourd'hui en question partout dans le monde. La théorie keynésienne a connu ses heures de gloire depuis 1936, alors que les Etats bourgeois devenaient dans la plupart des pays impérialistes une force de plus en plus importante dans l'économie nationale; tant par ses budgets et ses commandes, sa prise en mains de secteurs stratégiques de l'économie comme les transports (Canadien national, Air Canada), les services (Hydros-Québec et Ontario) et ses interventions directes dans certaines activités de production (Petro-Canada, Canadair, la potasse en

Saskatchewan, l'amiante au Québec etc.), et surtout par sa participation **déterminante** à la militarisation de la société. Mais la militarisation de l'économie et l'accroissement de la consommation parasitaire en général, qui ont nécessité l'accroissement du budget de l'Etat, son endettement effréné et le recours à la planche à billets pour financer ses achats aux monopoles, ont entraîné une dévalorisation constante de la monnaie, une baisse du pouvoir d'achat des masses, c'est-à-dire une inflation permanente de plus en plus élevée. A tel point qu'aujourd'hui la théorie keynésienne a perdu des plumes et même ses ailes devant l'existence simultanée d'une crise économique accompagnée d'une forte inflation, phénomène que les économistes bourgeois ont baptisé "stagflation", c'est-à-dire stagnation et inflation simultanées.

Aujourd'hui, les théories de Keynes, qui prétendaient éviter les crises de surproduction, ont démontré leur faillite totale. Mais surtout, la crise s'accentuant davantage, la contradiction même du système capitaliste qui oppose la nécessité pour les capitalistes de développer sans cesse la production et donc la consommation, à la réalité de l'exploitation capitaliste, qui entraîne l'appauvrissement constant des masses et donc les rend incapables de consommer ce qu'elles produisent elles-mêmes, est rendue à un point tel que la bourgeoisie se voit obligée de changer de tactique et de discours. Aujourd'hui, la bourgeoisie canadienne est obligée d'avouer qu'elle n'a pas de solution à la crise, qu'il faudra apprendre à vivre avec, et que c'est le peuple qui devra payer la note. Voilà bien en résumé le rôle de son nouvel idéologue de prestige, Milton Friedman.

Faire porter le poids de la crise sur le dos des masses laborieuses

A une nouvelle conjoncture économique, qui n'est plus celle du développement relativement pacifique de l'impérialisme que nous avions connu après la Deuxième Guerre mondiale, doit correspondre de nouvelles méthodes d'intervention dans l'économie. Milton Friedman a traduit ses principes philosophiques sur le rôle de l'Etat et la libre concurrence au plan économique. Dans son ouvrage **Politique monétaire et fiscale pour la stabilité économique** (6), rédigé en 1948, Friedman explique comment doit être réduit le rôle de l'Etat dans l'économie. L'Etat doit limiter son intervention dans le système monétaire et n'utiliser son contrôle sur la masse monétaire que pour couvrir ses besoins budgétaires (création de monnaie pour couvrir les déficits). Il propose donc la réforme suivante:

"1- Une réforme du système monétaire et bancaire afin d'éliminer la création et la destruction privée de monnaie ainsi que le contrôle discrétionnaire des autorités de la banque centrale sur la quantité de monnaie.

Ces modifications permettront de faire en sorte que le rôle premier du système bancaire au plan monétaire soit de faciliter les dépôts et l'encaissement des chèques, et d'autres choses semblables; le rôle premier des autorités du système monétaire sera quant à lui de créer de la monnaie pour éponger les déficits gouvernementaux et de la retirer quand le gouvernement a des surplus." (7)

Friedman propose donc précisément de limiter l'action du gouvernement dans le système monétaire en limitant son contrôle direct sur la création de monnaie. Actuellement, les Etats capitalistes décident de la quantité de monnaie à mettre en circulation dans l'économie. Aux Etats-Unis, le Federal Reserve Board et, au Canada, la Banque du Canada, sont les deux autorités monétaires qui régissent leur système monétaire respectif sous le contrôle du gouvernement. Ici au Canada, c'est le ministère fédéral des Finances qui a l'autorité suprême sur la Banque centrale. Et pour réaliser la politique monétaire, l'Etat dispose de différents moyens: s'il veut augmenter la masse monétaire, il peut imprimer de nouveaux billets ou diminuer le coefficient de réserve que les banques à charte, Banque de Montréal ou de Nouvelle-Ecosse par exemple, doivent conserver. En obligeant celles-ci à ne garder que 5% des dépôts des épargnants au lieu de 10%, plus d'argent circulera à travers le pays. Aussi la Banque du Canada peut acheter des obligations mises en vente par des gouvernements, ce qui équivaut à déverser plus d'argent dans le système monétaire. Or, Friedman s'oppose à toutes ces techniques monétaires et propose tout simplement leur abolition afin de réduire le rôle de l'E dans l'économie. Celui-ci devrait se co tenter de n'imprimer que les billets n cessaires pour compenser les défic budgétaires (quand les dépenses gouvernement excèdent les revenu En 1960, il faisait un pas de plus da cette direction en suggérant que le ta de croissance de la masse monéta soit fixé à un niveau variant de 3% à (au Canada entre 1971 et 1977, il a va de 10% à 24%); et cela, ind pendamment du cycle économiqu c'est-à-dire que l'on soit en expansi ou en récession.

Quant à l'autre instrument du gouv nement, la politique fiscale, Friedm veut la limiter comme suit:

"On ne devrait pas tenter direc ment ou indirectement de faire var les dépenses en fonction des fluctu tions cycliques dans le domaine d affaires. Comme les objectifs fon mentaux de notre communauté changeront probablement que len ment — sauf en cas de guerre ou menace immédiate de guerre — ce politique devrait, en tenant compte ces exceptions, permettre de stal liser relativement le volume des d penses en biens et services." (8)

Aux restrictions de l'instrument fisc Friedman pose deux importantes exce tions pour laisser la voie libre à la milit risation de l'économie en pleine e pansion depuis la fin de la Deuxièn Guerre mondiale.

Ici encore, l'Etat devrait planifier s dépenses et ses revenus ind pendamment du cycle économique, e pansion et récession, et répondre u quement aux besoins de la "comm nauté" pour des biens indivisibles en les individus, comme la défense nati nale, la loi et l'ordre. Friedman préfè même que les monopoles d'Etat com les services publics (eau, électricit certains moyens de transport, etc., qu'il nomme "monopoles technique c'est-à-dire toutes ces activités qu' monopole privé aurait des difficultés administrer, devraient néanmoins dernier ressort être transformés en m nopoles privés. C'est là précisément des maillons les plus importants programme du nouveau premi ministre Joe Clark qui nous a annon que son premier geste politique se dès l'automne de démanteler Pétr Canada et de remettre l'entreprise secteur privé. Ce programme, Milt

Saskatchewan, l'amiante au Québec etc.), et surtout par sa participation **déterminante** à la militarisation de la société. Mais la militarisation de l'économie et l'accroissement de la consommation parasitaire en général, qui ont nécessité l'accroissement du budget de l'Etat, son endettement effréné et le recours à la planche à billets pour financer ses achats aux monopoles, ont entraîné une dévalorisation constante de la monnaie, une baisse du pouvoir d'achat des masses, c'est-à-dire une inflation permanente de plus en plus élevée. A tel point qu'aujourd'hui la théorie keynésienne a perdu des plumes et même ses ailes devant l'existence simultanée d'une crise économique accompagnée d'une forte inflation, phénomène que les économistes bourgeois ont baptisé "stagflation", c'est-à-dire stagnation et inflation simultanées.

Aujourd'hui, les théories de Keynes, qui prétendaient éviter les crises de surproduction, ont démontré leur faillite totale. Mais surtout, la crise s'accentuant davantage, la contradiction même du système capitaliste qui oppose la nécessité pour les capitalistes de développer sans cesse la production et donc la consommation, à la réalité de l'exploitation capitaliste, qui entraîne l'appauvrissement constant des masses et donc les rend incapables de consommer ce qu'elles produisent elles-mêmes, est rendue à un point tel que la bourgeoisie se voit obligée de changer de tactique et de discours. Aujourd'hui, la bourgeoisie canadienne est obligée d'avouer qu'elle n'a pas de solution à la crise, qu'il faudra apprendre à vivre avec, et que c'est le peuple qui devra payer la note. Voilà bien en résumé le rôle de son nouvel idéologue de prestige, Milton Friedman.

Faire porter le poids de la crise sur le dos des masses laborieuses

A une nouvelle conjoncture économique, qui n'est plus celle du développement relativement pacifique de l'impérialisme que nous avions connu après la Deuxième Guerre mondiale, doit correspondre de nouvelles méthodes d'intervention dans l'économie. Milton Friedman a traduit ses principes philosophiques sur le rôle de l'Etat et la libre concurrence au plan économique. Dans son ouvrage **Politique monétaire et fiscale pour la stabilité économique** ([6]), rédigé en 1948, Friedman explique comment doit être réduit le rôle de l'Etat dans l'économie. L'Etat doit limiter son intervention dans le système monétaire et n'utiliser son contrôle sur la masse monétaire que pour couvrir ses besoins budgétaires (création de monnaie pour couvrir les déficits). Il propose donc la réforme suivante:

"1- Une réforme du système monétaire et bancaire afin d'éliminer la création et la destruction privée de monnaie ainsi que le contrôle discrétionnaire des autorités de la banque centrale sur la quantité de monnaie.

Ces modifications permettront de faire en sorte que le rôle premier du système bancaire au plan monétaire soit de faciliter les dépôts et l'encaissement des chèques, et d'autres choses semblables; le rôle premier des autorités du système monétaire sera quant à lui de créer de la monnaie pour éponger les déficits gouvernementaux et de la retirer quand le gouvernement a des surplus." ([7])

Friedman propose donc précisément de limiter l'action du gouvernement dans le système monétaire en limitant son contrôle direct sur la création de monnaie. Actuellement, les Etats capitalistes décident de la quantité de monnaie à mettre en circulation dans l'économie. Aux Etats-Unis, le Federal Reserve Board et, au Canada, la Banque du Canada, sont les deux autorités monétaires qui régissent leur système monétaire respectif sous le contrôle du gouvernement. Ici au Canada, c'est le ministère fédéral des Finances qui a l'autorité suprême sur la Banque centrale. Et pour réaliser la politique monétaire, l'Etat dispose de différents moyens: s'il veut augmenter la masse monétaire, il peut imprimer de nouveaux billets ou diminuer le coefficient de réserve que les banques à charte, Banque de Montréal ou de Nouvelle-Ecosse par exemple, doivent conserver. En obligeant celles-ci à ne garder que 5% des dépôts des épargnants au lieu de 10%, plus d'argent circulera à travers le pays. Aussi la Banque du Canada peut acheter des obligations mises en vente par des gouvernements, ce qui équivaut à déverser plus d'argent dans le système monétaire. Or, Friedman s'oppose à toutes ces techniques monétaires et propose tout simplement leur abolition afin de réduire le rôle de l'Etat dans l'économie. Celui-ci devrait se contenter de n'imprimer que les billets nécessaires pour compenser les déficits budgétaires (quand les dépenses du gouvernement excèdent les revenus). En 1960, il faisait un pas de plus dans cette direction en suggérant que le taux de croissance de la masse monétaire soit fixé à un niveau variant de 3% à 5% (au Canada entre 1971 et 1977, il a varié de 10% à 24%); et cela, indépendamment du cycle économique, c'est-à-dire que l'on soit en expansion ou en récession.

Quant à l'autre instrument du gouvernement, la politique fiscale, Friedman veut la limiter comme suit:

"On ne devrait pas tenter directement ou indirectement de faire varier les dépenses en fonction des fluctuations cycliques dans le domaine des affaires. Comme les objectifs fondamentaux de notre communauté ne changeront probablement que lentement — sauf en cas de guerre ou de menace immédiate de guerre — cette politique devrait, en tenant compte de ces exceptions, permettre de stabiliser relativement le volume des dépenses en biens et services." ([8])

Aux restrictions de l'instrument fiscal, Friedman pose deux importantes exceptions pour laisser la voie libre à la militarisation de l'économie en pleine expansion depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Ici encore, l'Etat devrait planifier ses dépenses et ses revenus indépendamment du cycle économique, expansion et récession, et répondre uniquement aux besoins de la "communauté" pour des biens indivisibles entre les individus, comme la défense nationale, la loi et l'ordre. Friedman préfère même que les monopoles d'Etat comme les services publics (eau, électricité), certains moyens de transport, etc., ce qu'il nomme "monopoles techniques", c'est-à-dire toutes ces activités qu'un monopole privé aurait des difficultés à administrer, devraient néanmoins en dernier ressort être transformés en monopoles privés. C'est là précisément un des maillons les plus importants du programme du nouveau premier ministre Joe Clark qui nous a annoncé que son premier geste politique sera dès l'automne de démanteler Pétro-Canada et de remettre l'entreprise au secteur privé. Ce programme, Milton

Friedman l'avait déjà formulé bien avant Joe Clark:

"Quand les conditions techniques font en sorte que le monopole devient le résultat naturel de la compétition que se mènent les forces du marché, trois solutions seulement apparaissent possibles: le monopole privé, le monopole public ou le contrôle public. Les trois sont mauvaises, ainsi devons nous choisir parmi elles... J'en conclus à contrecoeur que, s'il est possible, le monopole privé est la solution la moins pire des trois." (⁹)

Quand la bourgeoisie parle des dépenses publiques excessives qu'il faut réduire et de gaspillage qu'il faut contrer, elle n'entend pas par là le coulage des fonds publics pour le dragage des eaux, la construction d'aéroports ou de stades et encore moins les subventions aux monopoles, l'achat d'avions, de bateaux et d'autres quincailleries qui se chiffrent dans les milliards de dollars. Non! Elle insiste plutôt sur les "fraudes" des chômeurs, les prestations trop généreuses qu'ils reçoivent, la mise à pied de milliers de fonctionnaires, les coupures des services hospitaliers, le refus de financer le droit à l'éducation. En fait, il s'agit de gruger petit à petit et parfois violemment les acquis de certains groupes afin de mieux financer "les investissements productifs" des petites et moyennes entreprises régionales ou des monopoles nationaux et internationaux.

Réaction ou révolution

Entre les partisans d'un retour à la libre concurrence et aux "forces libres du marché" et ceux de l'intervention de l'Etat dans l'économie, entre Joe Clark et Ed Broadbent, il n'y a en fait que des contradictions mineures et une différence de conjoncture. Les deux s'entendent sur le fond: replâtrer le capitalisme d'une façon ou d'une autre et faire porter le poids de la crise sur le dos des masses travailleuses.

L'application pendant plusieurs dizaines d'années des principes de Keynes n'a en rien éliminé les crises ni réduit leur importance. Au contraire, elle n'a contribué qu'à en retarder l'échéance, en faisant en quelque sorte fonctionner le système à vide grâce à la militarisation de l'économie et aux dépenses improductives de l'Etat, destinées à maintenir la production et les taux de profit des capitalistes de façon artificielle. Or, faire fonctionner un organisme à vide, ce n'est rien d'autre en fait que de préparer le terrain à une crise encore plus grave, une crise encore plus profonde.

Alors que Keynes prétendait éliminer les crises par l'intervention de l'Etat, Friedman reprend aujourd'hui le discours des théoriciens du capitalisme concurrentiel. Elle est risible cette prétention de vouloir faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, comme si l'apparition et la domination des monopoles n'était pas justement le résultat des "forces libres du marché", phénomène inévitable qui devait transformer le capitalisme concurrentiel en capitalisme des monopoles et faire accéder le capitalisme à l'époque de l'impérialisme.

Mais une fois l'utopie dissipée, que reste-t-il? Il reste l'exploitation sauvage du prolétariat dans les usines du Capital, il reste le chômage conçu comme un mal nécessaire (dont le taux "normal" devrait semble-t-il osciller entre 5½% et 7½% (¹⁰)), il reste les coupures dans les services publics et tous les droits démocratiques gagnés de haute lutte par le mouvement ouvrier, il reste en bref "la loi et l'ordre capitalistes" débarrassés de tout artifice et dans toute leur pourriture.

Voilà en somme le plan économique de la bourgeoisie; il se réduit à l'exploitation sauvage du prolétariat, seule solution pour les capitalistes de traverser les crises, et elle-même génératrice de nouvelles crises.

Les idéologues bourgeois n'y ont rien fait, les crises du capitalisme sont la loi inévitable d'une société basée sur le profit et l'exploitation du prolétariat. Inévitablement, les capitalistes se retrouvent dans la situation de devoir accroître la production sans cesse, tout en compressant le pouvoir d'achat des masses populaires, en réduisant les salaires. Et il arrive un jour ou l'autre que les ouvriers suant à l'ouvrage pour Monsieur le Capital ne sont plus en mesure de se procurer les biens qu'ils ont eux-mêmes produits. Alors, la machine se dérègle et c'est la crise qui s'ensuit avec tout son cortège de misères et de privations, jusqu'à ce qu'à nouveau la machine se remette en marche pour foncer à toute allure vers une crise encore plus profonde et plus grave. Du capitalisme concurrentiel au capitalisme des monopoles, le scénario n'a pas changé, il n'a fait que s'approfondir et gagner tous les pays du monde sans exception.

Réaction ou révolution, telle est plus que jamais l'alternative que nous offre le capitalisme, alors même que les porte-parole de la bourgeoisie n'ont trouvé pour toute solution que de nous avouer sans détours que le capitalisme c'est la misère pour les masses.

Ces "forces libres du marché", il revient au prolétariat de les mettre sous sa férule et de les éliminer à jamais. Le capitalisme a fait depuis plus de 100 ans la preuve qu'il ne se réforme pas. Qui osera encore parler de réformer le Capital, cette bête sauvage qui vit de la sueur des ouvriers?

---

1. **Milton Friedman,** ***Capitalism and Freedom*****, The University of Chicago Press, 1962, édition de 1971, Chicago and London.**
2. **Idem, p. 2, notre traduction.**
3. **Idem, pp. 2-3, notre traduction.**
4. **J.M. Keynes,** ***The general theory of employment, interest and money*****, Mac Millan and Co, London 1964**
5. **Académie des sciences de l'URSS Institut d'économie,** ***Le manuel d'économie politique*****, texte conforme à la deuxième édition, édition Suisse Rouge, p. 335**
6. **Milton Friedman,** ***A monetary and fiscal framework for economic stability*****, IN** ***The american economic review*****, vol. 38, juin 1948, pp. 245-264.**
7. **Idem, p. 339**
8. **Idem, p. 339**
9. **Milton Friedman,** ***Capitalism and Freedom*****, ouvr. cité, p. 28**
10. **Financial Post, 9 sept. 78, p. 8.**

Notes chronologiques sur le mouvement de lutte des Autochtones du Canada

En présentant ici cette brève chronologie, notre intention est de fournir au prolétariat canadien certains éléments sur l'histoire des luttes et des revendications du mouvement autochtone au pays. C'est une lacune grave, en effet, que cette ignorance quasi totale dans laquelle la plupart d'entre nous ont toujours été tenus à ce sujet, une lacune dont la bourgeoisie canadienne a largement profité pour répandre les préjugés et la division. Nous invitons tous nos lecteurs susceptibles de nous faire parvenir des informations, des données concrètes ou leur point de vue sur la lutte des peuples autochtones à le faire sans hésiter.

Avant d'entamer la chronologie comme telle, il faut préciser trois choses, sans lesquelles la suite pourrait être difficile à comprendre. Premièrement, dès l'origine de la colonisation du Canada par les Européens, l'Etat s'est attribué le monopole des relations avec les Autochtones, notamment en ce qui concerne leurs droits territoriaux. La loi des Indiens de 1880 consacre cet état de fait et place l'ensemble des Autochtones du Sud du Canada dans une situation de dépendance face au gouvernement fédéral. Celui-ci a la responsabilité des Indiens à tous points de vue: pour la création et l'administration des réserves, pour la cession de parties de leurs terres, pour les soins médicaux, l'éducation, la santé, etc. Ce premier fait explique donc pourquoi les revendications et les luttes du mouvement autochtone sont dans presque tous les cas tournées contre Ottawa, et non contre les divers gouvernements provinciaux.

Deuxièmement, l'Etat canadien a adopté depuis fort longtemps une politique de division des Autochtones. Il les a classés arbitrairement en deux catégories: les Indiens inscrits (ou Indiens avec statut) et les Indiens sans statut (par exemple, une Indienne avec statut se voit enlever son statut le lendemain de son mariage avec un non-indien). Le gouvernement ne se reconnaît de responsabilités qu'envers ceux qu'il classe comme inscrits, soit 250,000 Autochtones, à peine le quart de tous les Autochtones du Canada. Ces divisions bureaucratiques auront, entre autres conséquences, celle de diviser les organisations autochtones selon les mêmes catégories, entravant ainsi leur lutte.

Troisièmement, au fur et à mesure que le capitalisme s'est développé au pays et qu'il a eu besoin d'un territoire de plus en plus vaste, l'Etat canadien a conclu des traités avec les Autochtones, onze au total. Ceux-ci stipulent que les Autochtones abandonnent leurs droits territoriaux sur d'immenses étendues en échange de quelques compensations ridicules en argent ou en services, comme par exemple l'établissement d'une école. Aujourd'hui, environ la moitié du territoire canadien a ainsi été acquis par voie de traité, ce qui veut dire que l'autre moitié a été purement et simplement occupée.

Les débuts de la lutte pour l'organisation des Autochtones

1900 — Dès le tournant du siècle, diverses petites organisations autochtones existent dans la clandestinité, créées au prix des plus grands sacrifices et malgré le harcèlement de la Gendarmerie royale du Canada, qui fut mise sur pied par la bourgeoisie canadienne expressément dans ce but. A cette époque, un Autochtone ne peut quitter sa réserve, ne serait-ce que quelques jours, sans une autorisation du gouvernement, ce qui entrave grandement le travail d'organisation.

1912 — La Commission fédérale-provinciale McKenna-McBride statue que les Autochtones sans traité de la Colombie-Britannique ont trop de terres pour leurs besoins et donne le feu vert à leur occupation sauvage et à leur prise de possession par les colons. Ce genre de spoliation sera monnaie courante.

1919 — The League of Indians of Canada (La Ligue des Indiens du Canada) est fondée, mais la bourgeoisie n'en reconnaîtra ni l'existence ni la légitimité.

1931 — La première organisation formelle contemporaine apparaît: la Native Brotherhood of British Columbia (La Fraternité des Autochtones de la Colombie-Britannique).

1939 — La bourgeoisie canadienne doit reconnaître The League of Indians of Canada. La même année, l'Association des Indiens de l'Alberta est créée, et elle existe toujours. Par ailleurs, alors que l'impérialisme canadien s'étend toujours plus vers le Nord, la question des Inuit (Esquimos) se pose pour la première fois. La Cour suprême du Canada décide qu'il faut les considérer comme des Indiens, mais sans qu'ils soient assujettis à la loi des Indiens.

1940-1960 — Des centaines de petites organisations autochtones surgiront au cours de ces années, la plupart du temps de façon éphémère, et le plus souvent elles n'auront qu'une envergure locale. Néanmoins, même si les forces autochtones restent encore largement éparpillées, isolées les unes des autres, tous les efforts déployés marqueront un net pas en avant dans la capacité de résistance des Autochtones.

1944 — Fondation de l'Association des Indiens de la Saskatchewan.

1946 — Le gouvernement CCF (*) de la province met des bâtons dans les roues du mouvement de rapprochement qui existe entre les organisations d'Indien avec statut et les organisations d'Indiens sans statut. Création de l'Union des Indiens de la Saskatchewan.

1946 — Fondation de la première association nationale des Indiens non inscrits, dont le fondateur, Andrew Paull, est jeté en prison. Au Manitoba, les Métis font entendre leurs revendications. Ils protestent notamment contre les compensations

très minimes qui leur furent versées en échange de leurs terres, contre les injustices qui ont présidé à l'attribution des terres qu'ils ont gardées, et ils réclament un statut d'Indiens.

1956 — Fondation de la Fédération des Indiens de la Saskatchewan.

Le mouvement autochtone prend son essor

1960 — Les Autochtones gagnent le droit de vote au fédéral. Les années qui suivent seront marquées par une offensive directe de l'Etat canadien et contre l'existence même de droits nationaux pour les Autochtones. En riposte, ceux-ci seront amenés à défendre et à préciser de plus en plus leurs revendications, tout en accélérant leur unification à l'échelle du pays.

1965 — Le gouvernement canadien présente un projet de loi que l'opposition résolue des Autochtones condamnera à une mort prématurée. Ce projet ne tenait aucunement compte des revendications formulées depuis déjà longtemps par les Autochtones: il refusait de se pencher sur autre chose que l'application de la lettre des traités. En d'autres mots, il ne s'agissait pas de savoir si les Indiens s'étaient effectivement fait rouler par ces traités, comme ils le soutiennent à juste titre, mais de voir si la paccotille promise avait bien été livrée. Selon les Autochtones, le gouvernement avait présenté ces traités à l'époque, au cours des négociations, comme des traités d'amitié destinés à favoriser l'épanouissement des peuples autochtones, en taisant le fait qu'en les signant, ceux-ci se retrouveraient dépossédés de leurs terres à tout jamais. Le projet de loi rejette donc à l'avance toute renégociation des traités. Par ailleurs, il ne tient aucun compte des organisations des Autochtones qui ne cessent de se renforcer à ce moment. Enfin, le projet exclut toute possibilité de restitution des territoires volés aux Autochtones, en contravention avec les accords des traités sur les terres attribuées à titre de réserves.

1968 — Fondation du American Indian Movement (AIM) (Mouvement des Indiens d'Amérique). La National Indian Brotherhood (Fraternité nationale des Indiens) prend une envergure nationale. Le mouvement de lutte connaît une sorte d'effervescence. Dans les Prairies, on conteste les cessions de certaines terres des réserves qui furent faites au début du siècle; au Nord des Prairies, on revendique le respect des accords signés, alors que l'Union des Indiens de la Nouvelle-Ecosse lutte pour des compensations plus justes pour les droits perdus sur certains territoires. Des moyens de lutte plus radicaux comme les barrages de routes et les occupations tendent à se multiplier. Mais surtout, l'unité des Autochtones se crée peu à peu autour d'une revendication centrale qui fonde toutes les autres revendications particulières, soit le droit à la terre, les droits aborigènes, c'est-à-dire les droits des Autochtones sur les terres où ils ont toujours vécu. En février 68, l'Association des Indiens du Québec sera fondée.

1969 — Face à ces revendications qui prennent de l'ampleur, la bourgeoisie répond par un livre blanc sur les Autochtones. Pour l'essentiel, on y suggère de faire des Indiens des individus comme les autres, sans droits nationaux. Ainsi, par exemple, les terres des réserves deviendraient la propriété privée de chacun des Autochtones et pourraient donc être vendues comme n'importe quelle terre. La National Indian Brotherhood rétorque: "... cette politique n'est rien d'autre qu'une manoeuvre visant à les (les Autochtones,n.d.l.r.) priver de leurs droits aborigènes, résiduels et légaux. L'accepter, et perdre de ce fait et nos droits et nos terres, équivaudrait pour nous à nous faire les complices volontaires d'un génocide culturel. Et cela nous ne le pouvons pas" (1). Ce point de vue unifiera la riposte. L'Union des Indiens du Nouveau-Brunswick rejette en bloc la politique gouvernementale et les Indiens du Québec qui sont sans traité en exigent un.



Les autochtones devant le parlement canadien.

Les Nishgas du Nord-Ouest de la Colombie-Britannique intentent une action en justice pour faire reconnaître que leurs droits territoriaux ne sont pas disparus avec l'arrivée des colons. Ils essuient un échec.

1970 — En juin, les chefs indiens de l'Alberta publient **Citizen Plus** qui est une réponse directe au Livre blanc de 69; on y affirme que les Autochtones, loin d'être des citoyens comme les autres, ont un statut spécial car ils n'ont jamais cédé leurs droits sur cette terre. Par ailleurs, on réclame du gouvernement qu'il satisfasse à l'esprit des traités, c'est-à-dire qu'il favorise le développement des communautés autochtones.

Cette même année, alors que les projets de construction d'un pipeline dans la vallée du Mackenzie se font plus précis et plus menaçants, la résistance autochtone s'accroît et s'unifie dans cette région: la Fraternité des Indiens des Territoires du Nord-Ouest est fondée. Cette organisation prendra le nom de Nation Dènèe en 1978.

1971 — L'Inuit Tapirisat of Canada est créée à son tour. De caractère national, plusieurs organisations régionales s'y affilieront par la suite.

En octobre, la Fraternité des Indiens du Manitoba publie **Wahbung: our tomorrows**. On reprend là l'essentiel des thèses de **Citizens Plus**: les Autochtones ont un statut spécial qui repose sur leur droit historique et inaliénable à la terre. La même année, les Inuit du Nouveau-Québec réclament un gouvernement régional inuit.

1972 — Après de nombreuses démarches en ce sens, l'Association des Indiens de l'Alberta finit par recevoir des fonds de la part du Secrétariat d'Etat à Ottawa. Cela suscite une certaine opposition chez les Autochtones qui voient ainsi l'indépendance de leur organisation par rapport à l'Etat sérieusement menacée. D'autres organisations autochtones feront de même, traduisant ainsi l'aiguisement des contradictions au sein du mouvement autochtone, la bourgeoisie ten-

tant de transformer les organisations de défense des Autochtones en organisations de contrôle des Autochtones.

1973 — En avril, la Fraternité des Indiens des Territoires du Nord-Ouest revendique le droit de propriété des Autochtones sur la moitié de ces territoires. En novembre, les Cris et les Inuit du Québec obtiennent une injonction qui ordonne de stopper les travaux du chantier hydro-électrique de la Baie de James. Une semaine plus tard, la Cour d'appel suspend cette injonction qui sera définitivement levée un an plus tard. Le 30 novembre, des Autochtones tiennent une manifestation devant le Parlement d'Ottawa contre cette décision de la Cour d'appel.

Les Nishgas, qui avaient porté leur cause perdue de 1969 en appel à la Cour suprême sont à nouveau déboutés. Les Autochtones qui jusque-là avaient peu utilisé les procédures judiciaires pour faire valoir leurs droits font l'amère constatation qu'ils n'ont rien à attendre de ce côté.

La Fraternité des Autochtones du Yukon publie une brochure: **Together today for our children tomorrow**. Elle y exige la création d'une assise économique que les Autochtones eux-mêmes contrôleraient, ainsi qu'une partie des redevances que le gouvernement perçoit sur le gaz naturel et les autres richesses du sous-sol. Elle réclame en outre une indemnité forfaitaire pour les griefs passés, des soins de santé gratuits pour une période de 25 ans, la création d'une société générale qui administrerait les fonds indiens, etc.

1974 — Poursuivant dans la voie de l'intégration des organisations autochtones à l'appareil d'Etat, des consultation statutaires périodiques sont établies entre le gouvernement fédéral et l'Association des Indiens de l'Alberta.

Première conférence des Dènès (avec et sans statut) et des Métis des Territoires du Nord-Ouest. On y revendique le contrôle des Autochtones sur un territoire de 450,000 milles carrés et la reconnaissance du droit à la terre sous le slogan "Land and Unity".

Juillet. Le parc Anicinabe près de Kenora en Ontario est occupé par le Obibwe Warrior Society. Le 13 août, l'occupation devient un véritable siège alors que les Autochtones refusent de rendre leurs armes. Ils revendiquent notamment la propriété de ce parc qui leur appartenait et qui leur fut enlevé sans leur accord.

Septembre. Pour la deuxième fois en un mois, les Autochtones de la Colombie-Britannique établissent des barricades sur l'autoroute 12 près de Cache Creek, armes en mains. Ils revendiquent de meilleurs logements dans les réserves. Le 15 du même mois, une caravace d'Autochtones quitte Vancouver pour Ottawa où elle arrive le 29. Le 30, il y aura un affrontement violent avec la GRC. Les Autochtones revendiquent le règlement de la question de leurs droits territoriaux et de meilleurs services sociaux.

1975 — Les Dènès, affirmant avec force être une nation, réclament le droit à l'autodétermination sur leur territoire dans le cadre de la Confédération canadienne. Ils se disent le "Quart Monde" c'est-à-dire une colonie à l'intérieur des pays impérialistes. A la suite de cette déclaration, plusieurs autres suivront en en reprenant l'essentiel. Ainsi fit l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique, puis, à l'automne, les Nishgas.

Septembre. Judd Buchanan, ministre des Affaires indiennes réplique aux Dènès en spécifiant que son seul mandat est de négocier les revendications territoriales de la manière dont cela est en train de se faire avec les Autochtones de la Baie de James, ce qui n'augure rien de bon.

Novembre. L'accord de la Baie de James est signé entre les gouvernements et les Autochtones. Moyennant $225 millions répartis sur 20 ans, des droits de chasse et de pêche, ainsi qu'un contrôle des ressources sur une superficie de 5,000 milles carrés, les Autochtones abdiquent tous leurs droits sur un territoire de 400,000 milles carrés. Cet accord est contesté par quelques villages inuit du Grand Nord puisqu'il a été signé par des organisations qui n'ont aucun mandat de les représenter. L'injonction qu'ils demandent est évidemment repoussée. L'Association des Indiens du Québec qui regroupe 21,000 des 27,000 Indiens de la province songe aussi à contester cet accord qui ne tient aucunement compte des Autochtones autres que les Cris et les Inuit.

1976 — Des rapports scientifiques démontrent que le poisson que consomment plusieurs tribus du Nord de l'Ontario est contaminé par le mercure que déversent les compagnies forestières. Cela donnera lieu à des luttes importantes au cours desquelles par exemple les Indiens Whitedogs interdiront aux touristes l'accès de leur réserve.

1977 — Juillet. Les Obibwes-Cris produisent une déclaration en faveur du "self-government", d'une compensation pour les ressources qu'on exploite sur leur territoire et d'une renégociation des traités.

Août. Le fédéral répond par un document de 20 pages sur la politique du Nord. Par la voix de Trudeau, la bourgeoisie canadienne précise qu'elle s'objectera à la mise sur pied de tout gouvernement à l'intérieur du Canada qui serait fondé sur la "race". On invite les Autochtones à faire valoir leurs droits par le processus démocratique normal!

Novembre. Les Montagnais-Naskapis de l'Est du Québec produisent à leur tour une déclaration d'indépendance: droit à disposer d'eux-mêmes, pleine juridiction sur leur territoire, instauration d'un gouvernement montagnais dans le cadre confédératif, préservation de leur langue, de leur culture et de leurs traditions, dédommagement pour les terres qui leur furent enlevées dans le passé.

1978 — Mars. Par décision unanime, l'assemblée générale de l'organisation Nation Dènè ouvre ses rangs à tous ceux qui sont d'ascendance autochtone, peu importe qu'ils soient avec statut, sans statut ou Métis, ce qui est un pas de plus sur la voie de l'unité des Autochtones eux-mêmes.

Juillet. Quatre groupes autochtones du Yukon affirment que leurs revendications territoriales devront être réglées avant que ne survienne une entente sur le pipeline de l'Alaska Highway.

1979 — Les associations des Indiens des Prairies tiennent une manifestation à Edmonton pour protester contre les coupures dans les services de santé; le fédéral voudrait les faire payer dorénavant pour des services médicaux qu'ils obtenaient jusque-là gratuitement. Le même mois, en janvier, les Mohawks établissent à trois reprises des postes de péages sur l'autoroute qui traverse leur territoire de Cornwall à Massena dans l'Etat de New-York afin de créer un fonds d'urgence médical qui compenserait les coupures du fédéral et afin de protester contre l'arrestation de leur chef au cours de cette lutte.

Mars. L'organisation Nation Dènèe et les Autochtones du Yukon entreprennent une tournée à travers de nombreuses villes du Canada afin de faire valoir le plus largement possible leurs droits nationaux et en même temps resserrer les liens avec les autres communautés autochtones du pays.

(*) Co-operative Commonwealth Federation, parti social-démocrate et paysan, ancêtre du NPD.

1. Commission d'étude des revendications des Indiens, ***Revendications des Indiens au Canada*****, Information Canada, Ottawa, 1975, p. 60.**

LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN MARCHE



Les organisations internationales du prolétariat (chronologie)

La classe ouvrière est sans organisation internationale révolutionnaire depuis près de quarante ans. Des trahisons révisionnistes successives ont saboté son unité internationale et sa lutte révolutionnaire contre le capitalisme. La division et l'isolement ont produit leurs effets: au cours de cette période, le nationalisme, le chauvinisme ont souvent remplacé l'internationalisme prolétariên. La lutte contre le révisionnisme s'en est trouvée considérablement affaiblie, entrainant un recul de la révolution dans un grand nombre de pays.

Ce sont à ces problèmes que doit s'attaquer le mouvement marxiste-léniniste aujourd'hui, engagé depuis quelques années dans la lutte pour reconstituer son unité à l'échelle mondiale, soit 60 ans exactement après la création de la IIIe Internationale ou Komintern. C'est pour contribuer à ce travail que nous publions les notes historiques qui suivent.

De l'Association internationale des travailleurs (1864) à l'Internationale communiste (1919)

En 1863, des ouvriers français et anglais s'unissent dans une manifestation en faveur de l'indépendance de la Pologne asservie par la Russie tsariste. L'année suivante, le 28 septembre 1864, au meeting de Saint-Martin's Hall, à Londres, ces mêmes ouvriers participent à la création de l'Association internationale des travailleurs, ou Ière Internationale.

Ainsi, il y a maintenant 115 ans, s'ouvrait une période nouvelle dans l'histoire encore jeune du mouvement ouvrier international. Avec le meeting de Saint-Martin's Hall s'affirmait le caractère essentiellement internationaliste de la lutte de classe du prolétariat. Ce caractère est clairement affirmé dans le **Manifeste** et les **Statuts** de la Iere Internationale:

— *"L'émancipation du travail, n'étant ni un problème local ni national, mais social, embrasse tous les pays;"* **(Statuts de l'Association internationale des travailleurs**, *rédigés par Karl Marx, p. 141 (*));*

— *"L'expérience du passé nous a appris comment* **l'oubli de ces liens fraternels** *qui doivent exister entre les travailleurs de différents pays et les exciter à se soutenir les uns les autres dans toutes leurs luttes pour l'affranchissement,* **sera puni par la défaite commune de leurs entreprises divisées."** *(***Manifeste** *ou* **Adresse inaugurale de l'Association internationale des travailleurs**, *1864, rédigé par Karl Marx, p. 241 — souligné par nous)*

De la Ière et de la IIe Internationales, Lénine fera le bilan suivant:

"La Ière Internationale (1864-1872) avait jeté les fondements de l'organisation mondiale des travailleurs pour préparer leur assaut révolutionnaire contre le Capital. La IIe Internationale (1889-1914) a été l'organisation internationale du mouvement prolétarien dont le progrès s'est fait **en largeur**, *ce qui n'a pas été sans entraîner un abaissement provisoire du niveau révolutionnaire, une intensification provisoire de l'opportunisme qui devait finalement aboutir à la faillite honteuse de cette Interna-*

(*) A cause des nombreuses références et pour ne pas compliquer la lecture par de trop nombreux renvois, nous citerons immédiatement l'ouvrage — contrairement à notre habitude. Nous renvoyons le lecteur à la bibliographie pour les détails bibliographiques. La page qui apparait après les citations correspond à l'édition donnée dans la bibliographie.

Les documents publiés dans le cadre de cette chronique sont des documents que nous jugeons importants de porter à la connaissance de nos lecteurs, soit à cause de leur intérêt politique ou historique, soit tout simplement à cause des faits ou des données qu'ils fournissent. Ils ne peuvent par contre engager la rédaction d'UNITÉ PROLÉTARIENNE au delà de la présentation et des commentaires qui les accompagnent.

La rédaction d'UNITÉ PROLÉTARIENNE

tionale." (**La IIIe Internationale et sa place dans l'histoire,** *1919,* **Oeuvres,** *t. 29, p. 309)*

Après la Commune de Paris (1871), la Ière Internationale arrive au terme de sa mission historique. Comme l'écrivait Marx:

"Celle-ci fut seulement la première tentative pour doter cette action (l'action internationale de la classe ouvrière — n.d.l.r.) d'un organe central; tentative qui, par l'impulsion qu'elle a donnée, a eu des suites durables, mais qui, sous sa **première forme historique**, *ne pouvait survivre longtemps à la chute de la Commune de Paris."*(**-Critique du programme de Gotha,** *1875, p. 37)*

Des liens ont été établis entre les ouvriers de tous les pays capitalistes. Le mouvement syndical s'est étendu. La création de partis politiques du prolétariat est à l'ordre du jour dans chaque pays. Les leçons que tirent Marx et Engels de la Commune de Paris deviennent un nouveau sujet de démarcation avec les tendances opportunistes et réformistes dans le mouvement ouvrier. Un saut qualitatif s'est ainsi opéré dans le mouvement ouvrier: le temps est venu d'unir dans une organisation politique et sur un programme révolutionnaire le prolétariat de chaque pays. Selon Engels, ce saut qualitatif devra aussi se réaliser dans la prochaine Internationale:

"Je crois que la prochaine Internationale sera, après que les écrits de Marx auront agi quelques années, directement communiste et implantera nos principes." (**Correspondance**, in **Dictionnaire du mouvement ouvrier**, *Editions universitaires, Paris, 1970, p. 109)*

Et cette nouvelle organisation, selon Engels, *"ne saurait plus être une simple société de propagande, mais* **un parti** *pour l'action"*. (**Lettre à Johann Philipp Becker**, *Londres, in* **Friedrich Engels, Karl Marx, le parti de classe** *tome IV p. 34)*

Les choses ne se passèrent pas tout à fait comme l'avait prévu Engels. Avant l'Internationale communiste existera une Internationale sociale-démocrate, qui fut une nouvelle arène de combat contre l'opportunisme, mais cette fois à un niveau supérieur. Si dans la Ière Internationale Marx et Engels durent mener la lutte contre les trade-unionistes et contre les anarchistes, la lutte dans la IIe Internationale se mena pour faire de ces partis des partis révolutionnaires, marxistes. Comme l'a bien dit Lénine, la IIe Internationale étendit le mouvement politique de la classe ouvrière. Mais ce qu'il gagna en quantité, du point de vue de ses partis politiques, le prolétariat en perdit pour un temps de sa qualité révolutionnaire. Cette faiblesse aboutit à la trahison des chefs de la IIe Internationale au moment de la Première Guerre mondiale. Leur "faillite honteuse" consista à soutenir leur bourgeoisie impérialiste dans la guerre et à entraîner le prolétariat sur la voie du social-chauvinisme. Dans la lutte contre leur opportunisme, et sur la base des nouvelles conditions révolutionnaires engendrées par la guerre, apparurent les conditions de la création de la IIIe Internationale, l'Internationale communiste.

L'Internationale communiste ou Komintern (1919-1943)

1919:
Congrès de fondation de l'Internationale communiste

Janvier 1919: Le Comité central du Parti communiste de Russie et les Bureaux étrangers des Partis communistes polonais, hongrois, allemand, autrichien, letton, le Comité central du Parti communiste de Finlande, le Comité exécutif de la Fédération social-démocrate révolutionnaire balkanique et un représentant du Parti ouvrier socialiste américain lancent un appel pour la création d'une Internationale révolutionnaire. Dans un **Manifeste aux ouvriers de l'univers,** ils invitent 39 partis, tendances et groupes socialistes et ouvriers à se réunir en "Conférence internationale communiste".

"Les partis et organisations soussignés considèrent comme une nécessité impérieuse la réunion du premier congrès de la nouvelle Internationale révolutionnaire. Pendant la guerre et la Révolution, se manifesta non seulement la complète banqueroute des vieux partis socialistes et sociaux-démocrates et avec eux la IIe Internationale, mais aussi l'incapacité des éléments centristes de la vieille social-démocratie à l'action révolutionnaire. En même temps, se dessinent clairement les contours d'une véritable Internationale révolutionnaire". La tâche du Congrès doit être la *"création d'un organisme de combat chargé de coordonner et de diriger le mouvement de l'Internationale communiste et de réaliser la subordination des intérêts du mouvement des divers pays aux intérêts généraux de la Révolution internationale."* (**Manifestes, thèses et résolutions des Quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste 1919-1923,** pp. VIII et IX)

Mars 1919: Réunion du 1er Congrès de l'Internationale communiste à Moscou. Y participent 36 délégués avec voix délibérative et 15 avec voix consultative.

Le thème central des débats de ce Premier Congrès est l'organisation et la direction de la lutte prolétarienne sur la base du principe de la dictature du prolétariat, de la destruction de la machine d'Etat de la bourgeoisie, et du pouvoir des soviets. La question pratique posée

aux délégués est celle de l'organisation **immédiate** de la révolution, dont le mouvement ne cesse de s'étendre. Le principal débat lors du Congrès se mène sur le rapport entre la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat. Les principales clarifications sont faites par Lénine dans ses **Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat** et son **Discours** sur ses thèses.

Les conceptions de Lénine et du Parti bolchévique triomphent entièrement. Autant dans la **Plate-forme de l'Internationale communiste** que dans le **Manifeste de l'Internationale communiste aux prolétaires du monde entier!**, le Premier Congrès se fonde sur les leçons fondamentales de la Révolution d'Octobre en Russie. Il rompt aussi totalement avec les conceptions social-démocrates, pacifistes, réformistes et légalistes de la IIe Internationale.

Le **Manifeste** du Premier Congrès se termine sur le mot d'ordre suivant:

"Sous le drapeau des soviets ouvriers, de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir et la dictature du prolétariat, sous le drapeau de la IIIe Internationale, prolétaires de tous les pays, unissez-vous!" (Ouvrage cité, p. 34)

Ainsi était réalisé le projet d'Engels d'une Internationale communiste, basée sur les enseignements de Marx.

Avril 1919: Lénine fait le point sur l'expérience historique de l'organisation internationale des travailleurs. Dans son article **La IIIe Internationale et sa place dans l'histoire**, il écrit:

"La Ière Internationale a jeté les fondements de la lutte prolétarienne, internationale, pour le socialisme
"La IIe Internationale a été une phase de préparation du terrain pour propager largement parmi les masses le mouvement dans plusieurs pays.
"La IIIe Internationale a recueilli les fruits du labeur de la IIe Internationale, elle en a amputé la vermine bourgeoise et petite-bourgeoise, opportuniste et social-chauvine, et a **commencé à réaliser** *la dictature du prolétariat." (Lénine,* **Oeuvres,** *t. 29, p. 30)*

Du Premier Congrès (mars 1919) au Deuxième Congrès de l'Internationale communiste (juillet 1920)

A cette époque, la lutte révolutionnaire fait rage en Europe. Des insurrections prolétariennes secouent l'Europe de l'Ouest, en Hongrie, en Bavière, en Slovaquie, en Allemagne. Il existe un fort mouvement de lutte dans tous les pays: le mouvement d'occupation des usines en Italie, le puissant mouvement gréviste en France, en Angleterre, aux Etats-Unis, au Japon et au Canada (grève générale de Winnipeg). Les événements confirment les thèses de l'Internationale communiste (IC) sur l'existence d'une nouvelle période révolutionnaire et sur la nécessité d'organiser la révolution prolétarienne maintenant.

Deux préoccupations retiennent l'attention des dirigeants du mouvement communiste international. **Premièrement**, une tendance gauchiste est apparue dans les rangs du mouvement. Cette tendance refuse de travailler dans les syndicats dominés par les réformistes et dans les parlements bourgeois. Lénine s'attaque au problème dans sa brochure: **La maladie infantile du communisme (le "gauchisme")**, qui sera massivement distribuée au 2e Congrès de l'Internationale. **Deuxièmement**, le triomphe de la Révolution d'Octobre et l'intérêt que suscite la nouvelle Internationale attirent un grand nombre de tendances et d'organisations qui n'ont pas encore rompu avec les vieilles idées social-démocrates. Bien des difficultés rencontrées durant cette période sont dues à l'action de ces éléments centristes. L'Internationale communiste s'attaque à ce problème en resserrant les conditions d'adhésion.

1920: Le Deuxième Congrès de l'Internationale communiste

La consolidation idéologique et organisationnelle de l'Internationale fut une préoccupation majeure du Comité exécutif et de Lénine personnellement. Le Deuxième Congrès allait s'attaquer au rôle des partis communistes dans la révolution socialiste, la lutte pour conquérir les masses et les alliés du prolétariat dans la lutte pour le socialisme.

Juillet 1920: Ouverture du 2e Congrès de l'IC, tenu à Pétrograd. Y participèrent 217 délégués de 67 organisations venues de 37 pays. Les principales thèses et résolutions de ce congrès reflètent les problèmes, les acquis et les tâches principales de l'IC à ce moment.

L'idéologie et l'organisation de l'IC: Sous cette rubrique on trouve: les **Statuts de l'IC** et les **Conditions d'admission des Partis dans l'Internationale communiste** (vingt et une en tout) adoptés par le Congrès. Les partis de la nouvelle Internationale sont dotés d'une orientation bolchévique en matière d'organisation. Par des mesures strictes, on neutralise les éléments centristes et on élimine les droitiers, considérés comme les éléments les plus dangereux, comme les ennemis principaux du mouvement communiste. Sont réaffirmées les thèses fondamentales de la révolution prolétarienne, de la dictature du prolétariat et de l'internationalisme prolétarien.

Les tâches de l'Internationale et le rôle des partis communistes. La tâche principale de l'IC est la "préparation immédiate de la dictature du prolétariat." Pour cela il faut que les partis communistes comprennent bien leur rôle. Ce rôle est celui d'un détachement d'avant-garde du prolétariat. Cette avant-garde, même petite, doit étendre son influence sur les larges masses travailleuses. Il faut aller là où sont les masses et les arracher à la domination des opportunistes, non pas en

s'adaptant aux couches retardataires, mais en les entraînant à l'action à la suite des travailleurs les plus conscients et les plus militants. L'action des partis communistes doit donc se déployer dans tous les sens, dans les syndicats, dans les colonies et nations dominées, auprès de la paysannerie. Ces idées sont développées dans des documents comme: **Le mouvement syndical, les Comités de fabrique et d'usine; Thèses et additions sur les questions nationales et coloniales** (Lénine); **Thèses sur la question agraire; Le Parti communiste et le parlementarisme** . (Tous ces documents, sauf indication contraire, sont reproduits dans le recueil: les **Quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste**).

Toutes ces orientations idéologiques, organisationnelles, stratégiques et tactiques, sont résumées dans le **Manifeste du Congrès: Le monde capitaliste et l'Internationale communiste**, dans lequel la nouvelle Internationale se définit comme étant *"le parti de l'insurrection du prolétariat mondial". (Les* **Quatre premiers congrès de l'IC**, *p. 80)*

Septembre 1920 — janvier 1921. L'Internationale communiste étend son action. Plusieurs partis se transforment en partis communistes. Des scissions ont lieu dans certains autres partis. En septembre, une majorité écrasante du Parti social-démocrate de Tchécoslovaquie adopte les 21 conditions d'admission à l'IC et se transforme en Parti communiste. Même chose pour le Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, ainsi qu'en France. En Italie, une minorité joint les rangs de l'IC. Ailleurs, comme au Canada, des petits partis socialistes et sociaux-démocrates s'unissent en Parti communiste sous l'influence de la Révolution d'Octobre et de l'Internationale communiste. Ainsi, un processus inexorable de ralliement et de démarcation s'opère. Le programme et les principes politiques et d'organisation de l'IC se confirmaient dans la pratique.

1921: le Troisième Congrès de l'Internationale communiste

La vague révolutionnaire des années 1918-19-20 et 21 montre des signes de relâchement. La fin de la guerre impérialiste permet aux bourgeoisies de consacrer plus de forces à la répression du mouvement révolutionnaire dans leur pays respectif. En Allemagne, Rosa Luxembourg et Karl Liebneck, deux éminents dirigeants du mouvement communiste allemand, sont lâchement assassinés par les contre-révolutionnaires. Dans beaucoup de pays, la social-démocratie est utilisée par la bourgeoisie impérialiste pour neutraliser le mouvement révolutionnaire du prolétariat. Fatiguées par la guerre et une lutte de classes tumultueuse, les masses donnent des signes de lassitude. C'est dans ce contexte qu'apparaît la notion de **front unique prolétarien**: le contexte des premiers signes d'un reflux de la vague révolutionnaire et de la montée d'une attaque généralisée de la bourgeoisie contré le mouvement ouvrier.

Juin 1921: le Troisième Congrès de l'IC à Moscou. Y participèrent 605 délégués de 103 organisations provenant de 52 pays.

Au centre de la tactique de l'IC se trouve maintenant le mot d'ordre **"Aller aux masses!".** Malgré leurs trahisons répétées, l'emprise des réformistes sur les organisations des masses n'a pas été brisée. La dénonciation verbale ne suffit pas. Il faut démontrer dans la pratique qu'ils sabotent les luttes immédiates et la lutte pour le socialisme. Cette tactique tient compte du ralentissement de l'offensive révolutionnaire et du regroupement des forces ennemies. Il faut consolider et étendre l'action des communistes parmi les masses. Ce sont ces analyses et ces orientations que développent les documents suivants du IIIe Congrès de l'IC: **Thèses sur la situation mondiale et la tâche de l'Internationale communiste** et **Thèses sur la tactique.**

Mais cela ne signifie pas que les partis communistes relâchent leur action. Ils sont des détachements de combat et ils doivent poursuivre sans relâche la préparation de la révolution dans toutes les conditions. L'"action directe" des masses, à la base, est mise de l'avant pour mobiliser les masses contre la bourgeoisie; dans chaque lutte partielle il faut maintenir le parti et la classe ouvrière sur des positions de combat et d'unité dans la lutte concrète.

En plus des questions de tactique, le Congrès poursuit le travail de consolidation idéologique et organisationnelle des partis communistes: **Thèses sur la structure, les méthodes et l'action des partis communistes**. De même, on consolide et on élargit l'organisation centrale de l'IC, le Comité exécutif. On développe aussi l'orientation sur le travail syndical, sur l'action des communistes dans les coopératives, parmi la jeunesse et parmi les femmes. Ainsi se développent les principes tactiques qui doivent guider l'action des communistes dans les organisations de masse au cours de la nouvelle période.

C'est de cette époque que date le débat de fond sur la tactique de front unique, débat qui allait marquer l'histoire de l'IC jusque dans les années 40.

Décembre 1921: S'appuyant sur les résolutions du Congrès, le Comité exécutif de l'IC développe la tactique de front unique. L'Exécutif élabore davantage les principes de base de cette tactique, qui seront soumis au 4e Congrès. En 1922: unité à la base de tous les travailleurs, indépendamment de leur allégeance politique et idéologique, lutte directe contre la bourgeoisie, liberté de critique des partis communistes dans les actions communes. *"Le front unique n'est autre chose que l'union de tous les ouvriers décidés à lutter contre le capitalisme."* (les **Quatre premiers congrès de l'IC**, p. XIII)



Lénine au IIe Congrès mondial de l'Internationale communiste (juillet 1920): "La révolution du prolétariat, l'abolition du joug du capitalisme est en marche et s accomplira dans tous les pays."

1922: le Quatrième Congrès de l'Internationale communiste

L'offensive du capital contre la classe ouvrière est au centre de l'analyse du Congrès. La montée du "fascisme international" est une préoccupation majeure. Le Congrès se penche sur les questions qui vont occuper l'IC et l'histoire du mouvement communiste international jusque dans les années 40.

7 novembre 1922: Cinquième anniversaire de la Révolution d'Octobre et début du 4e Congrès de l'IC. Y participent 408 délégués de 66 partis et organisations provenant de 50 pays. A cette époque le membership des partis communistes était de 1,253,000 (bien que 17 partis n'avaient pas encore fourni de statistiques sur leurs effectifs).

Constatation majeure: la classe ouvrière est partout acculée à des tactiques défensives contre la répression généralisée. Le fascisme se développe dans tous les pays. Il est triomphant en Italie. En plus de constituer des organisations paramilitaires, les fascistes tentent de développer des bases dans les masses et de créer des organisations de masse fascistes. Pour l'IC, les sociaux-démocrates sont responsables en grande partie de la démoralisation qui pousse une certaine partie des masses vers les fascistes. Mais elle met en garde contre la tendance à ne reposer que sur la démocratie bourgeoise dans la lutte antifasciste. Il faut "défendre les positions révolutionnaires dans toutes les situations", bien que "diverses étapes et différents épisodes passagers soient possibles". *"Une des tâches les plus importantes des partis communistes est d'organiser la résistance au fascisme international, de se mettre à la tête de tout le prolétariat dans la lutte contre les bandes fascistes et d'appliquer énergiquement sur ce terrain aussi la tactique du front unique; les méthodes illégales sont ici absolument indispensables."* (**Résolution sur la tactique de l'IC,** *in les* **Quatre premiers congrès de l'IC**, *p. 157)*

L'IC réaffirme donc avec force les thèses et la tactique du front unique. Le Congrès adopte les thèses du Comité exécutif; **Thèses sur l'unité du front prolétarien,** et réaffirme la position du IIIe Congrès:

"Conquérir une influence communiste dans la majorité de la classe ouvrière et mener au combat la partie décisive de cette classe."

Le Congrès s'attaque aux problèmes constatés dans certains partis qui n'ont pas appliqué fermement la tactique de front unique. Il faut réaliser l'"unité à la base" dans l'action directe contre la bourgeoisie, même si les ouvriers qui participent à ces actions sont encore sous l'emprise des réformistes et des anarchistes. C'est au IVe Congrès aussi qu'est

mis de l'avant l'objectif des "gouvernements ouvriers".

Le programme du gouvernement ouvrier:

"Le programme le plus élémentaire d'un gouvernement ouvrier doit consister à armer le prolétariat, à désarmer les organisations bourgeoises contre-révolutionnaires, à instaurer le contrôle de la production, à faire tomber sur les riches le principal fardeau des impôts et à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire".

La portée tactique du gouvernement ouvrier et son lien avec la révolution:

"Mais il va de soi que la naissance d'un gouvernement véritablement ouvrier et le maintien d'un gouvernement faisant une politique révolutionnaire doivent mener à la lutte la plus acharnée et, éventuellement, à la guerre civile contre la bourgeoisie." "Le mot d'ordre de gouvernement ouvrier est donc susceptible de concentrer et de déchaîner des luttes révolutionnaires." (**Résolution sur la tactique de l'IC**, *in* **Quatre premiers congrès de l'IC**, *p. 158)*

1924: le Cinquième Congrès de l'Internationale communiste

Etaient présents 504 délégués représentant 49 partis et 10 organisations internationales. Le membership (1,319,000) est inférieur à celui de 1922, à cause des défaites subies en 1923, du passage à l'illégalité de beaucoup de partis, et de la défection des éléments instables.

Le Ve Congrès mène la lutte contre la droite opportuniste qui transforme la tactique de front unique en "alliance politique" et en "coalition organique" avec la social-démocratie. *"Pour l'Internationale communiste, la tactique du front unique avait pour but principal de combattre les chefs de la social-démocratie contre-révolutionnaire et de libérer les ouvriers sociaux-démocrates de leur influence; la droite l'a interprété comme équivalent à une union politique avec la social-démocratie".* (**Sur la tactique communiste**, *VI. "-Guerre sans merci aux déviations opportunistes de droite", in* **Compte rendu analytique** *du Ve Congrès de l'IC, Résolutions, Librairie de l'Humanité, 1924, pp. 376-377).* Mais le Congrès lutte aussi contre ce qu'il qualifie de "déviations d'extrême gauche". *"Le mouvement en faveur de l'abandon des syndicats est gros de dangers immenses pour le communisme". "Les déviations d'"extrême gauche" se sont manifestées également dans le rejet par principe de la manoeuvre en général et, en particulier, dans l'incompréhension de la tactique du front unique, dans une mauvaise volonté à la mettre en pratique, ou bien dans son admission seulement en matière économique et pas en politique, etc." (Idem, p. 377)*

On peut résumer ainsi le point de vue du Ve Congrès sur la tactique de front unique: l'unité à la base, toujours; l'unité à la base et au sommet, parfois; l'unité au sommet seulement, jamais. *"La tactique de front unique a été et reste une méthode de révolution et non d'évolution pacifique. Elle a été et reste une tactique de manoeuvre stratégique révolutionnaire de l'avant-garde communiste entourée d'ennemis et luttant tout d'abord contre les chefs traîtres de la social-démocratie contre-révolutionnaire; elle n'est en aucun cas une tactique d'alliance avec eux." (Idem, p. 379)*

En même temps qu'il lutte pour l'application de la tactique de front unique, le Ve Congrès s'attaque à la "bolchevisation des partis communistes". Il constate que la déformation de la tactique du front unique par la droite est allée *"au point d'entraîner parfois une dégénération des partis communistes" (Idem, p. 377).* Seul un parti solide, fondé sur des principes d'organisation bolcheviques et guidé par une ligne politique révolutionnaire peut soutenir avec succès les "manoeuvres" qu'impose la tactique de front unique. C'est au Ve Congrès que sont adoptées les thèses sur la restructuration des partis communistes sur la base des cellules d'entreprises.

Le Ve Congrès adopte aussi le **Projet de programme** qui sera soumis à toutes les sections pour discussion avant son adoption finale au VIe Congrès.

1928: Sixième Congrès de l'Internationale communiste

A Moscou; étaient présents 532 délégués représentant 66 partis et organisations.

La menace d'une nouvelle guerre impérialiste mondiale se fait de plus en plus évidente. L'IC critique la sous-estimation du danger de guerre par ses sections. Dans le programme adopté par le VIe Congrès, la défense de l'URSS socialiste contre les puissances impérialistes est un devoir révolutionnaire inséparable de la préparation des masses à la révolution dans chaque pays.

Le VIe Congrès réaffirme la justesse des thèses de Lénine sur la question nationale et coloniale. Le Congrès réaffirme en particulier l'une des tâches fondamentales des communistes dans les colonies et semi-colonies:

"Modifier le rapport des forces en faveur du prolétariat; libérer le pays du joug de l'impérialisme (nationalisation des concessions, voies ferrées, banques et autres entreprises étrangères); créer l'unité nationale là où elle n'est pas encore réalisée; renverser le pouvoir des classes exploiteuses derrière lesquelles est l'impérialisme; organiser des conseils ouvriers et paysans et une armée rouge; instaurer la dictature du prolétariat et des paysans; consolider l'hégémonie du prolétariat;" (**Thèses sur le mouvement révolutionnaire dans les colonies et semi-**

colonies, *in* **Thèses et résolutions du VIe Congrès mondial de l'IC,** *p. 1732)*

Le Congrès met en garde contre le danger de se mettre à la remorque de la bourgeoisie dans les pays coloniaux.

En ce qui regarde la guerre impérialiste, le VIe Congrès se base sur les positions de Lénine dans la Première Guerre mondiale: transformer la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire contre la bourgeoisie impérialiste, refus de défendre la patrie impérialiste.

Du point de vue de la tactique, le VIe Congrès insiste sur **l'unité à la base** dans la tactique du front unique, et il accentue sa dénonciation des sociaux-démocrates. Les alliances électorales sont exclues avec ce que l'on nomme les "partis ouvriers de la bourgeoisie" et la "sociale-démocratie contre-révolutionnaire". La même attitude prévaut en ce qui regarde les éléments dits "de gauche" dans ces partis dont le rôle, selon le VIe Congrès est "particulièrement odieux", et qui sont qualifiés d'"*ennemis les plus dangereux du communisme et de la dictature du prolétariat*". (**Thèses sur la situation internationale et les tâches de l'IC,** *même source que précédemment, p. 1703).* Pour le VIe Congrès, la lutte de classe du prolétariat doit affronter autant le réformisme que le fascisme. Un des mots d'ordre du **Manifeste** du VIe Congrès affirme: "*-Contre le réformisme et le fascisme — pour la révolution prolétarienne!" (idem, p. 1699)*

Pour le VIe Congrès, le fascisme se caractérise de la façon suivante:

"Le trait caractéristique du fascisme est qu'au moment de l'ébranlement du régime économique capitaliste et en raison de circonstances objectives et subjectives, la bourgeoisie profite du mécontentement de la petite et moyenne bourgeoisie urbaine et rurale, et même de certaines couches du prolétariat déclassé, pour créer un mouvement de masse réactionnaire, afin de barrer la route au développement de la révolution. (...) Une fois au pouvoir, le fascisme s'efforce d'établir l'unité politique et organique de toutes les classes dominantes de la société capitaliste (banques, grande industrie, grande agriculture) et réalise leur dictature intégrale, ouverte et conséquente". (idem, p. 1703)

Du VIe Congrès (1928) au VIIe Congrès de l'Internationale communiste (1935)

Entre le VIe et le VIIe congrès de l'IC l'offensive contre-révolutionnaire se développait. Hitler avait pris le pouvoir en Allemagne. L'Internationale fait une distinction entre les régimes bourgeois démocratiques et les régimes fascistes et s'attaque à la ligne dite "classe contre classe". Les communistes doivent aussi réaliser des alliances politiques, au niveau des gouvernements, avec les autres partis qui se réclament de la classe ouvrière et du socialisme. Les communistes et les sociaux-démocrates avaient obtenus respectivement 5.4 et 8 millions de voix aux élections allemandes de 1932, alors que les fascistes avaient obtenu 13,800,000 voix. Une coalition des deux partis aurait barré la route électorale à Hitler.

Juillet-août 1935: le VIIe Congrès de l'IC, à Moscou; y ont participé 513 délégués représentant 65 partis et organisations. Les effectifs de l'IC sont de 3,140,000.

Le VIIe Congrès constate que les partis communistes dans plusieurs cas n'ont pas su présenter assez tôt une solution politique juste à la montée du fascisme. Les erreurs sectaires sont au centre des débats du Congrès. Les leçons principales et les orientations essentielles de l'IC à ce moment sont contenues dans le rapport de G. Dimitrov: **La classe ouvrière contre le fascisme.**

La ligne "classe contre classe" est critiquée. Le slogan "unité à la base seulement" est élargi à toutes les formes d'unité susceptibles de progresser dans la lutte contre le fascisme. En France, c'est l'époque du Front populaire. Le fascisme est considéré comme un régime qualitativement différent de la démocratie bourgeoise:

"L'arrivée du fascisme au pouvoir, **ce n'est pas la substitution ordinaire** *d'un gouvernement bourgeois à un autre, mais le remplacement d'une forme étatique de la domination de classe de la bourgeoisie — la démocratie bourgeoise — par une autre forme de cette domination, la dictature terroriste déclarée." (Dimitrov, ouvrage cité, p. 40)*

Dans le même sens, le fascisme n'est plus seulement caractérisé comme étant la dictature ouverte du grand capital, ainsi que l'avait avancé le VIe Congrès, mais comme:

"La dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier." (Idem, p. 39, souligné dans le texte)

La base de classe du front antifasciste et ses objectifs démocratiques immédiats s'élargissaient. Ainsi, il devenait plus évident que les communistes devaient *"prendre avantage des contradictions qui existent dans le camp de la bourgeoisie lui-même" (Idem, p. 8)*

1939: La Deuxième Guerre mondiale éclate. Dans un premier temps, la guerre est considérée du même point de vue que la guerre de 14-18. Mais en 1942, l'Union soviétique est attaquée par les armées hitlériennes. La guerre change de nature et se transforme en guerre antifasciste de libération nationale et pour soutenir l'URSS agressée par le fascisme. L'alliance internationale des Etats bourgeois impérialistes et de l'URSS prend le sens d'une alliance internationale antifasciste pour préserver la démocratie.

1943: Dissolution de l'Internationale communiste. La Résolution du Comité exécutif de l'IC relative à la dissolution de l'Internationale communiste dira:

"Déja avant la guerre, il devenait plus évident de jour en jour que, devant la complication de la situation nationale et internationale de chaque pays, la direction des forces ouvrières par un seul centre international rencontrait des difficultés insurmontables". (Voir le texte complet de la résolution de dissolution en annexe)

Cette résolution a été unanimement acceptée par les partis communistes membres.

Du Komintern à la scission avec le révisionnisme soviétique

1947:
Création du Bureau d'information, aussi appelé Kominform

Une conférence d'information des représentants de quelques partis communistes: Bulgarie, France, Hongrie, Italie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, URSS, Yougoslavie, constate que le manque de liaison entre les partis freine l'action du mouvement communiste international. Elle décide de créer un Bureau d'information. *"L'expérience a prouvé qu'un tel manque de liaison entre les partis communistes est grandement dommageable et ne saurait se justifier. La nécessité de l'échange des expériences et d'une coordination librement consentie de l'action des partis intéressés, revêt en ce moment une acuité particulière dans les conditions compliquées de la situation d'après-guerre où l'absence d'une liaison entre partis communistes peut conduire à une situation préjudiciable à la classe ouvrière" (Extrait de la* **Résolution** *de fondation du Bureau d'information)*

1948:
Résolution du Bureau d'information "Sur la situation dans le Parti communiste de Yougoslavie

Le Parti yougoslave est critiqué fermement pour son nationalisme, qui le pousse à assimiler l'URSS aux puissances impérialistes. Il est critiqué pour le régime policier et antidémocratique qui existe dans ses rangs, où la cooptation aux organes dirigeants a remplacé les élections. Il est critiqué pour avoir fondu le parti communiste dans le front populaire, sabotant par là son caractère d'avant-garde et son rôle dirigeant dans la société et l'Etat socialistes. Il est aussi critiqué pour prôner la théorie de l'atténuation de la lutte de classes sous le socialisme. Le Bureau d'information en appelle "aux forces saines" du Parti communiste de Yougoslavie pour qu'elles obligent *"leurs dirigeants actuels à reconnaître ouvertement et honnêtement leurs fautes et à les corriger..." (Le texte de la résolution a été réédité dans le* **Bulletin international,** *no 7-8, juillet-août 1978)*

1949: Deuxième résolution du Bureau d'information sur la Yougoslavie: "Le Parti communiste yougoslave au pouvoir des assassins et des espions". Cette fois, les dirigeants du Parti yougoslave sont expulsés du Bureau d'information et ce dernier appelle tous les partis du monde à les dénoncer comme une clique d'espions à la solde de l'impérialisme. *"La clique des espions et des assassins à gages de Belgrade s'est ouvertement acoquinée avec la réaction impérialiste et s'est mise à son service...". (Même source que précédemment.*

1953: Mort de Staline

Février 1956: XXe Congrès du PC d'URSS. Cette même année, l'URSS propose au gouvernement des Etats-Unis "la conclusion d'un traité d'amitié et de coopération", déclarera Khrouchtchev à **La Pravda**, le 19 mars 1957. Les révisionnistes prennent le pouvoir en URSS sous la direction de N. Khrouchtchev.

Avril 1956: Dissolution du Bureau d'information

Octobre 1956: Dissolution du Parti des travailleurs de Hongrie.

Années 60: Rupture du Parti du travail d'Albanie, du Parti communiste chinois et de quelques autres partis avec les révisionnistes soviétiques. A partir de ce moment, le mouvement communiste international se retrouve morcelé et divisé. La plupart des partis qui suivent la direction soviétique sombrent dans le révisionnisme. La voie du passage pacifique au socialisme, la collusion avec l'impérialisme, l'abandon de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat, la liquidation de l'internationalisme prolétarien, l'accession de l'URSS au niveau d'une superpuissance social-impérialiste, voilà autant de faits qui caractérisent le mouvement révisionniste moderne. C'est contre tout cela que le mouvement marxiste-léniniste contemporain doit lutter pour refaire son unité au niveau international comme pour se reconstituer dans chaque pays.

Bibliographie

— *Statuts de l'Association internationale des travailleurs*. **Voir: Marx-Engels,** *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, **Editions sociales, Paris, 1966, Annexes, p. 141**
— *Adresse inaugurale de l'Association internationale des travailleurs;* **voir:** *Le Conseil général de la Première Internationale, 1864-1866*, **Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou, 1972, Annexe, (pp. 233 à 242)**
— **Lénine,** *La IIIe Internationale et sa place dans l'histoire* **Oeuvres, tome 29**
— *Critique du programme de Gotha*, **par K. Marx, voir plus haut**

— *Dictionnaire du mouvement ouvrier*, Editions universitaires Paris, 1970.
— Lénine, *La maladie infantile du communisme (le "gauchisme")* Editions en langues étrangères, Pékin, 1970
— *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste, 1919-1923*, Textes complets, Bibliothèque communiste, Librairie du Travail, 1934, Réimpression EN LUTTE!, 1975
— *Ve Congrès de l'Internationale communiste* (1924), Librairie de l'Humanité, Paris, 1924
— *Thèses et Résolutions du VIe Congrès mondial de l'IC, Numéro spécial de La Correspondance internationale*, décembre 1928, Reproduction en fac-similé, Librairie-Edition Norman Bethune, Paris.
— *Report of the Seventh World Congress of the Communist International*, Modern Books Limited London, 1936; ce document contient tous les rapports au Congrès, y compris le texte de Dimitrov: *The Working Class Against Fascism* (La classe ouvrière contre le fascisme)
— *Résolution de création du Bureau d'information*, document annexe au *Rapport d'Andre Jdanov sur la situation internationale* (1947), Editions Norman Bethune, Paris, 1973.
— *Outline History of the Communist International*, Progress Publishers, Moscow, 1971 (Toutes les statistiques sur les congrès de l'Internationale communiste proviennent de ce livre)
— Friedrich Engels, Karl Marx, *Le parti de classe*, recueil de textes, tome IV (Activités de classe du parti), Petite collection Maspéro, Paris, 1973
— *L'offensive du fascisme et les tâches de l'Internationale communiste dans la lutte pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme* — I. Le fascisme et la classe ouvrière, in Georges Dimitrov, *Oeuvres choisies*, Editions sociales, Paris, 1972.

Annexe I
Résolution du Comité exécutif de l'IC relative à la dissolution de l'Internationale communiste (15 mai 1943)

La mission historique de l'Internationale communiste lors de sa création en 1919 consistait, face à la banqueroute des vieux partis de la classe ouvrière, à sauver les principes du marxisme de la déformation et de la falsification par les éléments opportunistes du mouvement ouvrier, à unir dans de véritables partis ouvriers l'avant-garde la classe ouvrière de tous les pays, à mobiliser les masses travailleuses pour la défense de leurs intérêts économiques et politiques, pour la défense contre le fascisme se préparant à la guerre et la défense de l'URSS. particulièrement visée par les machinations guerrières du fascisme. L'Internationale communiste a dévoilé à plusieurs reprises la vraie signification du pacte anticomintern comme instrument de la préparation de la guerre par les fascistes hitlériens. Longtemps avant la guerre, elle a démasqué les infâmes menées politiques des fascistes hitlériens dans les divers pays, menées que ceux-ci essayaient de camoufler en accusant l'Internationale communiste d'immixtion dans les affaires intérieures des autres pays.

Mais déjà avant la guerre, il devenait plus évident de jour en jour que, devant la complication de la situation nationale et internationale de chaque pays, la direction des forces ouvrières par un seul centre international rencontrait des difficultés insurmontables. Les profondes divergences dans le développement historique des divers pays, le caractère hétérogène et souvent même contradictoire de leurs institutions politiques, la diversité dans la cadence de leur développement social et politique, les différences dans les degrés de conscience de classe et de l'organisation de la classe ouvrière dans chaque pays, posent pour chaque pays d'autres tâches et d'autres devoirs.

Les 25 années écoulées et l'expérience de l'Internationale communiste ont montré de façon irréfutable que la forme d'organisation de l'Association internationale des travailleurs, telle qu'elle avait été décidée par le Premier Congrès de l'Internationale communiste pour la période de début de reconstruction du mouvement ouvrier international, s'est révélée de plus en plus surannée en face de la croissance des partis communistes nationaux dans les différents pays et cela à cause de la complication de la situation et elle est même devenue un obstacle au développement des partis ouvriers nationaux.

La guerre mondiale déclenchée par Hitler a encore accentué les différences et a créé un profond abîme entre les pays de dictature fasciste et les peuples libres réunis dans la coalition anti-hitlérienne.

Tandis que dans les pays du bloc hitlérien les ouvriers et les masses travailleuses ont pour tâche de préparer de toutes leurs forces la défaite de leur Etat, de saper de l'intérieur la machine de guerre hitlérienne et d'abattre leurs gouvernements fauteurs de guerre, les masses travailleuses de la coalition anti-hitlérienne ont le devoir sacré de soutenir de toutes leurs forces les efforts de guerre de leurs gouvernements afin d'écraser le plus tôt possible les puissances fascistes et d'assurer l'égalité des droits de tous les peuples.

Il ne faut pas perdre de vue non plus que, dans certains pays, les antifascistes ont des tâches particulières. Ainsi, dans les pays occupés

par les fascistes hitlériens, les ouvriers et les masses travailleuses ont comme tâche l'organisation de la lutte armée contre l'occupant et sa transformation en guerre de libération nationale. En même temps, l'union des plus larges masses populaires sans différence de parti, dans la lutte aux côtés des pays de la coalition anti-hitlérienne, a montré que l'essor national et la mobilisation des masses par l'avant-garde ouvrière dans chaque pays peuvent être réalisés de la meilleure façon dans le cadre de chaque Etat en particulier.

Déjà, le VIIe Congrès de l'Internationale communiste, en 1935, avait tenu compte de cette évolution, en relevant la nécessité d'une plus grande souplesse et indépendance des différentes sections de l'Internationale, en soulignant la nécessité pour l'Internationale de tenir compte dans ses décisions des conditions concrètes et des particularités de chaque pays et en décidant d'éviter, en règle générale, l'intervention directe des organes dirigeants de l'Internationale dans les questions d'organisation intérieure des différents partis communistes. Se basant sur ces considérations, l'Internationale communiste a pris note et agréé, en novembre 1940, la demande du Parti communiste des Etats-Unis de quitter l'Internationale communiste.

Les communistes, fidèles aux enseignements des créateurs du marxisme-léninisme, n'ont jamais été partisans du maintien, à tout prix, des formes d'organisation périmées. Ils ont toujours subordonné les formes d'organisation et les méthodes d'action aux intérêts politiques fondamentaux de l'ensemble de la classe ouvrière et aux particularités concrètes de la situation historique donnée ainsi qu'aux tâches qui en découlent. Ils se rappellent l'exemple de Karl Marx qui, après que l'Association internationale des travailleurs eut rempli ses tâches, ayant comme résultat la création de partis ouvriers nationaux de masse, n'a pas hésité à dissoudre cette première internationale.

Partant de toutes ces considérations et tenant compte du fait de la croissance et de la maturité politique des partis communistes et de leurs cadres dirigeants dans la plupart des pays, et considérant que les conditions de la guerre actuelle mettent à l'ordre du jour la dissolution de l'Internationale communiste comme centre dirigeant du mouvement ouvrier, le Présidium du Comité exécutif de l'Internationale ommuniste, empêchée par les circonstances créées par la guerre mondiale de convoquer un congrès mondial se permet de soumettre aux sections de l'Internationale la proposition suivante:

"L'Internationale communiste comme centre dirigeant du mouvement ouvrier international est dissoute et les sections déliées de leurs obligations créées par le statut et les décisions des congrès de l'Internationale communiste."

"Le Présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste appelle les adhérents de l'Internationale communiste à mobiliser toutes leurs forces pour le soutien et la participation active à la lutte pour la libération des peuples et des Etats, pour l'écrasement rapide des fascistes hitlériens, de leurs alliés et vassaux."

Le Présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste (signé)

G. Dimitrov	O. Kuusinev
M. Ercoli	D. Manuilsky
W. Florin	A. Marty
K. Gottwald	W. Pieck
V. Kolarov	M. Thorez
J. Koplenig	A. Khdanov

Les représentants suivants des partis communistes ont aussi signé la résolution:

Bianco (Italie)
Dolores Ibarruri (Espagne)
Lekhtinin (Finlande)
Anna Pauker (Roumanie)
Mathias Rakosi (Hongrie)

Moscou, 15 mai 1943.

Déclaration du Présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste sur la dissolution de l'Internationale communiste

8 juin 1943

Lors de sa dernière réunion, le 8 juin 1943, le Présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste a pris connaissance des décisions que lui ont fait parvenir ses sections concernant sa proposition du 15 mai 1943, relative à la dissolution de l'Internationale communiste, il a décidé ce qui suit:

1. Que la proposition de dissoudre l'Internationale communiste a été appuyée par:

Le Parti communiste d'Australie, le Parti communiste d'Autriche, le Parti communiste d'Argentine, le Parti communiste de Belgique, le Parti communiste de Bulgarie, le Parti communiste de Grande-Bretagne, le Parti communiste de Hongrie, le Parti communiste d'Allemagne, le Parti communiste d'Irlande, le Parti communiste d'Espagne, le Parti communiste d'Italie, le Parti communiste du Canada, le Parti socialiste unifié de Catalogne, le Parti communiste de Chine, le Parti communiste de Colombie, l'Union communiste révolutionnaire de Cuba, le Parti communiste du Mexique, le Parti des travailleurs de Pologne, le Parti communiste de Roumanie, le Parti communiste de Syrie le Parti communiste de l'Union soviétique, le Parti communiste d'Uruguay, le Parti communiste de Finlande, le Parti communiste français, le Parti communiste de Tchécoslovaquie, le Parti communiste du Chili, le Parti communiste suisse, le Parti communiste de Suède, le Parti communiste de Yougoslavie, le Parti communiste de l'Union sud-africaine, l'Internationale communiste de la jeunesse (qui est incorporée à l'Internationale communiste avec les droits d'une section).

2. Qu'aucune section existante de l'Internationale communiste ne s'est

objectée, de quelque façon, à la proposition du Présidium du Comité exécutif.

En regard de quoi le Présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste déclare:

1. Que la proposition de dissolution de l'Internationale communiste a été appuyée à l'unanimité par toutes les Sections en mesure de faire parvenir leur décision, y compris toutes les Sections les plus importantes.

2. Il considère qu'à partir du 10 juin 1943, le Comité exécutif de l'Internationale communiste, le Présidium et le Secrétariat du Comité exécutif, ainsi que la Commission internationale de contrôle sont dissous.

3. Il confie à un comité composé de Dimitrov (en tant que président), Manuilsky, Ercoli et Pieck le soin de finaliser la mise à jour des affaires des organes, appareils et des biens de l'Internationale communiste.

(Signé) pour le Présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste,

Dimitrov

Annexe II

J. Staline
Interview accordée à un journaliste de Reuter sur la dissolution de l'IC (28 mai 1943)

La dissolution de l'Internationale communiste est justifiée et opportune, car elle facilite l'organisation d'une poussée générale de toutes les nations éprises de liberté contre leur ennemi commun, l'hitlérisme.

La dissolution de l'Internationale communiste est justifiée car:

a) Elle dénonce le mensonge des hitlériens qui prétendent que "Moscou" aurait l'intention de s'ingérer dans la vie des autres Etats et de les "bolcheviser". Un terme est mis désormais à ce mensonge.

b) Elle dénonce la calomnie des adversaires du communisme dans le mouvement ouvrier, qui prétendent que les partis communistes des différents pays oeuvrent soi-disant non pas dans l'intérêt de leur peuple, mais sur un ordre venu du dehors. Désormais un terme est également mis à cette calomnie.

c) Elle facilite l'action des patriotes des pays attachés à la liberté pour unir les forces progressistes de leur pays, sans distinction de parti ni de religion, en un seul camp de libération nationale, pour développer la lutte contre le fascisme.

d) Elle facilite l'action des patriotes de tous les pays pour unir tous les peuples attachés à la liberté en un seul camp international, pour lutter contre la menace de la domination de l'hitlérisme sur le monde, en déblayant ainsi le chemin en vue d'organiser dans l'avenir la confraternité des peuples sur la base de l'égalité des droits.

Je pense que toutes ces circonstances prises ensemble aboutiront à affermir encore le front unique des alliés et des autres nations unies dans la lutte qu'ils mènent pour triompher de la tyrannie hitlérienne.

J'estime que la dissolution de l'Internationale communiste est parfaitement opportune, car aujourd'hui précisément que le fauve fasciste tend ses dernières forces, il importe d'organiser la poussée générale des pays épris de liberté pour achever cette bête fauve et délivrer les peuples du joug fasciste.

La lutte contre la répression politique et le révisionnisme

En mai 1932, la revue théorique du Parti communiste des Etats-Unis, *The Communist* (Vol. II, no 5) publiait des extraits du discours prononcé devant l'assemblée plénière du Comité central du Parti américain par un délégué du Parti communiste canadien (PCC). Le thème de ce discours est la lutte contre le légalisme et le libéralisme au sein du Parti, suite à l'arrestation de dirigeants du PCC et à la mise hors la loi du Parti. Nous ne savons pas quel accueil fut réservé à ce discours dans les rangs du PCC par la suite. Nous ne pouvons nous prononcer non plus sur la valeur de l'analyse présentée dans ce discours du rôle précis du PCC dans le développement de la lutte des classes à cette époque. Nous pouvons et nous devons par contre souligner les leçons qu'il comporte sur le rôle, l'action et l'organisation du parti prolétarien.

Les communistes, marxistes-léninistes d'aujourd'hui doivent agir dans des conditions qui présentent plusieurs traits communs avec la situation décrite dans ce texte. Dans les deux cas, les masses font face à une crise économique. Au plan international, les luttes hégémoniques pour le partage du monde font apparaître le danger d'une nouvelle guerre mondiale. Devant le développement de la résistance des travailleurs à l'offensive du capital et la progression du mouvement révolutionnaire du prolétariat, la bourgeoisie tente de neutraliser et d'étouffer l'action ouvrière. Aujourd'hui elle recourt à toutes sortes de lois pour empêcher le libre exercice du droit d'expression — prélude, sans doute, à l'interdiction même du droit d'organisation et de manifestation. Des militants sont traduits devant les tribunaux parce qu'ils diffusent le point de vue communiste parmi les masses. Des chefs syndicaux sont emprisonnés parce qu'ils osent défendre le droit de grève. Des groupes fascistes agissent au grand jour contre les minorités ethniques et les communautés de travailleurs immigrés. Le droit de grève est remis en question, quand il n'est pas purement et simplement aboli. Et tandis que les monopoles enregistrent des profits fabuleux, les salaires réels baissent. Bref, nous agissons dans des conditions qui, par bien des côtés, ressemblent, ou annoncent du moins, celles décrites dans le texte que vous allez lire. C'est une chose qu'il faut garder en tête en le lisant.

Les leçons les plus importantes de ce discours peuvent se résumer ainsi:

1) la nécessité de combattre le légalisme et le libéralisme;
2) la nécessité de préparer les masses, idéologiquement et pratiquement, à faire face à la violence réactionnaire;
3) la nécessité de bâtir le parti prolétarien dans les lieux de travail.

Un fil conducteur essentiel relie toutes ces questions: la nécessité absolue pour le parti prolétarien de ne jamais dissocier les luttes immédiates de son programme révolutionnaire; et, dans le même sens, la nécessité de ne pas dissocier les revendications économiques de la classe ouvrière de la propagande et de l'agitation sur la répression politique. C'est ce fil conducteur qui donne son sens aux mesures pratiques du parti dans sa propagande, son agitation et son travail d'organisation, dans ses propres rangs comme parmi les masses.

C'est parce qu'il n'avait pas appliqué ces règles de base de l'action révolutionnaire que le PCC s'est trouvé dépourvu devant l'attaque de la bourgeoisie. Or, nous savons que le PCC n'a pas su non plus faire face par la suite à la gangrène révisionniste qui le mena à sa propre liquidation. Ce fait n'est pas sans lien avec les erreurs mentionnées dans le texte que vous allez lire.

En effet, le révisionnisme s'infiltre là où les illusions libérales et réformistes conduisent les communistes à mettre en sourdine leur programme révolutionnaire. Le révisionnisme s'incruste là où les avantages immédiats prennent le dessus sur les objectifs politiques de la lutte de classe du prolétariat. Il fait son nid dans ces organisations pour qui l'activisme aveugle finit par masquer le but final.

Comme le souligne l'auteur du document, la lutte contre le légalisme et pour se préparer à toutes les formes de travail révolutionnaire est bien plus qu'une question de technique. C'est une question idéologique fondamentale posée par l'existence même du programme révolutionnaire.

Le Parti communiste canadien et sa lutte contre l'illégalité

Extraits d'un discours prononcé par le délégué fraternel du Parti communiste canadien devant l'Assemblée plénière du Comité central du PCEU et publié dans la revue théorique du Parti communiste des Etats-Unis, The Communist, Vol. II, no 5, en mai 1932.

"CAMARADES, j'aimerais, au nom du Parti communiste canadien et de ses leaders rouges actuellement emprisonnés au pénitencier de Portsmouth, vous adresser mes salutations révolutionnaires les plus chaleureuses.

Notre parti, camarades, vit à l'heure actuelle l'épreuve la plus difficile de son histoire.

La bourgeoisie canadienne est plongée dans une crise très grave. Sur la scène diplomatique internationale, elle est impliquée dans les rivalités inter-impérialistes et étroitement alignée avec les grandes puissances qui sont à la tête des préparatifs de guerre contre l'Union so-

viétique. Au Canada, elle est confrontée à une intensification de la lutte de la classe ouvrière, qui voit son niveau de vie durement attaqué par les employeurs.

Depuis une année et demie, la lutte des classes s'est considérablement intensifiée au Canada. Et dans cette intensification de la lutte, notre parti a joué un rôle déterminant — le plus déterminant de son histoire dans le mouvement ouvrier canadien. Pour cette raison, à cause du rôle qu'a joué notre parti dans l'organisation de la lutte des chômeurs, dans l'organisation des grèves et de la résistance contre l'offensive capitaliste, la bourgeoisie s'est attaqué à lui. Et c'est à cause du manque de préparation de notre parti à riposter à cette attaque que la bourgeoisie a pu emprisonner huit des membres dirigeants de notre Bureau politique et qu'elle détient aujourd'hui certains cadres de nos plus importants districts.

La luttre contre le légalisme

J'aimerais plus particulièrement aborder la question de la lutte contre le légalisme à l'intérieur de notre parti, des leçons à tirer de l'abolition de son caractère légal et de l'importance à l'heure actuelle de se préparer à entrer dans l'illégalité. Ce serait une grave erreur que de s'en remettre à des explications purement formelles pour expliquer les tactiques employées par la bourgeoisie dans sa lutte contre nos partis communistes. Bon nombre de ces explications formelles et mécaniques ont été avancées à l'intérieur de notre parti pour expliquer cette répression. Par exemple, certains camarades ont tenté de la présenter comme un simple coup de tête de la bourgeoisie, et ont soutenu que cette répression n'avait rien à voir avec l'importance de l'implication de notre parti dans la lutte des classes, ni avec les luttes qu'il a dirigées contre la bourgeoisie canadienne.

C'est un point de vue tout à fait erroné. La bourgeoisie canadienne a toujours considéré la répression contre notre parti, sa décapitation et l'abolition de son caractère légal comme l'une des plus importantes mesures de son offensive contre la classe ouvrière. Ce serait une grave erreur de prétendre que la bourgeoisie n'exerce sa répression contre le parti qu'une fois que celui-ci a acquis une certaine influence parmi les masses ou encore qu'une fois qu'il a rallié une certaine proportion des larges masses. La bourgeoisie des démocraties occidentales s'est acquis une vaste expérience dans la lutte contre nos partis. La bourgeoisie de ces pays, et celle du Canada en est un exemple typique, n'a jamais cessé d'apprendre de la lutte des classes en Europe. La bourgeoisie, comme on peut le voir au Canada, et sur ce plan, je crois que les partis des démocraties occidentales peuvent tous en tirer un acquis important, n'hésite pas à tenter d'anéantir ou à anéantir un parti communiste à chaque fois que cela sert ses buts et objectifs politiques immédiats dans la poursuite de son offensive contre les ouvriers et dans ses préparatifs de guerre.

C'est ce qui s'est passé au Canada. Immédiatement après que le parti eut été déclaré illégal et que ses leaders aient été emprisonnés, la bourgeoisie a intensifié son attaque contre la classe ouvrière et lancé une formidable offensive contre les salaires, réduisant coup sur coup le salaire des employés gouvernementaux, des ouvriers du rail, des mineurs et enfin des secteurs entiers de la classe ouvrière canadienne. A ma connaissance, jamais, sauf en Angleterre, on avait vu une réduction aussi rapide et successive des salaires. Au même moment, on assiste à une véritable montée de la terreur contre les ouvriers et à l'apparition de tendances fascisantes plus définies au sein de l'appareil d'Etat et encore jamais vues dans d'autres pays soi-disant démocratiques.

Aujourd'hui, alors que la guerre est déjà commencée en Chine et qu'elle se dessine contre l'Union soviétique, alors que la bourgeoisie est prête à employer tous les moyens pour accentuer son offensive contre les ouvriers, la question de la lutte contre le légalisme à l'intérieur de nos partis et pour leur complète préparation à entrer dans l'illégalité est une question de vie ou de mort.

Le parti n'était pas prêt à affronter l'attaque

La bourgeoisie a attaqué notre parti, elle a tenté d'en détruire les bases organisationnelles et l'a déclaré illégal. Quelles leçons pouvons-nous tirer de ces expériences vécues par notre parti? La première c'est, de mon point de vue, le profond enracinement du légalisme à l'intérieur de notre parti. Depuis 1929, notre parti avait continuellement insisté sur l'importance de se préparer à entrer dans l'illégalité. Il avait déjà mis en place certains préparatifs techniques avant de se voir acculé à l'illégalité. Mais il n'avait jamais préparé ses membres, ni la classe ouvrière à faire face à une telle éventualité. Notre parti n'a pas su constamment appeler la classe ouvrière à se tenir prête à répliquer à toute tentative de la bourgeoisie d'anéantir et de détruire le parti et de le priver de ses principaux cadres dirigeants.

Aussi lorsque l'attaque survint, ni les membres du parti, ni les masses n'étaient prêts à affronter une telle situation et à se mobiliser dans la lutte pour répliquer. Les quelques préparatifs d'ordre technique mis en place s'avérèrent totalement insuffisants. A l'étape actuelle, la question de se préparer à entrer dans l'illégalité est une question politique liée à la ligne générale du parti.

Pour moi, il ne fait aucun doute que le légalisme prend ses racines dans deux tendances de droite bien connues — la sous-estimation du caractère aigu de la lutte des classes et la sous-estimation du danger de

guerre. Cette tendance provient également du fait que notre parti n'avait pas compris, malgré qu'il ait été impliqué dans de dures luttes, qu'il ne pouvait s'engager dans ces luttes, ni les diriger, ni devenir un authentique parti bolchévique à moins d'être prêt à répliquer aux attaques acharnées de la bourgeoisie pendant cette période.

Ce "légalisme" trouva un large écho dans notre parti. Il s'est manifesté dans des questions fort inattendues, touchant les principes de base de notre parti et sa ligne politique, questions que devaient soulever l'inculpation de la direction du parti sous le coup de l'article 98, qui déclarait illégale toute organisation prônant l'emploi de la force et de la violence pour changer le gouvernement.

Répression et démagogie

Le procès mit inévitablement au premier plan la question fondamentale de l'attitude du parti face au pouvoir d'Etat, de son attitude et de son rôle par rapport à la révolution prolétarienne, et de son attitude face aux principes fondamentaux du marxisme-léninisme. Comment notre parti se comporta-t-il face à cela? Il sut identifier correctement que le procès et la répression contre le parti tenait au rôle qu'il avait joué dans la lutte pour les revendications immédiates des ouvriers, dans les luttes immédiates et en particulier dans les luttes économiques. Mais notre parti n'était absolument pas préparé à aborder les questions fondamentales et à les lier correctement au rôle du parti dans les luttes immédiates. Et c'est précisément sur ces aspects que la bourgeoisie et le gouvernement sont intervenus, en même temps qu'ils intentaient un procès contre la direction de notre parti, tout cela accompagné d'une énorme et intense campagne de propagande contre lui. Cette campagne, camarades, ce serait une grave erreur que d'en sous-estimer l'importance et de croire que le gouvernement "démocratique" du Canada eut été assez naïf pour aller se découvrir devant les masses comme une vulgaire "dictature", et pour se départir de toutes ses allures démocratiques en arrêtant et emprisonnant les leaders de notre parti. Allons donc! Au moment du procès, le procureur général lança une campagne extraordinaire, déployant des efforts inouis pour convaincre les masses que la voie électorale leur offrait toutes les possiblités de transformer la situation actuelle et de réaliser leurs aspirations, une campagne extraordinaire pour rehausser le prestige du parlementarisme, pour soutenir le gouvernement démocratique. Et finalement, le procureur général devait également lancer pendant cette campagne le slogan de "liberté d'opinion", un slogan qui, dans les faits, allait être utilisé par le gouvernement pour attaquer, arrêter et emprisonner nos leaders.

Le procureur général qui dirigea et manigança le procès contre nos dirigeants publia une brochure dont le thème était la liberté d'opinion. Les opposants au capitalisme, ceux qui aspiraient à le changer pouvaient en jouir dans la mesure où ils ne prônaient pas le recours à la violence, telle était la propagande entourant le slogan de liberté d'opinion. Bien sûr camarades, la bourgeoisie ne manqua pas d'accompagner tout cela d'une formidable vague de démagogie. Je fais seulement ressortir ici ce qu'il y eut d'inhabituel dans la démagogie entourant le procès.

Avancer le programme révolutionnaire dans son entier

Notre parti se montra incapable d'expliquer à la classe ouvrière la nécessité, et c'est là une question fondamentale et hautement révolutionnaire, pour elle d'utiliser, dans une situation révolutionnaire, la force et la violence pour s'emparer du pouvoir. Notre parti ne mit pas de l'avant cette position révolutionnaire. Il existait même à l'intérieur du parti des tendances ouvertes au libéralisme, qu'on ne peut qualifier que de tendances au libéralisme le plus abject, qui taisaient notre programme, qui cherchaient constamment à le rabaisser et à évacuer la question du rôle et des objectifs ultimes de notre parti.

Notre Bureau politique jugea même nécessaire d'adopter une position des plus fermes contre ces tendances qui s'infiltraient même à l'intérieur des journaux ouvriers — tendances qui soutenaient que la lutte des chômeurs et que les grèves se mènent malgré le Parti communiste, et qui tentaient, de cette façon, de se protéger des attaques de la bourgeoisie. La direction de notre parti et le parti sont fermement convaincus de la justesse de notre programme révolutionnaire. Toutefois, l'attaque qu'il subit fit apparaître en son sein de telles déformations de notre programme. A la lumière de ces faits, nous devons conclure que la profondeur des racines du légalisme est trop souvent sous-estimée, et qu'une telle attitude représente un grand danger. J'insiste beaucoup sur ces questions parce que je crois qu'elles sont aussi vitales pour le Parti communiste des Etats-Unis que pour le nôtre.

Le travail d'usine et la lutte contre la répression

Le second acquis majeur à tirer de ces événements, c'est que la tâche principale, le remède principal pour corriger cette situation dans laquelle se trouvait notre parti après l'attaque, n'avait rien de neuf et était connu depuis longtemps. C'était le travail dans les usines. Lorsque la direction du parti fut en prison, lorsque les meetings de notre parti furent complètement interdits, lorsque toutes les formes anciennes de travail, comme les assemblées de propagande, par lesquelles nous croyions nous lier aux masses, furent interdites, notre parti, dans certaines régions et en particulier en

Ontario, éprouva de sérieuses difficultés à rétablir le contact avec les masses. Nous avons réalisé combien le parti n'avait jamais saisi le sens profond de l'appel du Komintern à s'enraciner solidement dans les usines; que tout le parti n'avait jamais saisi ni compris l'importance vitale de son enracinement dans les usines. Et c'est pourquoi notre tâche la plus pressante, la leçon qu'il nous fallait immédiatement mettre en pratique n'était pas nouvelle, mais était celle dont nous avions débattue depuis huit à dix ans, soit la nécessité du travail dans les usines, la nécessité de s'enraciner dans les grandes usines.

La question de la lutte contre le légalisme, la question de se préparer à passer dans l'illégalité prend une signification particulière aujourd'hui, de même que l'apprentissage que fait notre parti du travail dans les conditions de l'illégalité. Les expériences vécues par le parti canadien doivent servir de sérieuse mise en garde contre la sous-estimation de cette question et contre toute attitude superficielle dans la préparation au travail illégal.

Je pense que c'est particulièrement vrai pour le parti américain; et sans vouloir offusquer la bourgeoisie américaine en affirmant qu'elle a des leçons à tirer de la bourgeoisie canadienne, je pense qu'elle n'hésitera sans doute pas à se servir des acquis de la bourgeoisie canadienne. Il est fort révélateur que M. Somerville, celui-là même qui a dirigé le procès contre notre parti, se soit rendu en visite spécialement à Washington et que le dossier complet du procès ait été déposé aux archives du Congrès. Cela est déjà suffisant pour que le parti américain accorde une importance toute particulière à cette question.

Echec à détruire notre parti

La bourgeoisie canadienne a tenté de détruire notre parti, de l'empêcher complètement de diriger des luttes. Elle a échoué dans cette tentative et n'a pas réussi à le démanteler. Non, notre parti n'est pas démantelé. Notre parti a eu à subir des coups durs. Il a été privé de sa direction, ce qui a affaibli dans son ensemble la lutte des travailleurs révolutionnaires du Canada. Mais notre parti a, au cours des huit derniers mois, dirigé des luttes très, très importantes, et la résistance à l'offensive et à la terreur capitalistes s'est développée. A travers ces luttes, notre parti a raffermi ses rangs.

Notre parti a lui-même organisé la riposte à l'attaque qu'il subissait. En liant (quoique de façon insuffisante) la lutte des chômeurs et la lutte contre les réductions de salaires à la lutte contre la répression, notre parti est devenu le centre d'un formidable front uni opposé à la condamnation de ses dirigeants emprisonnés sous le coup de l'article 98 du code criminel. Des syndicats réformistes regroupant 90,000 membres, soit approximativement le tiers des travailleurs organisés dans ces syndicats, et des organisations ouvrières comptant presque 200,000 membres ont exigé l'abolition de l'article 98. Ces chiffres peuvent paraître insignifiants pour les Etats-Unis, mais au Canada ils sont fort significatifs.

Notre intervention dans les grèves

Ce large mouvement de front uni, camarades, continue de prendre de l'ampleur. Cela illustre bien que les masses se porteront à la défense de la légalité du parti si nous nous préparons adéquatement, si nous savons lier correctement les luttes immédiates à la lutte contre la répression politique de la bourgeoisie, et enfin si nous comprenons l'importance d'éduquer les ouvriers sur les attaques imminentes de la bourgeoisie contre le parti de la classe ouvrière.

Le mouvement révolutionnaire au Canada a obtenu dernièrement des succès importants dans les grèves. Les syndicats révolutionnaires ont dirigé, à quelques exceptions près, presque toutes les grèves qui ont eu lieu au Canada dans les huit derniers mois. Quel bilan peut-on faire de ces luttes? Voilà deux ans, nos syndicats révolutionnaires ont dirigé des grèves, mais une fois ces grèves terminées, le parti et les syndicats révolutionnaires n'en sortaient pas plus renforcis. Ce qui est remarquable des grèves des huit derniers mois, c'est que les plus importantes d'entre elles ont abouti, non pas à la consolidation organisationnelle de 50% des ouvriers qui y étaient impliqués, mais à la consolidation de presque 100% d'entre eux. Cela est particulièrement vrai pour deux des grèves les plus importantes. Les mineurs d'Estevan, entrés en grève en septembre dernier, ont maintenu la position qu'ils avaient gagnée durant la grève, soit une adhésion de presque 100%, et se sont consolidés en tant que partie intégrante des syndicats. Dans le cas des ouvriers du moulin Fraser, leur adhésion s'est maintenue à 100%. Les syndicats révolutionnaires comptent aujourd'hui dans leurs rangs la majorité des ouvriers impliqués dans des grèves similaires. Cela a résulté en une augmentation du membership des syndicats ouvriers et a fourni une arme formidable aux ouvriers pour lutter contre les syndicats réformistes; parce que non seulement les ouvriers ont-ils déclenché des grèves, mais ces grèves ont été victorieuses. Dans le cas de la grève au moulin Fraser, les syndicats révolutionnaires ont obtenu toutes leurs revendications. De même pour les mineurs d'Estevan qui, malgré la terreur exercée contre eux et le meurtre de trois des leurs, ont réussi à arracher d'importantes concessions aux barons du charbon.

Depuis janvier, le syndicat des mineurs se prépare au renouvellement de son contrat. (La situation dans le secteur minier au

Canada est quelque peu différente de celle qui prévaut aux Etats-Unis. Dans les mines de charbon de l'Ouest, l'Union des mineurs du Canada regroupe 85% des mineurs, dont 10 à 15% font partie de l'UMWA*). Depuis janvier, le syndicat oeuvre sans cesse à la préparation du contrat et s'apprête à mener une dure lutte contre toute tentative des patrons du charbon de réduire les salaires et d'écraser le syndicat.

Chez les chômeurs, camarades, notre parti a appliqué la décision du Bureau politique qui vise à freiner le ralentissement du mouvement des chômeurs et à lui impulser un nouvel élan. Aujourd'hui, le mouvement des chômeurs s'engage dans un tournant décisif. La manifestation du 3 mars et l'envoi d'une délégation au gouvernement Bennett constituent une étape marquante pour le mouvement de masse des chômeurs et dès maintenant on peut affirmer que notre parti persistera dans cette voie en organisant dès le printemps la lutte contre l'abolition du fonds de secours.

Chez les fermiers, notre parti a obtenu certains gains. Par exemple, lors des élections, la Ligue des fermiers unis est devenue une force sur laquelle il faut compter, comme le démontre les 2.300 votes obtenus par un candidat révolutionnaire dans l'élection d'Arthabaska.

Par rapport à l'édification du parti, je peux dire ici que la tentative de la bourgeoisie d'écraser notre parti n'a pas provoqué une diminution de ses membres, et aujourd'hui il se gagne de nouveaux membres et consolide ses rangs.

Ce serait une grave erreur, camarades, que de conclure à la suite de ces remarques que notre parti a effectué une percée sensationnelle parmi les masses. Les principes de base formulés dans la résolution de l'Internationale communiste (IC) à l'intention du parti américain et leur application au parti canadien n'ont pas été abordés. Cependant, je suis persuadé que l'on peut sans hésitation affirmer que les tâches dévolues au parti américain en ce qui concerne la rupture de son isolement d'avec les masses ou encore la transformation radicale de ses rapports avec elles, s'appliquent également au parti canadien. Je considère comme superflu, d'autant plus après les débats qui ont eu cours ici, d'aborder la question des principales faiblesses de notre parti, plus particulièrement en ce qui a trait au changement radical à apporter dans nos liens avec les masses, et l'importante question du danger de guerre, du danger d'une attaque contre l'Union soviétique.

La lutte contre le social-fascisme

J'aimerais aborder brièvement une autre question. Dans le cours de ces multiples développements de la lutte des classes au Canada, on a pu observer l'apparition d'une tendance marquée et à laquelle, je crois, le Komintern accorde une importance toute particulière dans sa résolution. Nous avons eu à faire face à une véritable profusion de manoeuvres et de slogans "de gauche" de la part des sociaux-réformistes. Et j'aimerais dire, camarades, que si la lutte contre le social-réformisme aux Etats-Unis est de toute première importance, alors au Canada il nous faudra employer une expression encore plus forte pour en désigner le caractère essentiel. Au Canada, on doit dire que notre parti est confronté au danger du social-réformisme, au danger du Labour Party en voie de devenir un parti de masse.

Ce serait une grave erreur que d'adopter, à l'exemple de plusieurs membres de notre parti, un point de vue mécanique face à la démagogie des sociaux-réformistes et de dire qu'ils ne peuvent aller bien loin, qu'ils ont atteint leurs limites, qu'ils ne peuvent recourir à des nouvelles manoeuvres à chaque nouvelle situation, que viendra un jour où nous pourrons les coincer et les réduire à l'impuissance.

Un tel point de vue sur les manoeuvres des sociaux-réformistes n'est pas conforme à la réalité. On peut voir les sociaux-réformistes capables de s'ajuster à chaque situation avec l'aide de la bourgeoisie, et au Canada nous sommes témoins de manoeuvres d'envergure de leur part.

J'aimerais apporter ici une série d'exemples. Lorsque le parti entreprit d'organiser la mobilisation contre l'article 98, les sociaux-réformistes tentèrent de saboter la lutte en proposant au Parlement un amendement à cet article.

Lorsque le parti organisa la manifestation du 3 mars pour appuyer la délégation de chômeurs à Ottawa et obligea Bennett à déclarer, pour se sortir du pétrin, qu'il étudierait la possibilité d'une assurance-chômage basée sur les cotisations, l'ancien ministre du Travail du Parti libéral et leader de l'AFL présenta un projet de loi sur l'assurance-chômage et déclara qu'il n'était pas opposé à une assurance-chômage sans cotisations, mais que si les ouvriers contribuaient à ce fonds, ils auraient meilleure voix au chapitre dans la distribution de ces fonds. Voilà un exemple de la démogagie des sociaux-réformistes. Dans la même veine, le Labour Party se montra partisan d'une assurance-chômage sans cotisations et pour un secours de $25.00 par semaine. Ils ont repris notre slogan. De même, le Labour Party avait déposé à la Chambre des communes une motion et des projets de lois visant à nationaliser les banques et l'industrie; ils avaient également déposé une motion pour la mise sur pied d'une commission d'Etat à la planification supposément inspirée du modèle soviétique.

Toutes ces manoeuvres démagogiques des sociaux-réformistes représentent pour nous une menace parce que jusqu'à maintenant notre parti n'a pas su trouver les armes pour lutter contre eux.

(*) Les mineurs unis de l'Amérique

De mon point de vue, cette question en soulève beaucoup d'autres, mais je ne peux les aborder ici faute de temps. Mais je pense que la solution à ce problème, on la connaît déjà. Elle se trouve dans la juste application des tâches mises de l'avant par l'IC pour les partis américain et canadien. Mais dans l'accomplissement de ces tâches et sur la dénonciation des sociaux-réformistes, il y a un point sur lequel j'aimerais insister et c'est le suivant: dans l'organisation des grèves, dans la préparation des luttes économiques, dans l'organisation de la lutte des chômeurs, il faut se garder de séparer la lutte économique de la lutte politique et idéologique.

Jusqu'à maintenant, notre parti n'a pas compris ce qu'est la lutte idéologique. La bourgeoisie n'arrête pas d'inventer de nouvelles théories, d'utiliser une nouvelle démagogie, d'avancer des vieilles théories servies à la moderne, et les sociaux-réformistes aussi avancent maintenant de nouvelles théories ou des vieilleries sous des formes nouvelles, et c'est une erreur de penser que nous pourrons démasquer les sociaux-réformistes sans lier l'organisation et la préparation des luttes économiques à la lutte politique et idéologique.

J'aimerais apporter deux exemples concrets concernant la dénonciation des sociaux-réformistes. Le premier exemple se rapporte à certaines revendications et illustre comment notre parti ne sait pas comment démasquer les revendications de "gauche" des sociaux-démocrates. Lors de la lutte des mineurs de l'Alberta, l'UMW mit de l'avant une augmentation de salaire de 10%. Sur le coup le syndicat des mineurs ne sut pas trop comment réagir à cette demande qui, dans les faits, préparait le terrain à une réduction de salaire par la commission d'arbitrage.

Certains avancèrent qu'en tant que tel nous n'avions rien à voir avec ces locaux de l'UMW, mais qu'il nous fallait construire un front uni à la base, c'est-à-dire qu'il nous fallait seulement appeler les autres mineurs à faire la grève et à joindre le syndicat. C'était voir le front uni du seul point de vue de la grève. Ici, j'aimerais souligner que nous avons au Canada, comme aux Etats-Unis, à dénoncer la théorie qui veut que tout petit fonctionnaire des syndicats réformistes soit un social-fasciste.

Par une juste application d'un front uni vis-à-vis ces locaux de l'UMW, y compris vis-à-vis certains dirigeants locaux, on peut voir aujourd'hui, en Alberta, comment un véritable syndicat ouvrier peut bâtir une réelle unité et assumer son leadership sur des locaux plus importants de l'UMW dans les mines, et ainsi isoler les hauts dirigeants corrompus et les démasquer comme agents de division. Par exemple, le président du plus important local de l'UMW prend une part active au travail de l'Union, participe aux conférences qu'elle organise, lesquelles deviennent de plus en plus de larges conférences unitaires, et aujourd'hui l'Union peut compter entièrement sur l'appui de ce local. Les bureaucrates n'osent expulser ces locaux, de peur de renforcer chez les mineurs de l'UMW la conviction que c'était dans l'Union des travailleurs des mines que résidait la plus grande unité.

Les syndicats ouvriers, s'ils veulent faire un véritable travail d'approche des ouvriers regroupés dans des syndicats réformistes, doivent développer des méthodes simples pour permettre aux ouvriers de se réunir et de discuter; ils doivent leur présenter un tableau clair et précis des tâches à accomplir pour mener une lutte efficace contre la réduction des salaires et utiliser des méthodes appropriées pour regrouper les ouvriers les plus déterminés en groupes d'opposition. Tout ce travail ne peut être remplacé par des slogans généraux, tout comme la tactique du front uni ne peut être réduite à l'étroite conception des comités. Un véritable syndicat ouvrier doit également mettre tout en oeuvre pour développer des liens de fraternité et de solidarité avec les locaux des syndicats réformistes sur la base des besoins réciproques des ouvriers et l'établissement de ces relations est un premier pas vers l'isolement des dirigeants corrompus des syndicats réformistes.

En ce qui concerne les relations entre nos partis, j'aimerais souligner qu'elles ont pris par le passé un caractère plutôt formel. Nous devons développer des liens plus étroits entre nos mouvements révolutionnaires, et c'est par le biais de nos syndicats révolutionnaires et dans la liaison étroite de leur travail dans les luttes immédiates que nous y parviendrons.

La question de la transformation de notre parti dans ses rapports avec les masses n'est pas, de mon point de vue, une question nouvelle. Parmi les membres de notre parti, il y en a qui éprouvent le sentiment que la constante tenue de meetings dénote un manque de sérieux. Ce à quoi nous répondons que si jusqu'à date nous n'avons pas pris de mesures pour corriger cette situation, nous nous engageons solennellement à opérer ce changement. Cette situation a entraîné parfois le défaitisme et même une remise en question de la justesse de la ligne générale du parti. Ces doutes doivent être pour nous le point de départ d'un bond en avant. Ils doivent être abordés d'un point de vue communiste et, par l'étude et la pratique, nous amener à comprendre qu'à chaque problème correspond une solution bolchévique. La nouvelle résolution de l'IC constitue une arme acérée entre les mains de nos partis. Cette résolution ne peut être utile que si nous savons en faire une application bolchévique et concrète dans les luttes de la classe ouvrière."

The Communist, mai 1932

DISPONIBLES EN LIBRAIRIES

LA LC(m.-l.)C.
LA VOIX DU
SOCIAL-CHAUVINISME
AU CANADA

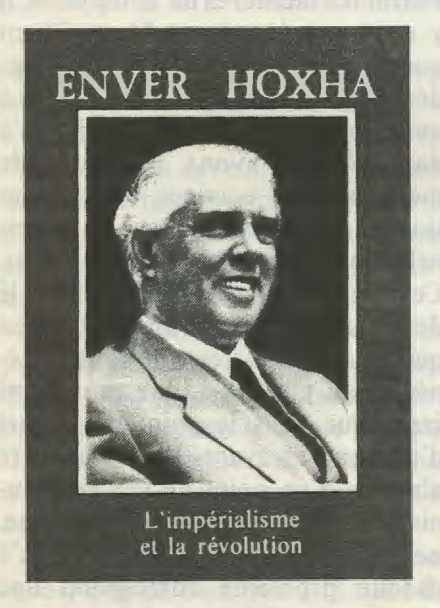
Publié par EN LUTTE!

LA LC(m.-l.)C LA VOIX DU SOCIAL-CHAUVINISME AU CANADA

Au delà de l'apparat, des proclamations et des auto-proclamations de la Ligue dite "communiste", la nouvelle brochure d'EN LUTTE! révèle la véritable histoire de la Ligue. Car, née du regroupement des éléments les plus réformistes parmi ceux qui se réclamaient du marxisme-léninisme à l'époque, la création même de la Ligue ne fut rien d'autre qu'une tentative de coup de force en vue d'imposer au jeune mouvement marxiste-léniniste canadien la "nouvelle" théorie du nationalisme bourgeois: la "théorie des trois mondes".

Bastion opportuniste, parti révisionniste, telle est finalement la nature de la Ligue qui, à part sa "devanture" chinoise, ne se distingue en rien quant au fond du programme du Parti "communiste" canadien (PCC). De l'invasion de la Tchécoslovaquie en 68, saluée par le PCC, à l'invasion du Vietnam par la Chine, saluée par la Ligue, c'est du pareil au même: l'apologie de l'impérialisme.

Il faut diffuser cette brochure, en faire une arme de combat. Faisons la pénétrer partout, y compris chez les militants de la Ligue dont la "conviction" est à la mesure de l'ignorance dans laquelle les maintient leur organisation...



L'IMPÉRIALISME ET LA RÉVOLUTION
Enver Hoxha

"La situation internationale actuelle est confuse, la crise s'aggrave dans les pays capitalistes-révisionnistes, la politique agressive des superpuissances crée de jour en jour de nouveaux et grands dangers pour la liberté et l'indépendance des peuples et pour la paix. Les théories bourgeoises et révisionnistes khrouchtchéviennes, titistes, "eurocommunistes" et, avec elles, les théories chinoises, s'inscrivent dans le grand plan stratégique de l'impérialisme et du révisionnisme moderne visant à détruire le socialisme et à étouffer la révolution.

Dans ces conditions, la défense du marxisme-léninisme, des principes de l'internationalisme prolétarien, l'attitude conséquente et révolutionnaire à l'égard des grands problèmes mondiaux constituent aujourd'hui pour notre Parti, ainsi que pour tous les véritables marxistes-léninistes, un devoir fondamental. Notre juste lutte doit raffermir chez les peuples et les hommes progressistes la confiance en la victoire de la cause de la révolution, du socialisme et de la libération des peuples. Notre Parti est sur la juste voie et il vaincra parce que les révolutionnaires et les peuples du monde sont avec lui, parce que la vérité marxiste-léniniste est avec lui." (Extrait de la conclusion.)

PARAÎTRA BIENTÔT



L'IMPÉRIALISME US EN IRAN

"La connaissance de la nature même de l'impérialisme s'accompagne de cette prise de conscience que la liberté et la reconnaissance des droits d'un peuple ne peuvent se gagner qu'au prix de son sang. Toutefois, il s'est trouvé et il se trouve encore des gens qui, pour différentes raisons et à partir de différentes analyses, continuent à accorder une certaine crédibilité à la propagande de Carter et à considérer qu'elle sert les intérêts des peuples et de leur lutte pour la liberté. Pour plusieurs, il peut paraître évident que la campagne des droits de l'homme de Carter n'est qu'une vaste supercherie, mais l'histoire nous enseigne que les forces progressistes et révolutionnaires n'ont pas suffisamment compris et combattu de telles illusions.

C'est précisément là le danger qui guette les mouvements révolutionnaires. Voilà pourquoi il est indispensable de faire une analyse détaillée de l'impérialisme et de sa politique selon chaque période, ceci afin d'éliminer toute illusion quant à sa nature; de telles illusions sont à l'origine de déviations dans la lutte actuelle en Iran."
Traduit et publié en français par EN LUTTE! (2.50)

Procurez-vous les numéros déjà parus d'UNITÉ PROLÉTARIENNE!

(Tous les numéros se vendent au prix de $1.50 l'unité)

- **Vol. 1, No 1:** Pour une revue théorique nationale d'EN LUTTE! — Pour l'unification du mouvement marxiste-léniniste canadien.
- **Vol. 1, No 2:** Tirons les enseignements de la journée de grève générale du 14 octobre 1976 — La situation internationale et la lutte contre l'impérialisme et les deux superpuissances.
- **Vol. 1, No 3:** La voie de la révolution au Canada — Bilan de la conférence du 9 octobre sur l'unité des marxistes-léninistes canadiens.
- **Vol. 1, No 4:** Abattre la loi C-73 et tout contrôle des salaires: un pas important vers la destruction du pouvoir bourgeois — Notre lutte est double car notre oppression est double — La lutte pour un programme révolutionnaire.
- **Vol. 1, No 5:** Pour l'unité du prolétariat, pour l'unité des marxistes-léninistes, développons le programme de la révolution prolétarienne — Ouvriers canadiens, luttons contre les divisions nationales! — La social-démocratie, ou comment la bourgeoisie canadienne veut se sortir de la crise.
- **Vol. 1, No 6:** Dans l'analyse de la situation internationale: conserver le point de vue de classe — Le Progressive Workers' Movement et le Red Star Collective: un héritage d'économisme et de nationalisme bourgeois au sein du mouvement marxiste-léniniste.
- **Vol. 2, No 1:** Combattre pour l'unité du mouvement marxiste-léniniste international — Brève histoire de la lutte pour la reconstruction du parti prolétarien au Canada.
- **Vol. 2, No 2:** Les crises économiques sont inévitables sous le capitalisme — De quel programme le prolétariat canadien a-t-il besoin?
- **Vol. 2, No 3:** Pour réaliser sa mission historique, le prolétariat doit détruire l'Etat bourgeois — Le Canada dans la Deuxième Guerre mondiale — La lutte des autochtones, partie prenante de la révolution prolétarienne au Canada.
- **Vol. 2, No 4:** Le Canada est un pays impérialiste où la voie du progrès passe par la révolution prolétarienne — Les leçons de l'action des communistes et du Parti communiste canadien lors de la Seconde Guerre mondiale — A propos de la théorie des trois mondes: Indépendance nationale et révolution socialiste à l'époque de l'impérialisme.
- **Vol. 2, No 5:** Le "Parti des travailleurs", un nouveau déguisement de la social-démocratie et du trotskysme — Le programme communiste et les revendications immédiates.
- **Vol. 2, No 6:** Où vont les dirigeants actuels du Parti communiste et de l'Etat chinois — Le prolétariat seule classe révolutionnaire jusqu'au bout.
- **Vol. 3, No 1:** La lutte contre l'impérialisme est indissociable de la lutte contre l'opportunisme — Les nouvelles couches du prolétariat canadien.

Ci-inclus........... pour les numéros suivants d'UNITÉ PROLÉTARIENNE:

....

....

Faites parvenir votre chèque ou mandat postal à: UNITÉ PROLÉTARIENNE, A/S Librairie l'Etincelle, 4933, De Grand Pré, Montréal, Qué.

Nom ....

Adresse .... **Code postal** ....

Ville .... **Province /Etat/Comté** .... **Pays** ....

Publications de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!

Brochures disponibles

- *Pour le Parti prolétarien*, octobre 1972. ($0.75)
- *Contre l'économisme*, à propos du Comité de solidarité avec les luttes ouvrières (CSLO), septembre 1975. ($0.65)
- *Pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens, Contre le sectarisme de la LC(m.-l.)C*, juillet 1976. ($1.00)
- *Documents de la Conférence nationale sur l'unité des marxistes-léninistes canadiens*, janvier 1977. ($1.50)
- *Manifeste contre la loi C-73 et le contrôle des salaires*, mars 1977. ($0.25)
- *Les tâches des marxistes-léninistes canadiens à l'étape actuelle*, (réédition du discours du Deuxième anniversaire d'EN LUTTE!, en mai 1975), mars 1977. ($0.25)
- *Statuts du Groupe marxiste-léniniste EN LUTTE!*, avril 1977. ($0.30)
- *L'unité du mouvement marxiste-léniniste passe par l'intensification de la lutte contre l'opportunisme*, communiqué du Comité central d'EN LUTTE!, avril 1977. ($0.15)
- *Pour l'unité du prolétariat canadien*, notes sommaires sur la conjoncture actuelle, avril 1977. ($0.75)
- *Documents de la IIe Conférence nationale des marxistes-léninistes canadiens sur la voie de la révolution au Canada*, mai 1977. ($0.75)
- *Le Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!*, brève présentation de son histoire et de sa ligne politique, août 1977. ($0.40)
- *Contre l'opportunisme de droite dans les questions internationales*, déclaration du Groupe marxiste-léniniste EN LUTTE! à l'occasion de la IIIe Conférence nationale des marxistes-léninistes canadiens tenue à Montréal les 9, 10 et 11 septembre 1977, septembre 1977. ($0.25)
- *Documents de la IIIe Conférence des marxistes-léninistes canadiens sur la situation internationale*, novembre 1977. ($1.50)
- *Les cahiers d'EN LUTTE!*, nos 11 à 15, octobre 1977. ($0.75)
- *Les cahiers d'EN LUTTE!*, nos 16, 17, 19, 20, décembre 1977. ($0.75)
- *Code de procédure d'EN LUTTE!*, décembre 1977. ($0.25)
- *Projet de programme pour le Parti prolétarien canadien*, présenté par le Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!, novembre 1977. (le Projet de programme seulement: $0.50, le Projet avec les commentaires: $1.50)
- *Pas de parti révolutionnaire sans programme révolutionnaire*, sur les tâches des communistes canadiens dans la situation actuelle, janvier 1978. ($0.75)
- *Hommes et femmes du prolétariat: un seul ennemi, un seul combat!*, février 1978. ($0.75)
- *Contre l'oppression nationale: Pour l'unité révolutionnaire des ouvriers de toutes les nations et minorités nationales*, mars 1978. ($0.50)
- *Le PCC(m.-l.) une organisation révisionniste d'agents provocateurs*, juin 1978. ($3.00)
- *Documents de la IVe Conférence des marxistes-léninistes canadiens sur les tâches de la reconstruction du Parti prolétarien canadien*, août 1978. ($0.90)
- *La LC(m.-l.)C, la voix du social-chauvinisme au Canada*, Mars 1979. ($2.50)

Rééditions

- *La libération des femmes en Chine*, recueil de textes (en français seulement). ($1.00)
- Lénine: *Notes critiques sur la question nationale et faut-il une langue officielle obligatoire?*, juin 1977. ($0.75)
- *Communism versus opportunism*, Fergus McKean, juillet 1977. (disponible en anglais seulement). ($4.00)
- Lénine: *Sur la situation internationale*, juin 1978. ($1.25)
- *La lutte contre les agents provocateurs*, l'Organisation des marxistes-léninistes grecs, juin 1978. ($1.25)
- *De la nécessité de la critique et de l'autocritique*, Article écrit par Gaston Monmousseau en 1949 et extraits de Mao Zedong (Mao Tsé-toung), août 1978. ($1.00)
- Lénine: *L'opportunisme et la faillite de la IIe Internationale; l'Impérialisme et la scission du socialisme*, novembre 1978. ($1.25)
- Lénine: *Sur l'émancipation de la femme*, févrler 1979. ($2.00)

Tous ces documents sont disponibles en français et en anglais, sauf indication contraire.